

FACULTE DE MEDECINE DE PARIS

ANNÉE 1933

THÈSE

N° 325

POUR LE

DOCTORAT EN MÉDECINE

(DIPLOME D'ÉTAT)

PRÉSENTÉE PAR

Pierre GALLAND

Né le 25 Avril 1905, à HAIPHONG (Tonkin)

L'ÉGLISE ET L'HYGIÈNE
AU MOYEN-ÂGE

Président de thèse: M. LAIGNEL-LAVASTINE

PARIS

LIBRAIRIE M. LAC

ÉDITEUR

26, Rue Monsieur-le-Prince, 26

—
1933

324

**L'EGLISE ET L'HYGIÈNE
AU MOYEN-AGE**

FACULTE DE MEDECINE DE PARIS

ANNÉE 1933

THÈSE

N°

POUR LE

DOCTORAT EN MÉDECINE

(DIPLOME D'ETAT)

PRÉSENTÉE PAR

Pierre GALLAND

Né le 25 Avril 1905, à HAIPHONG (Tonkin)

L'ÉGLISE ET L'HYGIÈNE
AU MOYEN-AGE

Président de thèse: M. LAIGNEL-LAVASTINE

PARIS

LIBRAIRIE M. LAC

ÉDITEUR

26, Rue Monsieur-le-Prince, 26

—
1933

I. — Professeurs

MM.

Anatomie	
Anatomie médico-chirurgicale et Chirurgie expérimentale	
Physiologie	
Physique médicale	
Chimie médicale	
Bactériologie	
Parasitologie et Histoire naturelle médicale	
Pathologie et Thérapeutique générales	
Pathologie médicale	
Pathologie chirurgicale	
Anatomie pathologique	
Histologie	
Pharmacologie et matière médicale	
Thérapeutique	
Hygiène et médecine préventive	
Médecine légale	
Histoire de la médecine et de la chirurgie	
Pathologie expérimentale et comparée	
Hydrologie et thérapeutique et climatologie	
Clinique médicale	
Hygiène et clinique de la première enfance	
Clinique des maladies des enfants	
Clinique des maladies mentales et des maladies de l'encéphale ..	
Clinique des maladies cutanées et syphilitiques	
Clinique des maladies du système nerveux	
Clinique des maladies infectieuses	
Clinique chirurgicale	
Clinique ophtalmologique	
Clinique urologique	
Clinique d'accouchements	
Clinique gynécologique	
Clinique chirurgicale infantile et orthopédie	
Clinique thérapeutique médicale	
Clinique oto-rhino-laryngologique	
Clinique thérapeutique chirurgicale	
Clinique propédeutique	
Clinique de la Tuberculose	
Professeur sans chaire	

ROUVIERE.
 GREGOIRE.
 BINET.
 STROHL.
 DESGREZ.
 LEMIERRE.
 BRUMPT.
 BAUDOUIN.
 CLERC.
 LENORMANT.
 ROUSSY.
 CHAMPY.
 TIFFENEAU.
 LOEPER.
 TANON.
 BALTHAZARD.
 LAIGNEL-
 LAVASTINE.
 FIESSINGER.
 Maur. VILLARET.
 CARNOT.
 BEZANÇON.
 ACHARD.
 Marcel LABBE.
 LEREBoullet.
 NOBECOURT.
 H. CLAUDE.
 GOUGEROT.
 GUILLAIN.
 TEISSIER.
 DELBET.
 CUNEO.
 LEJARS.
 GOSSET.
 TERRIEN.
 LEGUEU.
 COUVELAIRE.
 BRINDEAU.
 JEANNIN.
 J.-L. FAURE.
 OMBREDANNE.
 RATHERY.
 LEMAITRE.
 Pierre DUVAL.
 Léon BERNARD.
 SERGENT.
 MAUCLAIRE.
 MULON.

II. — Agrégés en exercice

MM.

ALAJOUANINE.	Neurologie et Psychiatrie.
AUBERTIN ...	Pathologie médicale.
BENARD Henri.	Pathologie médicale.
BROCC ...	Pathologie chirurgicale.
BRULE ...	Pathologie médicale.
BUSQUET ...	Pharmacologie.
CADENAT ...	Pathologie chirurgicale.

MM.

CATHALA	Pathologie médicale.
CHABROL	Pathologie médicale.
CHAILLEY- BERT.	Physiologie.
CHEVALLIER .	Pathologie médicale.
DOGNON	Physique.
DONZELOT ...	Pathologie médicale.



MM.	
ECALLE	Obstétrique.
FEY	Urologie.
GASTINEL ...	Bactériologie.
GATELIER ...	Pathologie chirurgicale.
De GAUDART	
d'ALLAINES.	Pathologie chirurgicale.
GIROUD	Histologie.
HARVIER ...	Pathologie médicale.
HAZARD ...	Pharmacologie.
HOVELACQUE.	Anatomie.
HUGUENIN ...	Anatomie pathologique.
HUTINEL ...	Pathologie médicale.
JOANNON ...	Chimie biologique.
LABBE Henri..	Hygiène.
LAROCHE Guy.	Pathologie médicale.
LEVEUF	Pathologie chirurgicale.
LEVY-VALENSI.	Neuro-psychiatrie.
LIAN	Pathologie médicale.
MILLOT	Histologie.

MM.	
MONDOR ...	Pathologie chirurgicale.
MOREAU	Pathologie médicale.
MOULONGUET.	Pathologie chirurgicale.
MOURE	Pathologie chirurgicale.
OBERLING ...	Anatomie pathologique.
OLIVIER	Anatomie.
PIEDELIEVRE.	Médecine légale.
PORTES	Obstétrique.
QUENU	Pathologie chirurgicale.
RICHET Fils ..	Physiologie.
SANNIE	Chimie biologique.
SEZARY	Dermatologie et syphili-graphie.
VALLERY-	
RADOT (Pasteur)	Pathologie médicale.
VAUDESCAL ..	Obstétrique.
VELTER	Ophthalmologie.
VERNE	Histologie.
VIGNES	Obstétrique.

III. — Agrégés rappelés à l'exercice pour le service des examens

MM.	
GUENIOT	Obstétrique.
LEQUEUX	Obstétrique.
LEROUX	Anatomie pathologique.

MM.	
NEVEU-	
LEMAIRE.	Parasitologie.
RETTERRER ...	Histologie.
ZIMMERN	Physique.

IV. — Agrégés chargés de cours de clinique annexe à titre permanent

MM.	
ABRAMI	Clinique médicale.
CHIRAY	Clinique médicale.
DEBRE	Clinique médicale.
DUVOIR	Clinique médicale.
BASSET	Clinique chirurgicale.
CHEVASSU ...	Clinique chirurgicale.
HEITZ-BOYER.	Clinique chirurgicale.

MM.	
MATHIEU	Clinique chirurgicale.
MOCQUOT ...	Clinique chirurgicale.
PROUST	Clinique chirurgicale.
SCHWARTZ ..	Clinique chirurgicale.
LEVY-SOLAL ..	Clinique chirurgicale.
LE LORIER ..	Clinique chirurgicale.
METZGER	

V. — Chargés de cours

MM.	
MAUCLAIRE, professeur sans chaire	
FREY	
CHAILLEY-BERT, Agrégé ...	
LEDoux-LEBARD	
WEIL-HALLE	

Chargé du cours de chirurgie orthopédique chez l'adulte pour les accidentés du travail, les mutilés de guerre et les infirmes adultes.

Stomatologie.
Education physique.
Radiologie clinique.
Puericulture.

Par délibération en date du 9 décembre 1798, l'Ecole a arrêté que les opinions émises dans les dissertations qui lui seront présentées, doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elle n'entend leur donner aucune approbation ni improbation.

A MON PÈRE — A MA MÈRE

A MA FEMME

A MON FILS

A MES FRÈRES ET SŒUR

A MES BEAUX-PARENTS

Meis et Amicis

AU RÉVÉREND PÈRE LAURAS

Inspirateur de cette thèse

A MONSIEUR LE PROFESSEUR LAIGNEL-LAVASTINE

Professeur à la Faculté de Médecine de Paris

Médecin de la Pitié

Qui a bien voulu diriger nos recherches et nous faire l'honneur de présider cette thèse.

Hommage de profonde reconnaissance.

STAGES

MONSIEUR LE PROFESSEUR SERGENT
MONSIEUR LE PROFESSEUR P. DELBET
MONSIEUR LE DOCTEUR COURCOUX

EXTERNAT

MONSIEUR LE PROFESSEUR P. DELBET
Chirurgien de l'Hôpital Cochin
MONSIEUR LE DOCTEUR CLOVIS VINCENT
Médecin de la Pitié
MONSIEUR LE DOCTEUR O. MACÉ
Accoucheur de l'Hôtel-Dieu
MONSIEUR LE DOCTEUR LAEDERICH
Médecin de l'Hôpital Necker
MONSIEUR LE PROFESSEUR LEREBoullet
Médecin des Enfants Assistés
MONSIEUR LE DOCTEUR VEAU
Chirurgien des Enfants Assistés
MONSIEUR LE DOCTEUR MOUQUIN
Médecin de la Salpêtrière
MONSIEUR LE DOCTEUR PETIT
Chirurgien de l'Hôpital Boucicaut
MONSIEUR LE DOCTEUR FÉLIX RAMOND
Médecin de l'Hôpital Saint-Antoine

INTERNAT

MONSIEUR LE DOCTEUR HAUTEFORT
Chirurgien-chef de l'Hôpital N.-D. du Perpétuel Secours

A MES MAÎTRES DE L'INSTITUT COLONIAL :

MONSIEUR LE PROFESSEUR BRUMPT
MONSIEUR LE PROFESSEUR TANON

A MES MAÎTRES DE CONFÉRENCES

A MON PREMIER GUIDE EN MÉDECINE :

MONSIEUR LE DOCTEUR MONSAINGEON
*Ancien chef de clinique chirurgicale à la Faculté de Médecine
de Paris*

AVANT-PROPOS

« Après la chute de l'empire romain,
« on chercherait vainement une trace
« de médecine sociale... C'est l'Eglise qui
« prit les premières décisions de pro-
« phylaxie publique...

« Par ses ordres religieux « elle
« imagina du même coup le premier
« groupement d'infirmières-visiteuses et
« l'organisation des enfants assistés (1) ».

Telles sont les lignes qui ont suscité en moi le désir de faire connaître un peu de l'œuvre immense que l'Eglise accomplit au cours du Moyen-Age.

Cette importante période de l'histoire a été l'objet d'un dédain, d'un dénigrement et d'un engouement excessifs.

Les purs lettrés de la Renaissance ne voient d'abord dans cette phase de dix siècles qu'une époque d'ignorance et de grossièreté. Pour les humanistes, ce n'est qu'une longue nuit entre deux époques de lumière : d'une part, l'époque de l'antiquité païenne, dont ils ne considèrent guère que la littérature à son âge d'or, d'autre part, celle de la Renaissance de l'antiquité.

Le dix-huitième siècle passe du dédain au dénigrement.

(1) Collection Sergent — Médecine sociale — dans la préface de L. Guinon.

Chez les Romantiques, avec les études d'histoire nationale, on voit renaître le culte du Moyen-Age. Les Wackenroder en Allemagne, les Walter Scott en Angleterre, les Chateaubriand et les Viollet le Duc en France ne rêvent que de cathédrales gothiques, de chevaliers et de moines.

Les sévères méthodes historiques, que les travaux de notre Ecole des Chartes et des Universités allemandes font prévaloir dans le cours du dix-neuvième siècle, amènent peu à peu les historiens à une vue plus juste du Moyen-Age.

Aujourd'hui, aux yeux des historiens les plus réputés, cette époque apparaît comme « l'une des périodes les plus fécondes de l'histoire, la période où se forment les nations de l'Europe nouvelle, où se crée une civilisation très différente de la civilisation gréco-romaine, mais qui, à certains égards, ne lui est pas inférieure » (1).

Travail et charité : tels sont les principaux mobiles d'alors.

Travail partout, et en premier lieu dans les monastères, qui l'ont réhabilité, en montrant qu'il n'est pas fait seulement pour l'esclave, qu'il est digne de l'homme pauvre ou riche.

Au début du onzième siècle, il ne reste rien de la culture carolingienne, les Normands ayant commencé par tout détruire. On voit alors se dresser à Chartres la grande figure médicale de l'évêque Fulbert. En trente ans, il fait de l'école capitulaire un centre intellectuel d'une puissante activité. Il rétablit, en parti-

(1) Lavissee et Rambaud — Histoire Générale, tome 1, p. 1.

culier, l'étude de la médecine en y professant la pure doctrine d'Hippocrate. Et Fulbert est un grand médecin : quelques-unes de ses ordonnances qui nous restent, en témoignent (1). L'esprit médical français, suscité par lui sous le signe d'Hippocrate sera donc, avant tout, clinique. Cette impression première marquera la médecine française d'une façon indélébile.

Ses nombreux élèves, procédant avec lui, vont propager d'abbaye en abbaye, d'école épiscopale en école épiscopale la culture médicale dans tout le royaume de France, pour le déborder ensuite.

Unissant le travail et la charité, ces pionniers, presque tous clercs réguliers, voués à la pauvreté, ne feront pas payer leurs services, encore moins leur enseignement. De ce désintéressement va naître le beau principe de la gratuité hospitalière et scolaire.

Ces hommes vont jeter les premières bases de l'assistance publique. Des xénodochies, des infirmeries conventuelles, des ordres hospitaliers, des léproseries, des lazarets, va s'épanouir magnifiquement un système hospitalier qui couvre tout le territoire.

Il est de règle de fonder dans chaque abbaye, dans chaque collégiale, des écoles gratuites ouvertes à tout venant, sans distinction de rang ni de fortune (1). Les écoliers dépourvus de ressources sont hébergés gratuitement. Peu à peu, le besoin de spécialisation se fait logiquement sentir. On voit se créer, dans les écoles, des chaires distinctes. Ce sera, au siècle de Saint-Louis de parachever cette œuvre, en créant les Universités.

(1) Dubreuil-Chambardel. Les médecins dans l'ouest de la France aux onzième et douzième siècles (Publicat. de la Sté Franç. d'hist. de la Médecine, 1914).

(1) Dubreuil-Chambardel, loc. cit. p. 91, 92, 162, 165, 166, 196.

Est-il nécessaire de rappeler que l'on doit à l'autorité ecclésiastique la fondation de la vieille école de médecine de Salerne, des Universités de Montpellier, de Bologne, de Cambridge, d'Oxford et de tant d'autres villes ?

Les professions ne sont pas réglementées, tout le monde est libre de choisir suivant ses aptitudes telle ou telle situation. L'instruction est même répandue à un degré dont on ne se doute guère. Saint-Louis est infiniment plus lettré que Louis XIV, et il a fait pour l'hygiène publique, par ses œuvres d'assistance, cent fois plus que le Roi Soleil. Des laïques, d'humble origine, formés dans ces écoles monastiques ou épiscopales, tels les Gautier, les Guillaume, les Obizon (2), vont devenir des médecins de si belle renommée qu'ils seront appelés à soigner les princes.

Charité : n'est-ce pas en son nom que sont créées les plus belles institutions ? Elle supplée la science qui ne peut encore donner les indications d'hygiène qu'on lui demande. Elle fait plus même, car au nom de la Morale de l'Evangile, alors en honneur, à l'inverse de la science « qui ne parle qu'à l'indicatif », la charité peut et sait se faire impérative. L'homme, donc, considérant comme obligation première de multiplier ses institutions de charité, put maintenir et développer sa race au milieu des fléaux d'une violence inouïe.

Sans doute, l'acte d'amour que demande le christianisme fait qu'au début on songea plus à faire œuvre de charité qu'œuvre de science. Mais le bien amène le bien, et il arrive que les services qu'on rend à

(2) Dubreuil-Chambardel, loc. cit. p. 197.

l'humanité sont des services qu'on rend également au savoir humain.

Tel est le résultat immédiat de l'influence du christianisme sur la civilisation. L'amour du prochain a entraîné sa protection. Tel est, du reste, le fort bel hommage que lui rend M. Edouard Herriot, dans sa conférence sur le « Génie méditerranéen » (1) :

« La cité hellénique excluait les ouvriers et les serviteurs, les esclaves et, dans une certaine mesure, les étrangers... Il fallait un nouvel effort. Ce fut l'œuvre du christianisme.

« Sur la mer où les navigateurs de l'Odyssée avaient cherché des passages, Saint Paul s'embarque pour prêcher la charité qui ne distingue pas entre les hommes.

« O Méditerranée, Internum mare, lien de l'Europe, de l'Afrique et de l'Asie... Je vois Paul arriver à Chypre... Je vois les missionnaires arriver au port et gagner la synagogue la plus prochaine. Je les vois repartir pour l'Asie Mineure... Je les entends expliquer la foi nouvelle.

« Je les retrouve dans Rome, dans les pauvres quartiers du Tibre, parmi les débardeurs, s'adressant au petit peuple des auberges, que méprise la société romaine...

« Une religion nouvelle se propage à travers toutes les régions de la Méditerranée. Elle recommande l'innocence et la fraternité ; elle relève la condition de la femme et celle de l'ouvrier..

« L'homme, dans son voisin, a retrouvé son frère. La femme se voile... pour protéger sa grâce ou sa pudeur. Et la douceur même d'une mer avant tout sociale, d'une mer chaude et lumineuse, pénètre les communautés nouvelles qui s'élargiront d'année en année, de siècle en siècle, à travers le monde ».

(1) Conferencia. Février 1931, p. 226.

TITRE PREMIER

PRÉVENTION

PREMIERE PARTIE

L'ÉGLISE ET L'HYGIÈNE INDIVIDUELLE

PREMIERE DIVISION

LES LAÏCS

CHAPITRE I

HYGIENE CORPORELLE — LES BAINS .

« On impute la lèpre aux Croisades, à l'Asie. — L'Europe l'avait en elle-même : la guerre que le Moyen-Age déclara et à la chair et à la propreté devait porter son fruit... Cette société subtile et raffinée craint toute purification comme une souillure. — Nul bain pendant mille ans ».

(Michelet (1). En note au chap. IX : Satan médecin).

Une telle affirmation s'appuie-t-elle sur des bases solides ?

Pourquoi, dans les premiers temps du christianisme, l'Eglise déconseilla-t-elle, non pas le bain, mais, ce qui implique une différence, la fréquentation des établissements de bains ?

C'est que, peu à peu, les bains publics de Rome et des autres grandes villes se sont transformés en lieux de débauche. Au début, les deux sexes ne fréquentaient les bains que séparément. Sous l'Empire, hommes et femmes se baignèrent ensemble, et Héliogabale, surnommé le Sardanapale romain, avait coutume de s'entourer de femmes dans son bain. Alexandre Sévère lutta contre la mollesse qui s'emparait de ses troupes. Il s'écria dans un moment de colère : « Les soldats romains ne connaissent que le vin, les bains et l'amour » (*Milites romani amanti, potant, lavant*). Certains se baignaient jusqu'à sept fois par jour. Ces soins matériels avaient moins pour but la santé que la volupté.

Cette débauche, que les empereurs Adrien, Marc-Aurèle et Alexandre Sévère cherchèrent inutilement à combattre, le christianisme naissant lui déclara une guerre acharnée.

D'après le Code de Justinien, la fréquentation d'un bain public était pour une femme un motif de répudiation (*Codex Justinianus*).

Se priver de bains est pour les chrétiens une œuvre méritoire. Il en est ainsi pour les anachorètes d'Orient. Saint-Antoine ne se lave jamais que quand il lui faut traverser un ruisseau, et Saint-Evagrius dira que, pendant son séjour dans le désert, il ne prit jamais de bains. Tel noble romain, qui se fait anachorète vers l'an 600, ne se lave les pieds que rarement et avec le moins d'eau possible (Weyl) (2).

Dans le cours des siècles suivants, certains ascètes considèrent toujours l'abstinence des bains comme une œuvre méritoire, vis-à-vis de Dieu. L'archevêque de

Cologne, Bruno (965), ne se baigne que rarement. Udalrich, évêque d'Augsbourg (913), à certains jours de fête seulement. Reginhard, évêque de Liège, ne prend jamais de bains (1037), et Nithard, aussi évêque de Liège (1048), n'en use que pendant la maladie qui l'emportera. Sainte-Agnès (1077), mère de l'empereur Henri IV, ne se baigne jamais, et Sainte-Marguerite, fille du roi de Hongrie, Bélas IV, que rarement (1721) (2).

Mais ces ascètes ne sont qu'une minorité, car les pasteurs des premiers temps du christianisme ne défendent jamais formellement d'user des bains.

Un passage de Saint-Amboise (*Acta Sanctorum*, avril III, 576 et II) le permet aux séculiers comme remède hygiénique. Saint-Jérôme conseille seulement aux moines, aux jeunes filles et aux veuves d'éviter la fréquentation des bains publics.

Dès les premiers temps du christianisme, on construit même des bains à proximité des basiliques, et des papes comme Saint-Hilaire (464), Symmachus (514), Grégoire IV (844) donnent cet exemple. Une épître du pape Nicolas I aux Bulgares est caractéristique : on ne doit jamais prendre un bain par sensualité, mais bien quand les besoins du corps en réclament (Zappert, Wetzer et Welte, Hefele, cités par Weyl).

La plupart des monastères renferment un lieu spécial pour les bains. N'est-ce pas le premier devoir de l'antique hospitalité chrétienne que de laver les pieds des pèlerins ou des pauvres voyageurs ?

Dans les « hospitiola », fondés près de chaque église, la charité des clercs n'exerce-t-elle pas journellement cet acte d'humilité ?

L'Eglise ne supprime pas les bains au Moyen-Age ; au contraire, c'est à elle que les barbares empruntent l'usage de se baigner (V. Priscus ds le corp. Byzant. éd. Bonn I, 187 et 253) (V. aussi de la vie de St-Germain de Paris — acta SS. 6 mai p. 785).

Tout au début du Moyen-Age, le pape Saint-Grégoire le Grand, à qui des fidèles ont demandé pourquoi certains prédicateurs peu autorisés leur interdisaient les bains le dimanche, dit expressément :

« Si la luxure et la volupté sont le mobile qui fait rechercher les bains, nous ne permettons celui-ci ni le dimanche ni un autre jour ; si, au contraire, on le prend parce que le corps en a besoin, nous ne le défendons pas, même le dimanche, car il est écrit : personne ne hait sa propre chair, mais chacun la nourrit et la soigne (Ephès). Et, en même temps, il est écrit : Ne soignez pas votre corps par esprit de concupiscence (Rom. XIII). Ainsi l'Apôtre qui défend de soigner son corps par concupiscence, permet de le faire par besoin de santé. En effet, si c'était un péché de se laver le corps le dimanche. n'en serait-ce pas un de se laver le visage ce jour-là ? Si cette action est permise pour une partie du corps, pourquoi ne le serait-elle pas pour le reste ? ». *« Si pro luxuria ac voluptate quis lavari appetit, hoc fieri nec reliquò quolibet die concedimus ; si autem pro necessitate corporis, hoc nec dominicorum die prohibemus »*. St Grégoire. Opera, 3^e lettre du livre XI.

Ainsi, les bains voluptueux à la mode des anciens romains sont blâmables, mais le bain pris par besoin, pour la santé ou l'hygiène, ne l'est jamais : tel est le principe bien simple et bien juste posé par l'Eglise au VI^e siècle et fidèlement suivi dans la suite. Dès le premier siècle, un témoignage semblable nous est donné par Clément d'Alexandrie (*).

(*) Saint-Clément d'Alexandrie. — Collection des moralistes chrétiens — traduct. Bardy — S. les soins du corps. — Edit. Gabalda.

Comment expliquer cette vieille coutume chrétienne de se laver soigneusement le samedi et les veilles de fêtes, si ce n'est par respect pour Dieu que l'on va visiter ? N'est-ce pas une grande marque de déférence, que de vouloir présenter au Seigneur un corps aussi pur que l'âme ?

« C'est la coutume des chrétiens (*acta sanctorum*, janvier I, 334), dit la vie de Saint-Melaine, évêque de Rennes, et contemporain de Clovis, de se laver le samedi par honneur pour le dimanche, et de changer de vêtements pour entrer dans la demeure terrestre du Roi du Ciel, c'est-à-dire dans l'Eglise, le corps et l'âme aussi purs l'un que l'autre ».

(V. Mabillon : *acta sanctorum ordinis S. Benedicti*, sacc. IV, part. 2, pref., p. XCVII).

(Isidore de Séville, op. VI, 695 ; Lanfranc, Constitutions). Dans D. Martène, traité des anciens rites des moines : « *Vigiliæ Thomæ apostoli fratres balneentur qui volunt balneari, ut duobus diebus ante Dominicam Nativitatis sint omnes balneati* » :

(A propos de Lanfranc — ce moine du XII^e siècle, qui fonda l'école de l'abbaye du Bec, et fut un médecin remarquable, lire les « Les Médecins dans l'Ouest de la France », par D^r Dubreuil-Chambardel, p. 12).

La vie de Saint-Césaire, évêque d'Arles (470-542), atteste encore l'usage fréquent des bains dans les communautés religieuses : elle relate la construction de grands édifices pour cette destination, et nous montre le Saint prélat ordonnant aux sœurs malades de se soumettre aux prescriptions du médecin à cet égard (*acta sanctorum*, août VI, 69).

La vie de Saint-Colomban, les écrits de Bède, de Grégoire de Tours et bien d'autres contiennent des traces de faits analogues.

La règle de Saint-Benoît, toute empreinte de charité évangélique envers les étrangers, ordonne ce qui suit :

« L'abbé donnera aux hôtes de l'eau pour se laver les mains. L'abbé et les moines leur laveront les pieds ».

Et ce qui prouve bien que, loin d'avoir les bains en horreur, l'Eglise les regarde comme précieux pour l'hygiène du corps, c'est que leur privation est donnée comme une des plus rudes mortifications auxquelles se condamnent les anachorètes d'Orient (Vie de Saint-Jean le Silencieux — *acta sanctorum*, 3 mai, p. 233).

Dans la même pensée, les chrétiens s'abstiennent d'en prendre pendant le carême, surtout dans la semaine Sainte et en général les vendredis.

— L'année 1105, l'empereur Henri IV excommunié « passe tous les saints jours de Noël sans se baigner, sans être rasé » (Pertz-Mon. Germaniae, IX, 364). Saint-Bruno, archevêque de Cologne, mort en 965, « ne se mêle que rarement à ceux qui vont chercher aux bains l'éclat du corps, quoi qu'il soit habitué dès le berceau, en raison de sa haute naissance, à se baigner fréquemment » (*Ibid.* VI, 266). Mais la manière dont on signale cette abstention fait déjà soupçonner qu'elle n'est pas ordinaire.

En France, Charlemagne a la réputation d'être fort nageur (Pertz, *Monum. Germaniæ* — II — 369). Saint-Gérard, au moment d'être proclamé évêque de Toul, prend un bain et se revêt d'habits neufs (*Ibid.* VI, 493). Les Allemands sont d'habiles nageurs et peuvent, ainsi que les Bataves, traverser le Rhin avec armes et bagages, en troupes compactes, ce dont les Romains ne sont pas capables. Les Francs se couchent sur leurs boucliers

et traversent ainsi le Rhône (Heyne - Körperpflege). Otto II (973-983) s'échappe de prison grâce à son habileté dans la natation, et Frédéric II périt en se baignant dans un fleuve (Pertz, Monum. Germ. V, 766 : « *Sed imperator, viribus suis et arte natandi confisus, ut stetit in prora, mare velociter insiluit* »).

Le conseil précédemment cité de Saint-Jérôme, d'éviter la fréquentation des bains publics, est strictement suivi par les religieux. Cependant, la pratique des bains est ordinaire dans les couvents, dès les temps les plus reculés. Sur le plan du célèbre couvent de Saint-Gall (voir : hygiène de l'habitation), on trouve mentionnée une installation de bains (*balneatum*) pour les élèves, les serviteurs et les malades. Elle est située en partie à côté des cuisines, en partie à côté des chambres à coucher (2).

Des bains sont également construits dans le célèbre couvent de Farfa. Comme, en définitive, les bains procurent une sensation de plaisir, les religieux bien portants, d'après la règle de Saint-Benoît, n'en useront qu'avec circonspection, tandis que les malades pourront le faire toutes les fois qu'il sera nécessaire (Migne, Patrologia, vol. IX, pages 582, 594. N° 36 : «*Balnearum usus infirmis quotiens expedit offeratur : sanis autem, et maxime juvenibus, tardius concedatur* »).

Nombre de couvents sont construits à proximité des sources thermales et Dagobert I abandonne, en 676, au couvent de Weissenfels, les bains construits par les Romains (Zappert). En 1420, les abbés bénédictins sont avertis par leur provincial d'avoir à construire des bains dans leurs couvents (*Ibid.*) et jusqu'au XVI^e siècle, la plupart des couvents français possèdent des

bains pour les clercs et les pauvres, et l'usage en est gratuit (Dupouy) (3).

Dans les monastères, l'usage des bains est également réglementé par les Conciles. En 803, le Concile d'Aix-la-Chapelle, répétant le principe émis par Saint-Grégoire le Grand, décrète que les religieux dont la santé réclamera ce soin pourront se baigner au commencement du carême, qu'il sera fait ample provision de baignoires (*copiæ balnearia*) et que les membres de la communauté se laveront leurs corps chacun en particulier, se rendant toutefois les uns aux autres les services nécessaires (*Concilia Germanica*, I, 381).

Peu de temps après, en 817, une assemblée des principaux abbés de France, tenue au même lieu, dans le palais de Louis le Débonnaire, décide que l'usage des bains dans les couvents sera réglé par les prieurs de chacun d'eux.

Des statuts, sur ce point, rédigés par Lanfranc au XII^e siècle, nous apprennent comment les choses se passent dans les maisons soumises à son autorité : un ancien moine doit avoir soin que tout soit prêt au lieu où les religieux prennent les bains et qu'il y ait des serviteurs pour les assister ; il appelle ensuite les frères, qui n'ont liberté de s'y rendre que depuis Prime jusqu'à Complies. Arrivés au bain, après s'être fait raser, ils se retirent chacun dans un petit réduit, fermé d'un rideau ; ils trouvent là une espèce de cuve appelée tîne (*tîna*), dans laquelle ils prennent le bain en silence (D. Martène. loc. cit).

Dans la seconde partie du Moyen-Age, les bains froids et chauds sont tellement entrés dans les habitudes de toutes les classes que les établissements balnéaires sont

soumis à des droits seigneuriaux, à l'instar des moulins, forges, débits de boissons, etc... « *Idem Hubricus et sui successores legitimi stubam balnei liberam possidebit* ». Charte de l'empereur Henri IV, 1270; — « *Omnes census, judicia, salinas, stubam balnearem...* ». Charte de l'évêque de Mayence, 1325 (In : Lecoy de la Marche, la Société au XIII^e siècle. Les bains).

Une cérémonie bien connue, celle de la réception des chevaliers, est toujours précédée, la veille, d'un bain symbolique et toutefois réel. On se baigne après une fatigue, un combat, un retour de voyage, en sortant de prison et dans mainte circonstance où le bain n'a pas d'autre but que l'hygiène :

« *Si fatigatio accidit in itinere, cum ad hospitium pervenerit, per unam horam quiescat ; deinde balneum intret, et in eo maneat donec caro lenis et rubea fiat* » (Arnaud de Villeneuve, op. 76 — XIV^e siècle).

Un singulier proverbe explique les mœurs allemandes et les vieux errements de la médecine : Veux-tu du plaisir pour un jour ? Va au bain ; — pour une semaine ? fais-toi saigner ; — pour un mois ? tue un cochon ».

L'eau des bains est préparée dans une marmite spéciale chauffée à feu nu, et additionnée de lessive, que l'on obtient en lavant des cendres. L'usage du savon, dont Charlemagne fait ample provision pour son emploi personnel, est plus rare, bien que mentionné dès le VIII^e siècle.

Plus tard, on s'en sert plus souvent ; les meilleures sortes en viennent de Venise (2). Les pâtes dentifrices sont connues ; en voici une recette, tirée des conseils hygiéniques d'Albert le Grand : « Prenez une once de myrrhe bien pilée, 2 cuillerées de miel blanc, un peu

de sauge verte bien pulvérisée, et vous en frottez les dents *matin et soir* » (p. 164).

Au Moyen-Age, toutes les villes et de nombreux villages d'Allemagne possèdent des bains publics et notamment des bains de vapeur (Weyl, p. 109).

A Valenciennes, Abbeville, dans tous les centres de quelque importance, des personnes de toutes conditions fréquentent les établissements de bains, les étuves. Les riches comme les pauvres ont coutume d'y soumettre leurs petits enfants. Toute habitation un peu aisée est pourvue de sa « cuve à baignier », et l'on n'est pas médiocrement surpris de trouver de petits établissements de bains dans de simples hameaux.

A Warcy, sous Clermont-en-Beauvaisis, Chauffournier vend chaux et sa femme maintient « une petites estuves » (Arch. nat. sect. historiq. JJ. 120 N° 66 — cite par Luce — Hist. de Bertrand du Guesclin, p. 68).

A partir du XII^e siècle, l'habitude des bains chauds et froids se répand dans les campagnes, et l'usage du linge de corps se généralise dès le XIII^e siècle.

La propreté corporelle est, semble-t-il, bien supérieure à celle des XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles.

Les races rurales d'Occident sont alors lourdes et gauches, mais pleines de vigueur et de santé (Boissonnade (4), le travail dans l'Europe chrétienne, p. 325). En France, et notamment à Paris, les bains publics se multiplient. Il n'y a qu'à feuilleter le dictionnaire historique des rues de Paris pour le constater : la rue des Etuves Saint-Martin est déjà construite en 1230, la rue Geoffroy des Bains en 1350, l'impasse des Etuves à la même date, la rue du Four avec ses étuves Poquelé, etc...

Les bains de vapeur passent pour préserver des maladies contagieuses comme la lèpre, tandis que l'on redoute la contagion par les baignoires (Kriegk). A l'ouverture des bains, le tenancier sonne de la trompe ou bien accroche son enseigne. A Paris, des crieurs publics annoncent que les bains sont prêts (3).

Vu leur bon marché, les bains sont fréquentés par tout le monde, jeunes et vieux. L'accès n'est que de 2 deniers parisis pour les étuves et de 4 pour les bains.

Comme c'est le samedi soir que les gens se baignent de préférence, ce jour-là, on laisse libre les artisans et les apprentis pendant la dernière heure de travail. A Ulm, leur pourboire, payé par les corporations, leur sert d'entrée aux bains (Weyl).

Se baigner est d'usage si répandu qu'en être privé n'est plus seulement considéré comme une mortification pénible, mais est parfois statué comme punition d'une faute grave : Henri IV, roi de France, 1589-1610, la subit pendant toute la durée de son excommunication (Dupouy).

L'Eglise facilite l'usage des bains aux pauvres, par un grand nombre de fondations venant de personnes riches. On appelle ces fondations, dans lesquelles on donne gratuitement des bains le jour anniversaire de la mort du fondateur, des « bains pour le salut des âmes » (*balnea animarum*), parce qu'ils ont été institués dans le but de sauver les âmes de leurs fondateurs (Weyl, p. 110). Ces bains se rattachent aux xénodochies, anciennes hôtelleries destinées aux pèlerins, et dans lesquelles on les accueille en leur offrant un bain chaud. Mais quand les établissements de bains rattachés aux hôpitaux furent mis en location, leur fréquentation aurait

été impossible aux pauvres sans les fondations dont nous venons de parler.

Une des plus anciennes fondations de bains (Seelbader) est celle qui se trouve annexée au vieil hôpital de l'ermitage Saint-Georges, dans les Pays rhénans. Là, les ermites donnent leurs soins aux baigneurs des deux sexes, jusqu'à ce que cela leur soit interdit en 1426 (Weyl, p. III). Les grands bains de Baden-Baden sont encore ouverts en 1480, « à la grâce de Dieu » pour les pauvres gens. Un grand nombre de villes ont des impositions particulières sur les bains, « obole des bains », qui permettent la libre entrée des indigents.

L'accès des bains des chrétiens est interdit aux Juifs (Concile de Vienne (5), en 1267 : « *Prohibemus insuper ne stubas et balnea seu tabernas christianorum frequentent* ». Can. 16). Cette défense est du reste autant dans leur intérêt que dans celui de la tranquillité générale. Le Concile de Freising, en 1440, leur renouvelle cette interdiction ; mais ils ont le plus souvent leurs bains particuliers comme à Andernach, Augsbourg, Francfort-sur-Mein, Fribourg, etc... (Weyl, p. 110).

Avec le temps et la multiplication des établissements, les abus devaient reparaître. On réadmet aux bains les deux sexes à la fois, malgré maintes interdictions de l'Eglise (Synode de Trullan, en 692 ; Synode de Laodicée, en 350) (6).

Vers 1746, à Wildbad, le duc Guillaume de Saxe reste au bain de 8 à 10 heures par jour, en compagnie de la comtesse de Wurtemberg et de ses dames d'honneur (Weyl, p. 112). Certains établissements hébergent parfois des prostituées.

Les bains publics de Paris ne sont bientôt plus fré-

quentés que par les hommes et les filles de mœurs légères. A Avignon, l'Eglise défend aux ecclésiastiques, aux employés, aux hommes mariés, la visite de certains établissements, qui ne se distinguent qu'à peine des maisons publiques. L'infraction à cette règle est punie de jour de 20 marcs d'argent, et de nuit de 25 marcs. En 1441, les statuts de l'Eglise de cette ville interdisent aux clercs l'entrée des « étuves du pont » comme étant un lieu de débauche public (*). En 1448, cette interdiction est renouvelée par le Conseil de la Ville (Martène — anecdotes, IV, 585; — Dupouy). En 1480, une ordonnance du roi à Péronne, cinq ans après une délibération du Conseil de cette même ville, contient une mesure meilleure : il est défendu aux filles de joye de demeurer, ni de converser aux étuves.

Ces abus, au fur et à mesure que l'Eglise perd sa place prépondérante dans l'Etat, ne font que s'étendre. Ils ne diminuent qu'à la fin du XVI^e et au début du XVII^e siècle, au moment où les bains cessent d'exister,

(*) Pièce N° 11. — *Statuta synodalia Ecclesiæ avignonis* : Les étuves du Pont Trocat, lieu de prostitution sont interdites aux ecclésiastiques et gens mariés.

Item considérant que les étuves du Pont Trocat de la présente cité sont lieux de prostitution, dans lesquelles les prostituées des lupanars se livrent publiquement et manifestement à la fornication, par ces causes, les officiers temporels de ladite cité, ont décidé d'interdire aux hommes mariés d'oser s'étuver dans ces étuves, qu'également il serait deshonnête et contraire à la décence de permettre aux personnes ecclésiastiques, dont la vie et les mœurs doivent offrir l'exemple de la décence, de fréquenter des lieux semblables... et ce, sous peine d'excommunication et d'une amende de 20 marcs d'argent pour la nuit et de 10 marcs pour le jour, applicable au Fisc de la Cour Episcopale (7) D^r Le Pileur Prostitution du XIII^e au XVII^e siècle).

en tant qu'institutions populaires (Weyl, p. 119). Certains bains de Paris servaient de rendez-vous aux femmes galantes, et devinrent le théâtre de dérèglements contre lesquels tonne le cordelier Olivier Maillard, docteur de Sorbonne et prédicateur de Louis XI (Lecoy de la Marche) (8).

Ces désordres, on le voit, sont coordonnés au relâchement universel des mœurs, qui signale cette époque si vantée de la Renaissance. Le Moyen-Age n'en est pas responsable, l'Eglise encore moins.

En ce qui regarde l'hygiène corporelle, les lois ecclésiastiques n'ont donc jamais « entretenu la malpropreté », qui n'a jamais été à l'ordre du jour « durant 10 siècles ».

L'affirmation contraire suppose une grande ignorance du Moyen-Age ou une grande mauvaise foi.

Nota. — Les témoignages sur l'hygiène corporelle abondent ; on peut consulter notamment les lexiques de Ducange et de Rainouard, les tables des Conciles, la médecine de Salerne, les vies des Saint, les règles des ordres religieux.

NOTES DU CHAPITRE : HYGIENE CORPORELLE

1. — MICHELET. — La Sorcière. Paris, Flammarion. En tête de ce livre, l'auteur a jugé bon de mettre : « Des livres que j'ai publiés, celui-ci me paraît le plus inattaquable. Il ne doit rien à la chronique légère ou passionnée ».
2. — Th. WEYL. — Histoire de l'Hygiène Sociale (Traduit de l'allemand par le D^r Robert André. Paris, Dunod, 1910).
3. — DUPOUY. — Le Moyen-Age médical. Paris, 1895.
4. — BOISSONNADE. — Le Travail dans l'Europe chrétienne au Moyen-Age.
5. — MANSI. — *Sacrorum conciliorum nova et amplissima collectio.*

6. — HEFELE. — Traduct. de Dom. Leclercq Histoire des Conciles.
 7. — D^r LE PILEUR. — La Prostitution du XIII^e au XVIII^e siècle. Paris, Champion, 1908.
 8. — LECOY DE LA MARCHE. — La Société au XIII^e siècle.
-

CHAPITRE II

L'HABILLEMENT ET LA MODE

Dans les anathèmes de l'Eglise, l'hygiène est-elle invoquée ? ou seulement la répression de l'indécence ?

On peut répondre que les interdictions lancées par l'Eglise contre les toilettes indécentes, non seulement sont en accord avec les exigences de l'hygiène, mais que bien souvent le réformateur a en vue, et la morale et l'hygiène.

Le luxe effréné motive, à plusieurs reprises, des ordonnances, dont les dispositions ne sont pas aussi nuisibles qu'on pourrait le croire à la prospérité véritable, alors plus généralement répandue et plus assurée que maintenant (Hurter (I), p. 388).

Telles les interdictions sur les robes à queues multiples et traînantes, les chevelures postiches et teintées, ainsi que les barbes teintées (Grég. VII, ép. VII, 10).

L'art d'orner son corps n'est pas aussi négligé qu'on

l'a prétendu : la preuve en est dans un petit traité anonyme « *de ornatu mulierum* », écrit en 1295, à la suite d'un opuscule de Jean de Padoue. Le simple exposé de ses divisions montre le temps qu'une élégante d'alors est capable de dépenser à sa toilette : « De l'art de se laver » — de l'ornement de la chevelure ; — des cheveux noirs ; — de l'embellissement du visage ; — de la dépilation ; — de la beauté des lèvres ; — de la blancheur des dents ; — de la manière de rendre l'haleine suave ; — de la clarification du teint » (ms lat. 16.089 — Bibli. nat. cité par Lecoy de la Marche) (2).

La vulgarisation de la chemise, qui constitue un progrès si important pour la propreté du corps, est contemporaine des premières années de Du Guesclin (Luce (3), p. 75). Mais il ne faut pas oublier qu'elle dérive d'un vêtement de dessous, appelé chains et chainse, en usage aux XI^e et XII^e siècles, dont le tissu est de fine laine ou de crêpe de soie aussi bien que de fil (Jules Quicherat (4), p. 138, 163). Et ce qui montre que la chemise doit être changée plus souvent qu'on ne le pense communément, c'est un sermon d'un prédicateur du siècle de Saint-Louis ; il compare, en effet, les personnes qui se confessent trop rarement à celles « qui, le froid venu, ne veulent plus quitter leur chemise sale et préfèrent dormir dans leur immondice, tandis que les enfants sages en changent chaque quinzaine » (Lecoy de la Marche (2)).

Pour les soins de la chevelure, on a fait usage, depuis la préhistoire, de peignes, et les plus anciens étaient faits d'arêtes de poissons. Mais les peignes sont loin d'être des instruments de pratique courante, dans les premiers siècles du Moyen-Age. Pendant longtemps, ils

sont presque exclusivement employés à des usages liturgiques (Cabanès (5), p. 157).

Bien que les officiants soient tonsurés, le cercle de cheveux qui ceint leur tête est assez épais pour qu'ils aient besoin d'un peigne ; la décence requiert qu'ils s'en servent afin de démêler leurs cheveux et les arranger proprement, avant que de monter à l'autel. C'est pourquoi l'on voit figurer des peignes dans les trésors des églises : à la cathédrale de Sens, entre autres, on conserve le peigne de Saint-Loup, dont la description a été faite par Millin (*Voyage en France*, t. I, p. 97, cité par Cabanès). Il paraît même, si l'on s'en rapporte au pontifical romain, accommodé aux usages de l'église de Mende, que l'évêque a exprès un peignoir, c'est-à-dire un linge fait en forme de petit manteau qu'on met sur ses épaules quand on le peigne. Les prêtres prenaient aussi la précaution de se peigner avant d'officier (Cabanès, *loco cit.* p. 157).

Les prédicateurs (2) s'élèvent fréquemment contre la tyrannie de la mode, qui nuit à la longue au bien-être physique. Les cheveux sont arrangés avec art, ajustés, crêpés, au prix de fatigues et de souffrances ; et un orateur en démasque le danger à ses ouailles : « à force d'être attifée et frottée, la tête se dénude avant le temps » et, moqueur, il continue : « mais les faux-cheveux viennent réparer cet outrage » (ms. lat. 16481. Bibl. nat.), se glorifier des cheveux d'autrui, quel comble de folie ! » (ms. lat. 16481 — n. 61).

L'abus des perruques dépasse réellement les bornes, et Etienne de Bourbon, dans une de ses chroniques (6) p. 241), nous le conte plaisamment : « les malheureuses qui entassent sur la tête les cheveux d'autrui, n'ose-

raient certainement pas s'étendre sur leur lit, si elles savaient y trouver une main appartenant à un cadavre de femme. Comment donc peuvent-elles, sans frémir, parer leur chef d'une chevelure de morte ? Elles ignorent, sans doute, la parole attribuée au père de l'empereur Frédéric. Un soir, ce prince s'était mis sur son lit, et l'impératrice, son épouse, voulant l'y rejoindre, dépose sous ses yeux tout l'édifice de sa coiffure, avec une masse énorme de cheveux postiches. A cette vue, l'empereur appelle ses gardes, ses sergents, et crie comme un forcené : « Vite, vite, enlevez de ma chambre cette dépouille de mort et jetez-la au feu, vous allez voir comme cela sent mauvais. Je veux une épouse toute en vie, et non une épouse en partie morte ».

Dans les sermons de Gilles d'Orléans, en 1273, on retrouve les mêmes attaques contre ces postiches (Bibl. nat. ms. lat. 16.481). Cité par Lecoy de la Marche (7), p. 214).

Les moralistes sont unanimes dans leurs plaintes contre ces monuments « de cheveux morts ». Voici un fait authentique pour nous montrer que les élégantes étaient les premières à souffrir des tyrannies de la mode ; il nous est raconté par Etienne de Bourbon, dans une de ses anecdotes historiques (N° 277. Cité par (7), p. 215) :

Un frère prêcheur, qui avait été le compagnon de Saint Dominique, et qui portait le même nom que lui, passait à tort ou à raison pour opérer des miracles. Or, un jour, il vit venir à lui plusieurs dames, qui lui demandèrent charitablement de bien vouloir prier pour certaine demoiselle de noble lignée, parce qu'elle endurait dans la tête des lourdeurs continuelles. Il ne dit pas non ; mais quand il se trouva en face de la personne en question, et qu'il considéra l'imposant édifice de sa coiffure, il lui dit simplement : « Promettez-moi, madame, de

déposer vos boucles et tous les vains ornements qui couvrent votre tête, je consentirai alors à prier Dieu pour vous, et j'ai lieu de croire que vous obtiendrez votre guérison ».

Elle refusa, le sacrifice lui coûtait trop. Bientôt, cependant, les souffrances augmentèrent : elles devinrent intolérables ; si bien que la femme vint retrouver l'homme de Dieu, débarrassa sa tête de tout le poids qu'elle supportait et lui jura de ne plus mettre une seule bandelette, ni un seul cheveu postiche. Le frère, aussitôt, s'agenouilla pour prier, mais déjà la douleur avait disparu, et oncques puis elle ne revint (L'héroïne de l'anecdote appartenait à la maison de la comtesse de Montfort, et le fait se passa à l'abbaye de Saint Antoine de Paris).

La chaire, au Moyen-Age, vise également la toilette masculine. Et Serlon, évêque de Sées, dans un sermon devant le roi Henri, fils de Guillaume le Conquérant, roi d'Angleterre de 1100 à 1135, s'écrie :

« Hommes, tous comme des femmes, vous portez de longs cheveux... Vous évitez de vous raser de peur que, la barbe coupée, vos baisers ne blessent vos maîtresses... C'est pourquoi, glorieux monarque, je vous prie de donner à vos sujets un louable exemple ; que surtout ils voient par vous-même comment ils doivent se coiffer... » (Bourgain (8), p. 302).

A ces mo'is, le roi et les grands obéissent avec joie, et l'expéditif prélat tire aussitôt de sa manche des ciseaux et tond de ses propres mains d'abord le roi, puis le comte de Meulan et plusieurs autres seigneurs. La suite du roi et ses assistants se font de tous côtés tondre à l'envie.

Rhabdode, évêque de Noyon, use également de ses ciseaux dans l'église Notre-Dame de Tournay. « Il fit une prédication admirable à son peuple, convoqué en assemblée en l'église Notre-Dame de Tournay, en exhortant un chacun à corriger les excez du temps, les scandales des habits, les prodigieuses cheveleures. Prédication qui ébranle tellement les consciences, qu'au

sortir d'icelle plus de mille jeunes hommes portant perruques et cheveux gredillez et frisez, se vindrent prosterner à ses genoux, immolant perruques, gredillons et frisures qui leur furent coupées à l'heure même par ce saint prélat. A sa remontrance, furent aussi retranchez les excez des habits par trop long » (Jacques le Vasseur — Annales de l'église de Noyon — Cité par Bourgain (8), p. 302).

Ces reproches s'adressent surtout aux femmes qui donnent un développement sans exemple aux queues de leurs robes. Maurice de Sully (Bibl. de l'Arsenal, ms. fr. 2111, p. 35) veut que les femmes suppriment « lor lons trains ». Milon, évêque de Térouanne de 1131 à 1158, dit : « Non, il ne convient pas aux femmes chrétiennes de traîner par derrière elles ces longues queues qui balayent les rues et les pavés. Sachez, mes bonnes dames, que si, pour remplir votre vocation sur la terre, vous aviez besoin de longues queues, la nature y aurait pourvu par quelque chose d'approchant..... » (Bourgain (8), p. 303).

Les sermonnaires réprouvent souvent l'usage de ces robes à queues, dont un de leurs inconvénients est de soulever la poussière dans les églises et qui dehors doivent être relevées (ms. lat. 15.970 — f^{os} 353, 354 ; 17.509, f^o 140 - Bibl. nat. cités par Lecoy de la Marche (2)).

Pierre de Limoges reproche également aux femmes de se servir, pour dissimuler leur grossesse, du *fascia pectoralis* : bande d'étoffe destinée, comme le corset en usage plus tard, à serrer le buste en accusant les contours (ms. lat. 16.482 — Cf. Quicherat — Cours d'archéologie de l'Ecoles des Chartes au mot : mulier — cité par Lecoy de la Marche (2)).

Les chaussures sont parfois l'objet de critiques de la part des moralistes. Déjà Clément d'Alexandrie (9) écrivait : « Beaucoup de femmes font graver sur leurs souliers des figures déshonnêtes, de sorte qu'en frappant la terre en cadence, elles y impriment, lorsqu'elles marchent, l'impureté de leurs pensées (p. 154). Il faut donc renoncer à la vanité des souliers ornés d'or et de pierres, aux bottines attiques, aux cothurnes, etc... Il faut choisir des chaussures conformes à la nature et susceptibles de réaliser leur fin » (p. 154). Et pendant que l'on assouplit le corps par des exercices physiques : « C'est un très bon exercice de garder les pieds nus. La santé et l'agilité y trouvent également avantage ».

Quant aux souliers à la poulaine, qui serrent le pied dans un étau, ils sont proscrits pour l'indécence qu'ils accompagnent. Le prélat, Jacques de Vitry, fulmine contre celles qui les portent et ceux qui les fabriquent : « *contra illos qui portant sotulares à la poloingne* » (ms. lat. 17.509, f° 128 — Bibl. nat. — cité par (2)).

Les fards ne trouvent pas grâce devant les yeux de ces censeurs : « Certaines femmes se trouvant trop noires, demandent aux médecins des drogues pour se blanchir : mais elles sont bien punies, car la teinture qu'on leur donne enlève la peau avec la noirceur, et si elles portent plainte; pour comble d'infortune, ce sont elles-mêmes qui se voient condamner par le juge » (ms. lat. 17.509, f° 132 — Bibl. nat. (2)). Ce n'est pas d'aujourd'hui que les malades poursuivent en justice leurs médecins, mais les arrêts de la Cour diffèrent sensiblement !

Ainsi, dans les anathèmes lancés contre la mode, l'Eglise ne combat donc pas seulement l'indécence. Elle

signale le danger pour la santé et même pour la beauté du corps.

Hygiène et religion sont encore en plein accord, et Saint-Clément d'Alexandrie (9) écrivait déjà, il y a très longtemps (*) :

« Que dire de ces femmes qui se couvrent d'or, oignent leurs joues, peignent leurs yeux et teignent leurs cheveux?... Ces malheureuses ne voient donc pas que l'artificiel tue la beauté naturelle. En se peignant chaque jour, en étirant leur épiderme, en l'enduisant de divers mélanges, elles dessèchent leur corps en consommant leur chair. C'est ainsi qu'elles deviennent jaunes et sujettes à la maladie ».

NOTES DU CHAPITRE : L'HABILLEMENT ET LA MODE

1. — HURTER. — Tableau des Institutions de l'Eglise au Moyen-Age (Traduct. Cohen, t. III. Paris, Debécourt, 1843).
2. — LECOY DE LA MARCHE. — La Chaire française au Moyen-Age. Paris, Didier, 1868.
3. — LUCE. — Histoire de Bertrand Du Guesclin, 1876.
4. — JULES QUICHERAT. — Histoire du Costume en France (Hachette, 1875).
5. — CABANÈS. — Mœurs intimes du passé, Première série. Paris, Albin-Michel.
6. — LECOY DE LA MARCHE. — La France sous Saint-Louis et Philippe le Hardi.
7. — LECOY DE LA MARCHE. — La Société au XIII^e siècle
8. — Abbé L. BOURGAIN. — La Chaire française au XII^e siècle. Paris, Palmé, 1879.
9. — CLÉMENT D'ALEXANDRIE. — Trad. G. Bardy (collect. : Les Moralistes chrétiens. Chez Galbada. 1926.

(*) Saint-Clément d'Alexandrie est mort en 217.

CHAPITRE III

HYGIÈNE ALIMENTAIRE

Le Moyen-Age nous apporte plusieurs traités qui s'occupent de diététique. Il faut citer l'école de Salerne au XI^e siècle, avec Constantin l'Africain (moine au Mont-Cassin) et Jean de Milan, qui publie un recueil « le régime de santé de Salerne ». Les « commentaires » d'Arnaud de Villeneuve (*) et le « régime des corps » de maître Aldebrandin de Sienne, dont la devise est « le corps en santé garder et les maladies esquiver », sont œuvres de bon sens et de bon conseil (**). Rabelais fait une satire violente contre les médecins et les régimes d'alors et, dans son « Gargantua », donne des préceptes sages d'hygiène alimentaire.

LES « ABLUTIONS PRÉ-ÉPULAIRES ». — On se lave les mains avant de se mettre à table, et le moment des ablutions pré-épulaires est annoncé au son du cor ou de la trompette (1) (p. 221).

(*) Serait dominicain, professe la médecine à Montpellier, est médecin des papes Benoît XI et Clément V.

(**) Esquisse historique de l'hygiène alimentaire à propos d'un livre récent, par le P^r Laignel-Lavastine d'après : recherches historiques sur l'enseignement de l'hygiène alimentaire. Emilie Konindjy. 1926.

Corner l'eau est un signal indiquant que les valets sont prêts à se laver avant de se mettre à table. Plus tard, on remplaça les trompes par une cloche. On corne l'eau sous Charles V. Au XV^e siècle, cette coutume n'a pas encore complètement disparu.

Le voyageur, qui ne trouve pas d'hôtellerie, frappe à l'huis d'un foyer domestique, il y est toujours chaleureusement accueilli. La première chose que fait l'hôtesse est de le couvrir d'un manteau, puis elle lui donne de quoi se laver avant le repas :

Quant èle li ot au col mis
Le mantel, si li dit : — amis
Véez-ci l'eaux et la touaille,
Lavez vos mains, si vous séez.

(Roman de la Charrette. Cité par Cabanès (1), p. 222).

A l'époque féodale, quand « l'eau est cornée », nobles et bourgeois, jeunes et vieux, tous accourent, demandent *l'eye* ou *l'aive*. Les serviteurs, suivant la condition des convives, leur versent tour à tour de l'eau sur les mains, puis leur présentent des touailles ou serviettes.

Les lavabos collectifs ou *lavatoria* se trouvent surtout dans les couvents et établissements religieux.

La plupart des établissements hospitaliers et monastiques de l'Italie, la Sicile, l'Espagne, l'Allemagne en ont. En France, ils sont moins nombreux. A l'origine, non loin du puits, se trouve une cuve ou une auge en pierre, en marbre, en bronze, établie dans le préau du cloître, et qui sert aux ablutions recommandées aux moines et aux malades ; mais, au XII^e siècle, on les remplace par des fontaines jaillissantes, destinées à entretenir la fraîcheur dans ces lieux de retraite et à

servir aux ablutions avant et après les repas. C'est à la fontaine du cloître que les moines se lavent les pieds à l'époque de certaines cérémonies (Cf. notice sur la découverte du lavatorium de l'ancien hôpital Saint-Jean d'Angers — Armand Parrot — in : Revue des Sociétés Savantes, 6^e série — t. IV, 1876 ; Paris — imprimerie nationale, 1877 — cité par Cabanès (1) (p. 222).

Le lavatorium est une grande vasque circulaire, percée d'un certain nombre de trous, par lesquels s'échappe l'eau en minces filets ; ou encore un réservoir carré, percé de petites gargouilles, permettant à plusieurs personnes de se laver en même temps. Dans une des cours de l'Ecole des Beaux-Arts, on peut voir le lave-mains qui servit longtemps aux moines de l'abbaye de Saint-Denis (1) (p. 224). On en a retrouvé d'analogues dans les abbayes de Pontivy, de Fontenay, près Montbard... (Havard, dict. de l'ameublement, art. Lavabo).

LA NOURRITURE. — Les aliments sont longuement étudiés dans les manuels d'hygiène que nous avons cités.

Le bon pain est bien décrit par Arnaud de Ville-neuve, qui le veut bien cuit, suffisamment fermenté, peu salé et légèrement rassis par un délai de 24 heures :

« *Hujusmodi est panis de tritico montano cum aqua dulcis fontis confectus, bene coctus, perfecte fermentatus, mediocriter salitus, cujus usus secunda die perfectionis incipere debet et in quarto terminari : qui non sit bordus mollificandus* ». (De cibis et potu — IV).

Aldebrandin de Sienne (3) exige les mêmes qualités :

« Pain ki est bien cuis et bien levés et fait d'un jor, et fait de boin froment pur et net » (p. 13).

Il étudie ensuite les fruits frais et les recommande non pas pour leur pouvoir nutritif « leur boin nourissement qu'ils doignent », mais pour leurs vertus stimulantes « por les maladies remouvoir ».

La viande est longtemps passée en revue par ces deux auteurs. Arnaud de Villeneuve donne ses préférences aux volailles, coq et chapon. Son enthousiasme est médiocre pour un oiseau dont la chair était si recherchée des romains, le paon :

« Carnes vero sunt laudabiliores volatiliū, scilicet Gallinarum et caporum juvenium... »

« Carnes vero pavonis et grivis plus nocent quia dure digestionis sunt » (De cibis et potu - IV).

On ne peut qu'admirer sans réserve les règles posées sur la nourriture par Saint-Clément d'Alexandrie (7) :

La nourriture doit être simple et sans recherche, proportionnée à son véritable but, appropriée aux besoins de la vie, non à ceux de la jouissance.

La vie comporte, en effet, deux exigences, la santé et la force, auxquelles s'adapte parfaitement la simplicité de la nourriture : celle-ci favorise la digestion et la liberté du corps ; et c'est de là que proviennent la croissance, la santé et la force.

Il faut donc rejeter ces aliments compliqués, qui comportent des inconvénients multiples, la faiblesse du corps, le délabrement de l'estomac. Ces gourmets ôtent sa force à l'aliment par excellence, au pain, sous prétexte que ce qui est utile à la nourriture devient une gêne pour le plaisir.

Il faut se garder des aliments qui provoquent à manger, lorsqu'on n'a plus faim, en charmant l'appétit d'une manière artificielle (7) p. 169 à 171).

Très justement, Arnaud de Villeneuve reconnaît au vin, pris au cours des repas, de précieux stimulants :

« Cum natura nostri corporis inclinationem singularem ad vinum habeat... digestioni autem auxilium prestat, cibum per corpus penetrare facit, cor et omnia membra confortat ».

Par contre, il ne le recommande pas à jeûn : *« ...jejuno stomacco, vehementer detestatur, tremorem eorum generat ».*

Il termine par les dangers de son abus : *« ...ad egritudines caducas disponit ».*

La boisson naturelle, simple, indispensable aux personnes altérées est l'eau, nous dit Clément d'Alexandrie (7) (p. 174).

« Prends un peu de vin à cause de ton estomac » (I Tim. V, 25) écrit l'Apôtre à Timothée, qui ne buvait que de l'eau ; mais il ajoute qu'il suffit de peu de vin.

« Il convient que les jeunes gens et jeunes filles s'abstiennent le plus possible de cette boisson. Il ne faut pas donner à leur âge bouillonnant le plus chaud de tous les liquides, le vin » (p. 176).

En sage moraliste, il veille avec soin sur la jeunesse ; il redoute le premier éveil des passions qu'il décrit en termes vigoureux. Il sait toutefois que le vin peut être utile, le soir, lorsqu'on est fatigué par le travail du jour, quand l'air est plus froid :

« Vers le soir, à l'heure du dîner, on doit user de vin, puisqu'alors nous n'avons plus à nous livrer à des occupations trop applicantes. Alors aussi l'air est plus froid, et il faut réchauffer par une chaleur étrangère la chaleur naturelle qui devient plus languissante : un peu de vin sert à cet usage. Mais, même alors, il faut éviter d'aller aux excès ».

Les vieillards surtout ont besoin de vin, et Clément leur recommande d'en user, mais qu'eux aussi prennent garde : il est si facile d'excéder la mesure.

« Aux vieillards, il faut permettre de prendre leur boisson plus gaîment, car ils rallument innocemment par le remède de la vigne, leurs forces refroidies par l'âge et usées par le temps. Le plus souvent, les passions des vieillards ne sont plus ballotées ni exposées aux naufrages de l'ivresse. Le temps et la raison sont comme les ancrs qui les retiennent au port, si bien qu'ils supportent facilement la tempête des passions que soulève l'ivresse. Il leur est même permis de plaisanter dans les banquets. Mais qu'eux aussi sachent qu'il y a une limite à la boisson : il faut qu'ils gardent la raison sans secousse, la mémoire active, la démarche ferme et assurée ».

Aldebrandin de Sienne, traitant de la quantité de nourriture, la fait varier avec les saisons :

« Et sachiès que en yver et en printans puet on prendre greigneur quantité de viandes, de grosse nouretures, si com sont pois, fèves, char de bœuf et tous poissons. Et en esté et en sietembre doit-on prendre meneur quantité de viandes légieres..... », à cause de la chaleur qui règne à ces époques.

Arnaud de Villeneuve dit enfin, dans son chapitre : « *de inanitione et repletione* » (VIII) de veiller à la régularité de l'« *evacuatio* », ce qui est la plus grande source de santé :

« *Retentio superfluitatum nostri corporis et earumdem evacuatio quando oportet et secundum quod oportet, ex majoribus causis conferende sanitatis est* ».

Il est bon de savoir que le peuple a une nourriture suffisante au Moyen-Age ; aussi allons-nous choisir la classe qui est la plus à plaindre, celle des paysans. Nous extrayons ce qui suit de l'« Histoire de Bertrand Du Guesclin », de Luce (4) :

L'alimentation des paysans atteste, non moins que le chiffre des salaires, l'aisance qui règne dans les campagnes.

Le pain blanc n'est pas rare, puisque les membres d'une confrérie établie à Châlons, au commencement du XIV^e siècle, en font des distributions à chaque tribu de mendiants de leur ville :

« Chascune religion des mendiens aura chascun dymenche dix pains blans » (Luce, p. 62).

Jean de Châteauvillain, évêque de Châlons-sur-Marne, de 1284 à 1313, fonde une confrérie de charité, dont voici un des statuts :

« Elle devra assurer aux povres malades des hospitaulz et aux povres prisonniers du pain blanc » (Arch. nat. sect. hist. J. J. 114, N^o 251, f^os 129 V^o et 130. Cité par Luce, p. 82).

Si la viande habituelle est le porc, il n'est guère de chaumière qui ne soit aussi pourvue d'une broche en bois, pour rôtir les volailles que l'on a l'habitude de larder afin d'en rendre la chair plus savoureuse.

Dans d'humbles ménages, on met la nappe sur la table quand on donne à dîner à des parents ou à des amis (Luce, p. 63). La femme d'un valet charretier, ayant à traiter des compagnons « mist la nappe, du pain et noys pour mengier et bailla deux pos pour aler quérir du vin en la ville » (Arch. nat. JJ. 121, N^o 199).

L'Eglise, qui réprouve le mensonge et le vol, fait entendre que, pour ces deux motifs, outre le détriment qu'en doit subir la santé du prochain, la vente d'aliments dénaturés ou altérés est une faute grave. Par la voix de ses prédicateurs, elle fait une guerre continuelle aux marchands malhonnêtes. Contre les fraudes alimentaires, la chaire, alors écoutée et puissante, se dresse sans pitié. Elle flétrit les aubergistes qui mêlent du mauvais vin à du bon ; un austère prédicateur stigma-

tise de maudites vieilles qui frelatent abominablement le lait (ms. lat. 17.509 — Bibl. nat. cité par Lecoy de la Marche (5), p. 407).

L'évêque Jacques de Vitry condamne également un empoisonneur de même espèce qui, à Acre, en Palestine, vendait aux pèlerins des mets corrompus (ms. lat. 17.509 — *idem*).

HYGIÈNE ET ASCÈSE. — L'habitude de se priver, de se contenir, en un mot la pénitence chrétienne, peut-elle diminuer l'individu ?

La réponse est simple : on pourrait ne citer qu'un des dangers de l'intempérance : l'alcoolisme.

Faire constater aux intempérants les conséquences désastreuses de ce vice, et miroiter à leurs yeux les dangers de ce fléau, est déjà un remède. Mais ces avertissements, on ne le sait que trop, n'auront jamais qu'une influence très limitée ; ce qu'il faut, c'est inculquer à l'homme, et dès son jeune âge, de saines habitudes. Mais qui donc, au nom de quelle morale, peut imposer à l'homme l'habitude du sacrifice et des privations nécessaires, sinon la religion avec précisément la pénitence chrétienne ?

Mais, laissons de côté ces excès lamentables, qui ne sont, après tout, que le fait d'un certain nombre et non de tous. Pour les gens raisonnables, en dehors de toute considération spirituelle et d'éducation du caractère, y avait-il vraiment un intérêt quelconque, pour leur santé physique, à leur prêcher la pénitence ?

Tout d'abord, une distinction est à faire : une alimentation insuffisante n'a jamais été demandée par l'Eglise ; ses dispenses faciles de Carême en font foi,

aussi bien que les règles monastiques, là où la rigueur est pourtant la plus forte. Nous en reparlerons avec l'hygiène au couvent. Qu'il nous suffise de citer ici un avertissement de Saint-Bernard, à ses moines : « Beaucoup, parmi vous, sont faibles et délicats, beaucoup ont besoin, à cause de leur âge ou de leurs infirmités, de quelques adoucissements à la règle commune » (Saint-Bernard — sermon 37 — *De diversis* — cité par Bourgain (6), p. 335).

Pour répondre à la question qui nous occupe, il nous suffira d'examiner rapidement les différentes exigences de la santé, et nous verrons que chacune de ces exigences concorde avec celles de la pénitence chrétienne.

On connaît bien les dangers d'une alimentation pléthorique. On constate dans bien des manuels de médecine que, généralement nous mangeons trop, trop comme quantité et trop soigné comme qualité. De la sorte, nous surchargeons notre organisme de déchets qu'il se fatigue à éliminer, puis finit par conserver. Il est superflu ici d'entrer dans le domaine des maladies diathésiques.

Pour éviter ces accidents, les disciples d'Hippocrate ont créé, comme l'Eglise, des jours de jeûne : Le jeûne de Guelpa, par exemple, autrement rigoureux et revenant plus fréquemment que celui de l'Eglise, et qui consiste à ne boire ce jour-là que des bouillons de légumes et des tisanes, sans parler du purgatif matutinal. De même leurs recommandations de ne faire en mangeant qu'un usage modéré des boissons, de sortir de table avec un reste d'appétit, coïncident avec la pratique conseillée par la pénitence chrétienne, de ne

pas faire son repas sans une privation quelconque, sans quelque petit sacrifice.

Il y a accord parfait entre les exigences de l'hygiène et la loi chrétienne de la pénitence. De plus, la pénitence éduque la volonté et la prédispose aux privations et aux efforts qu'exigera l'hygiène, qui, elle, tend au bien-être physique de l'homme.

Le deuxième point à considérer est non plus la quantité des aliments, mais la qualité. L'abstinence supprime avant tout la viande. Or, les excès alimentaires portent surtout sur la proportion des protéiques par l'abus de la viande. L'accord est encore ici parfait. Le carême, survenant après la période d'hiver, époque des réceptions, des chasses, ne peut être que salutaire : s'il n'existait pas, a-t-on dit, il faudrait l'inventer.

NOTES DU CHAPITRE : « HYGIENE ALIMENTAIRE »

1. — CABANÈS. — Mœurs intimes du Passé (1^{re} série).
2. — ARNAUD DE VILLENEUVE. — *Libellus de confortatione visus* (dédié au pape Clément V pour le garder en santé). Ouvrage latin, imprimé par les soins du D^r P. Pansier.
3. — L. LANDOUZY et R. PÉPIN. — Le régime du corps de Maître Aldebrandin de Sienne. Paris. Champion, 1911.
4. — LUCE. — Histoire de Bertrand Du Guesclin (1876).
5. — LECOY DE LA MARCHE. — La Chaire française au Moyen-Age. Paris. Didier, 1868.
6. — Abbé L. BOURGAIN. — La Chaire française au XII^e siècle. Paris. Palmé, 1879.
7. — CLÉMENT D'ALEXANDRIE. — Traduct. par G. Bardy (collect. des Moralistes chrétiens). Gabalda. 1926.

CHAPITRE IV

HYGIENE DE LA PROCREATION

Il est important de constater combien les principes de morale, que l'Eglise a mis dans les conditions du mariage, s'accordent avec l'hygiène de la procréation. Si elle voit avant tout dans le mariage, l'union nécessaire pour procréer, elle veut aussi assurer à l'enfant qui doit naître le maximum de santé, de vigueur, qui vont de pair avec la perpétuité de la race.

De plus, si elle veut que l'acte générateur soit réservé au mariage, c'est toujours pour le même motif : cette union, que rompt seule la mort, est l'unique et nécessaire condition au plein épanouissement de l'enfant ; celui-ci puise dans le milieu familial tous les éléments requis pour son développement physique et intellectuel ; son caractère et son cœur trouvent près du père et de la mère, l'énergie et la tendresse qui feront de lui un homme.

L'union libre n'offrant au foyer familial aucune garantie de solidité, demeure presque toujours, volontairement inféconde. L'Eglise ne pouvait que la combattre, tandis qu'elle faisait du mariage un sacrement.

LE VIOL. — On le comprend dès lors aisément, le viol ne peut être toléré par l'Eglise, dont les décrets ont

force de loi au Moyen-Age. En dehors de l'immoralité profonde qui fait partie intégrante de cet acte, et que nous n'avons pas à considérer ici, il expose la femme à concevoir dans des conditions défavorables pour l'enfant. Or, les lois ecclésiastiques ont également en vue l'enfant, dont la croissance et l'éducation doivent être assurées avant tout par ses générateurs.

C'est pourquoi, au Moyen-Age, celui qui a violé une vierge ou l'a séduite, doit la doter et l'épouser sous peine de condamnations qui varient suivant les époques, mais sont toujours sévères (1). On le constate en feuilletant les capitulaires des rois et des évêques, base de la législation médiévale, et dont on ne peut nier la valeur canonique (2).

L'AVORTEMENT. — Les pratiques anti-conceptionnelles et abortives furent de tout temps interdites par l'Eglise. Les exemples abondent. Il est inutile, je crois, de rappeler ici les règles de la morale chrétienne, qui n'ont pas changé depuis leur origine et ont été rappelées dans une des dernières encycliques. On peut les résumer ainsi : tout ce qui, délibérément, est pour les fins premières de la sexualité, l'acte générateur légitime et normal, conjugal et complet, et ce qui en est la préparation ou le complément, par conséquent, ce qui, de soi, est apte à la génération, est bon.

De tels préceptes respectent intégralement la physiologie de l'acte sexuel, et sont, de ce fait, conformes à l'hygiène. La femme normale n'a rien à gagner aux pratiques qui s'opposent à la grossesse, phénomène essentiellement physiologique, et tout à perdre de celles qui l'interrompent.

La vente des produits anticonceptionnels est punie

d'une amende très élevée pour l'époque (3). L'avortement tombe sous le coup de peines très dures. C'est le supplice de la flagellation pour les servantes qui y ont coopéré, et la servitude pour les femmes libres. Si la femme meurt par suite de l'avortement, la peine capitale est appliquée aux coupables (4) (5).

Les capitulaires du roi Dagobert portent contre les auteurs d'avortement une peine assez curieuse. Si le fœtus est du sexe masculin, l'amende est de 12 sols, s'il est du sexe féminin, l'amende s'élève à 24 sols ; si le sexe ne peut être reconnu, on appliquera la peine prévue pour un garçon (6).

La législation germanique est adoucie par l'Eglise.

Le coupable doit payer une composition, le Wergeld, pour expier sa faute.

Le droit canon atteint les coupables par ses excommunications et ses peines sévères et longues. Les extraits suivants, empruntés aux codes pénitentiaux ou aux conciles suffisent à en donner une idée.

Avant le concile d'Ancyre, c'est l'excommunication à vie ; le concile de 314 adoucit cette peine :

« Les femmes qui se prostituent, qui tuent leurs enfants ou cherchent à les détruire dans leur sein, étaient par l'ancienne ordonnance excommuniées jusqu'à la fin de leur vie ; nous avons adouci cette mesure, et les avons condamnées aux divers degrés de pénitence pendant 10 ans ».

(Concile d'Ancyre — 314 — canon 28 — Hefele — Traduction Leclercq, p. 323, t. I).

Les manœuvres destinées à procurer la stérilité, l'avortement, sont punies de une à trois années de pénitence, avec des jeûnes fréquents, par les canons pénitentiaux ; la peine est plus ou moins élevée, suivant

que le fœtus a ou n'a pas atteint le terme de 40 jours. Le prêtre doit encore distinguer s'il s'agit d'une femme poussée à ce crime par une extrême pauvreté, ou si c'est seulement dans le but de cacher une faute.

(Peenitentielle Vianniai, par. 20, 21 — Capitula Theodori, I, Cap. Dacheriana, par. 113 ; Peenitentielle Theodori, XIV, 24, etc... cités par Lallemand (11).

MARIAGE ET CONSANGUINITÉ. — L'Eglise contemporaine interdit les mariages consanguins en ligne directe et, jusqu'au quatrième degré, en ligne collatérale ; les plus anciens capitulaires s'y opposaient déjà par des sanctions parfois très sévères. L'inceste est durement réprimé (7). Il n'y a, dans la science, aucune doctrine à laquelle puisse se rattacher la théorie des dangers de la consanguinité. C'est une constatation d'expérience que l'alliance entre proches parents élève l'hérédité à sa plus haute puissance, transmettant à l'enfant les mérites ou les défauts des ascendants. On trouve également des faits de consanguinité saine et de consanguinité morbide. L'Eglise s'est donc montrée prudente, en imposant seulement des mesures restrictives et sages, et non une réprobation universelle de la consanguinité dans le mariage. Elle rappelle simplement ainsi à ceux qui veulent s'unir que, dans leurs considérations, la transmission héréditaire des maladies et des aptitudes physiques et intellectuelles doit primer l'héritage des fortunes et des positions sociales.

HYGIÈNE DU MARIAGE. — Maître Aldebrandin de Sienne, l'archiâtre de Saint-Louis, nous donne dans son opuscule sur le régime du corps (8) les prescriptions qu'il fait, sans doute, observer aux époux qui viennent le consulter :

« Se doit garder cascuns ke il ne le face (coït) quant il est plains de boire et de manger. Et se avient c'on le face si se doit on mouvoit et aler un pour la viande avaler, et puis après coucier, dormir. Et encor se doit-on garder ke on ne le face quont il est vins et a grant faim ».

Et pour obtenir une union féconde, il ajoute que le meilleur moment est « spécialement celui où la femme est délivrée depuis un jour devant sa privée maladie » (p. 28) (c'est-à-dire le premier jour après la fin des règles).

Certains prédicateurs, dont la crudité de langage nous surprend maintenant, mais est alors chose banale, n'hésitent pas à parler en chaire de la cohabitation conjugale, afin de la déconseiller pendant le carême (ms. latin 16.481 et Jacques de Vitry, ms. lat. 17.509 — f° 136 — cité par Lecoy de la Marche (9) — p. 434). L'Eglise, du reste, dans le rituel du mariage, engage les chrétiens à ces mortifications durant les jours de pénitence : *orationis tempore et præsertim jejuniorum ac solemnitatum casti maneant*.

Cette abstinence charnelle que l'on demande de joindre à l'abstinence alimentaire et à la privation de spectacles et fêtes publiques, est certes avant tout une mortification au bénéfice de la piété des fidèles, mais n'y a-t-il pas, du fait même de cette association une difficulté moins grande à observer la continence ?

Laissons la réponse à Sédillot (10) :

« Les individus qui se nourrissent d'aliments succulents, qui ne craignent pas d'éveiller leurs sens par des pensées, par des images et des lectures luxurieuses, supportent difficilement cette privation, surtout lorsque les organes génitaux ont été excités par des jouissances prématurées ».

Rien d'illogique ni d'inhumain n'est donc à relever dans ces privations du carême.

NOTES DU CHAPITRE : « HYGIENE DE LA PROCREATION »

1. — *Capitul. Caroli magni* — Baluze, p. 929) : cap. XXIV :
Si seduxerit quis virginem desponsatam, et dormierit cum ea, dotabit eam, et habebit uxorem.

Capitul. Dagoberti regis : cap XXXV (p. 36) : *Si quis cum ingenua puella mœchatus fuerit, quin quaginta solidis culpabilis judicetur.*

2. — *Valeur des Capitulaires* : Les principaux capitulaires sont ceux de Charlemagne, de Louis le Débonnaire, de Charles le Chauve. Pour apprécier sainement la valeur canonique des capitulaires, il importe d'observer que beaucoup d'entre eux sont tirés, en très grande partie, des saints canons et des décrets des papes. Ils ont dès lors une autorité très grande, qu'ils tirent non de leur publication par l'autorité séculière, mais bien de leur valeur intrinsèque et canonique.

C'est sans doute, en ce sens, que nous voyons le pape Jean VIII, au Concile de Ravenne, donner une pleine confirmation aux capitulaires de Charlemagne : « *Si quis SS. patrum regulas contempserit et gloriosissimorum imperatorum Caroli et filii ejus Ludovici quæ de Ecclesiasticis decimis in eorum capitularibus statuta atque suncita sunt, non observaverit, excommunicationi subjaceat* ».

D'où il résulte que les capitulaires de nos rois, soit à cause de leur conformité aux canons, soit par suite de l'approbation du chef suprême de l'Eglise, ont été, au moins en certaines de leurs parties, *canonisés*, reconnus par l'Eglise ; et, par suite, ils jouissent d'une autorité réelle canonique sur ces points spéciaux. (in : cours de droit canon. Duballet).

3. — *Pactus Legis Salicæ* — *Capitul. XXI* — par. IV : *Si quis mulieri herbas dederit ut infantes habere non possit, bis mille et quingentis denariis, qui faciunt solidos sexaginta duos et dimidium, culpabilis judicetur.* (*Cap. reg. francorum*, p. 295).

4. — *Cap. Dagoberti regis* — *Sive lex bajuvarum*.

Cap. XVIII — *De avorso per potionem facto* :

Si qua mulier alii potionem dederit ut avorsum feceret, si ancilla est, ducenta flagella suspiciat ; et si ingenua, caret libertate, servitio deputanda cui Dux Jusserit.

Cap. XIX — *Varia de avorso* :

Si quis mulieri ictu quolibet avorsum fecerit, si mulier mortua fuerit, iamquam homicidia teneatur.

(id. p. 116).

5. — Concile quinisexste ou « in Trullo ». — Canon 91 (en 692) :
« Quiconque donne ou prend des remèdes pour procurer des avortements, doit être puni comme un meurtrier » (Hefele — Hist. des Conciles — Trad. Leclercq, t. III, p. 573).

Concile d'Elvire (an 300) — Canon 68 : « Quand une catéchumène devenait enceinte par un adultère, et qu'elle procurait la mort de son enfant, elle ne pouvait être baptisée qu'à la fin de sa vie (Hefele — Leclercq. p. 258, t. III).

6. — *Cap. Dagoberti regis* (p. 82) cap. XCI : *Si quis mulieri prægnanti abortivum fecerit, ita ut jam cognoscere possit utrum vir an femina fuit; si vir debuit esse, cum duodecim solidis componat; si autem femina, cum viginti quatuor. Si neutrum cognoscere potest, et jam non fuit formatus in liniamenta corporis, cum duodecim solidis componat. Si amplius requirit, cum sacramentabilis suis se idoniet.*

7. — *Cap. Synodi Vermeriensis* (p. 166) : « *Mæchatus si quis fuerit cum matre, et sorore et amita* ».

De même (p. 400) : *cap. Caroli Magni* (relevés par Baluze, à la Bibliothèque vaticane).

Capit. XIV : « *...Et si quis mæchatus fuerit matrem, sororem, amitam, aut neptam, similiter hereditatem perdat* ».

De même (p. 36) : *Cap. Dogoberti Regis.*

Capitul. Caroli Magni et Ludovici Pii (Liber sextus, p. 959). Cap. C C IX : « *Omnis homo ad propinquam sanguinis sui non accedat, ut revelet turpitudinem ejus* ».

8. — LANDOUZY et PÉPIN. — Le régime du corps du Maître Aldebrandin de Sienne. Paris. Champion, 1911.

9. — LECOY DE LA MARCHE. — La Chaire au Moyen-Age. Paris. Didier, 1868.

10. — SÉDILLOT. — Dictionnaire des Sciences médicales en 60 volumes (au mot : chasteté).

11. — LÉON LALLEMAND. — Histoire des Enfants abandonnés. Paris. Picard, 1885.

CHAPITRE V

HYGIENE DE LA GROSSESSE

La femme enceinte est l'objet de soins attentifs au Moyen-Age, et les règles d'hygiène qui lui sont prescrites diffèrent bien peu de celles que l'on applique actuellement.

Tout d'abord, on veille à ménager ses forces, et, en 1259, Saint-Louis ordonne à certaines coopératives de traiter, lors de leur grossesse, les femmes qu'elles emploient « en très grande douceur et repos » (4).

L'usage des bains, des rapports sexuels pendant la gestation, est soumis à des règles très sages. L'hospitalisation de la parturiente, dans des maternités spécialement aménagées à cet effet et isolées du reste de l'hôpital, se fait dès le XIII^e siècle, et le temps que l'on accorde à l'accouchée pour ses relevailles dépasse souvent celui que permet l'encombrement de nos hôpitaux modernes.

L'archiâtre de Saint-Louis, Maître Aldebrandin de Sienne, nous indique brièvement mais clairement, dans un de ses ouvrages, les règles d'hygiène que la femme enceinte a à observer (1). Dans son chapitre intitulé : « Comment la femme doit se garder quand elle est enceinte » (p. 71), il recommande aux époux d'être sages dans les premiers et derniers mois de la grossesse, temps où les accidents sont les plus fréquents :

« Tout aussi devés entendre de femmes, ke au premier mois, et au second et au tierce, puet on aneantir se grosse, s'ele ne se set garder.

« Au quart, ni au cinqueme, n'i a mie si grant peril, et se puet on sainnier et purgier en c etans et ouvrer en li, se mestier est, si com dit Ypocras, por ce ke li enfes se tient fort. Mais el tans, k'elle est priès de delivrer, si a peril com devant ».

Parlant ensuite des bains, il conseille de n'en user qu'autant qu'ils sont indispensables, sauf quinze jours ou trois semaines avant le moment présumé de l'accouchement, temps où ils doivent être quotidiens :

« Et ne les convient mie trop baigner ».

« Et quant li tans vient de délivrer, XV jours ou iij semaines devant, si se doit baignier, cas-cun jour, en ewe où soient cuites mauves, violettes, semence de lin, orge, camomille ».

Dans les hôpitaux, on veille également à la propreté corporelle de la future mère et les règlements prévoient pour elle trois bains par semaine. L'Hôtel-Dieu-le-Comte, à Troyes, par exemple, qui date de 1263, formule ainsi son statut 86 :

« *Pauperes mulieres partu jacentes in Domo Dei recipientur et eis necessaria secundum posse domus tribuantur. Pro eis balnea ter in ebdomada preparentur, et secundum statuta canonum et ecclesie in domo morentur* » (2) (Le Grand, p.115).

Le Cartulaire de l'hôpital Saint-Jean d'Arras prescrit ce même usage, et demande que des chaudrons soient réservés aux bains des petits enfants (3).

Dans les établissements d'importance réduite, l'isolement des parturientes ne peut pas toujours se faire, et il s'y produit des accidents déplorables.

D'Arbois de Julleville cite dans son « Voyage archéologique » (N° III, p. 293) un fait regrettable qui se

passé dans un petit hospice, où une femme en couche meurt chez elle, ayant dû quitter l'Hôtel-Dieu de Bar-sur-Seine, où elle se trouvait dans la salle commune.

Et pour éviter le retour de pareils incidents, on interdit de recevoir les femmes enceintes, si cela ne peut être fait sans danger, dans les hôpitaux où leur isolement ne peut être assuré, d'autant plus que les gémissements des femmes en travail nuisent au repos des malades :

« *Mulieres parturientes in domo nostra non recipiuntur, si sine periculo possit fieri, propter clamores et gemitus quos emittant dolore partus* » (Statut 88 — Hôtel-Dieu-le-Comte), à Troyes. — 1263. — Legrand, p. 115 (2).

Cette prohibition disparaît, quand René de Bar, en 1270, donne à l'hôpital une maison spécialement destinée à héberger les femmes en couches.

Nombreux sont les hôpitaux pour les femmes enceintes (Le Grand — loc. cit.), et il est intéressant de noter le temps que l'on accorde aux nouvelles mamans, afin de leur permettre de se remettre complètement. C'est le délai considéré actuellement comme le meilleur, trois semaines, et dans bien des hospices le séjour se prolonge si la « magistra » le juge utile :

« *Mulieribus ipsis in hospitali post partum tres septimanas vel amplius, si expedire magistra viderit, congruenter secundo dum quod talibus convenit in omnibus necessariis provi-*
« *deatur* ». (Statut 32 — Hôtel-Dieu de Saint-Pol (1265). Le Grand, p. 124 (2).

« Les femmes grosses qui seront reçues en la maison, puis-
qu'elles auront enfanté soient illec procurées par 3 semaines, se
tant ils y veulent estre » (Statut II — Hôtel-Dieu de Pontoise,
1265).

De même à l'Hôtel-Dieu de Vernon. — Statut 13, etc... (Se reporter à Legrand (2).

Les relevailles se font aux frais de l'asile hospitalier, qui fournit aussi la layette, et, en cas de décès de la mère, l'enfant sera élevé grâce aux sacrifices consentis par l'établissement.

« Tout ce qu'il conviendra à la purification de la femme soit administré des biens de la maison » (Statut II — Hôtel-Dieu de Pontoise).

« Quand que il convendra despendre ad baptizer l'enfant et à la purification de sa mère, leur sera administré des biens de la Meson-Dieu, et tout ce que l'en donra à l'enfant au bataisme l'en rendra à la mère quant elle se despartira de le ostel.

« Si la mère muer en la Meson-Dieu, ses enfes sera norriz des biens de la Meson-Dieu, meesmement s'il n'a point de père ». (Statut 13 — Hôtel-Dieu de Vernon).

De telles citations, qui ne sont qu'un choix parmi tant d'autres, montrent bien l'étendue des progrès accomplis en ces siècles trop méconnus. Ces œuvres d'assistance, d'inspiration chrétienne, montrent bien qu'en voulant le bien spirituel par la charité, l'Eglise réalise du même coup, et nous le constaterons maintes et maintes fois dans les chapitres suivants, le bien corporel.

Pourquoi donc Michelet a-t-il écrit :

« Les sorcières observaient seules, et furent pour la femme surtout, le seul et unique médecin... La médecine du Moyen-Age s'occupe uniquement de l'être supérieur, l'homme, qui seul peut devenir prêtre. Elle s'occupe des bestiaux ; c'est par eux que l'on commence. Pense-t-on aux enfants ? Rarement -- Mais à la femme ? jamais » ? (5).

NOTES DU CHAPITRE : « HYGIENE DE LA GROSSESSE »

1. — LANDOUZY et PÉPIN. — Le régime du corps de Maître Aldebrandin de Sienne. — Paris 1910 (Paris. Champion, 1911 — in-8°) (Texte français du XIII^e siècle,

- volume de 190 pages. Avant-propos de Landouzy, qui le juge « bon hygiéniste »).
2. — LE GRAND. — Statuts d'Hôtel-Dieu et de léproseries. (Recueil de textes du XII^e au XIV^e siècles). 1901. Paris. Picard.
 3. — LÉON LALLEMAND. — Histoire de la Charité (t. III — Paris. Picard. In-8°. 1906.
 4. — PETRE TRISCA. — Histoire de la protection de la Maternité (Maloine, 1922).
 5. — MICHELET. — La Sorcière. Chap. IX, Satan médecin (Paris. Flammarion).

CHAPITRE VI

L'HYGIENE DU NOURRISSON L'ENFANCE ABANDONNEE

I. — LE NOURRISSON

Nous montrerons, au chapitre des hôpitaux de couvent, comment la médecine, conservée dans les monastères, y prospéra en des institutions qui, dès le XI^e siècle formèrent dans toute la France, à la ville comme à la campagne, ce que maintenant nous appelons l'assistance publique (1).

Deux ouvrages de l'époque nous décrivent les soins dont on entourait le nouveau-né, et témoignent encore, par le nom de leurs auteurs, de la diligence de l'Eglise sur ce point. Nous les joindrons aux arrêts conciliaires ou capitulaires, portés par la vigilance épiscopale en faveur des tout-petits.

L'un de ces livres est le « régime du corps » de Maître Aldebrandin de Sienne (2) ; l'autre, le « *Liber de proprietatibus rerum* », du moine franciscain Barthélemy l'Anglais (3), en 1230, est un ouvrage sans prétention, à l'usage des simples et des ignorants : « *simplices et rudes*).

Aldebrandin de Sienne nous dit « comment on doit garder l'enfant quand il est né » (p. 74).

Tout d'abord lui lier l'ombilic :

« Prendre i. fil de laine retors et loier sur le boutine, et après mètre dessus drapiaus molliés en oile, et laisser jusques à iiij. jors, et quant il sera caüs (tombé), si vous devez haster de mettre sus du sel delié melle à pourre délié de cost, ou de somac ou d'origano ».

La nourrice, qui doit avoir ses ongles soigneusement « roignies », lui « espurgiere les oreilles et les narines ». Il faut qu'elle « le laisse dormir en hiercuel » soigneusement couvert pour « le garder du froit » auquel il est très sensible.

Ce n'est donc pas depuis peu de temps que l'on insiste sur la nécessité de ne pas coucher l'enfant avec sa mère, mais de lui donner un berceau. Au Moyen-Age, l'Eglise recommande déjà aux mères, par crainte qu'elles ne les étouffent en dormant, de ne pas mettre ces frêles créatures dans leur lit.

Dans un concile tenu en Angleterre, la défense est formelle :

De nutricibus parvulos suffocantis :

« *Item, cum ex eo, quod mulieres, et nutrices parvulorum, quos enutriunt, in lectis suis incante juxta se collocant, provenit frequens et dolenda nimis oppressio, seu suffocation hujusmodi parvulorum, et sic inde procedit mortis occasio, unde vitæ consumptioe sperebatur ; inhibemus, ne patres, vel matres,*

nutrices, aut aliquicunque custodiam parvulorum habentes, ipsos secum in lectis ponant, vel cubiculis suis, sed seorsum in cunabulis, vel aliis locis securis, ubi timor suffocationis huiusmodi non supererit, illis collocent, vel faciant collocari; seu lac ipsis parvulis ministrando; sumnum super ipsorum cunabula arripiant quoquo modo ».

(Concilium Eboracense — 1367 — C. 4 — p. 465.
Mansi — XXVI).

Dans les capitulaires, une peine allant de 4 à 6 ans est infligée aux parents si leur bébé meurt dans de telles conditions :

« *Mulier quæ dormiens filium suum oppresserit, et mortuus fuerit, sex annis pœniteat.. Vir ejus, si in domo illius fuit, quatuor. Si vero in uno lecto, simili modo pœniteat, duos in pane et aqua, reliquos quatuor secundum quod sacerdos illos viderit posse, abstinentiam imponat ciborum ».*

(Et. Baluzius. Capitularia regum francorum, tome I.
p. 1107) Liber septimus — CCCLXXXII.

Les : *Canones Isaac — episcopi Lingonensis*. Tit. II. *De homicidiis* — parag. XIV (Baluze, p. 1254), et les : *Capitula Herardi — archiepiscopi Turonensis* (Par. LXXXVIII. Baluze, p. 1291) ne tiennent pas d'autre langage.

Les règles des hôpitaux de l'Ordre de Saint-Jean de Jérusalem (1181) et du Saint-Esprit de Montpellier s'inspirent du même souci :

« Cet si establi que petiz bers fucent fait por les enfans de femes pelerines qui naissent en la maison, si que ils gisent à une part soul, et que li enfant alaitant n'en aient aucun ennui par la mesaise de lor mère ».

(St-Esprit, LIX — St-Jean de Jérusalem. Statut 4 de Roger de Molins. Le Grand, p. 13) (4).

Aldebrandin de Sienne recommande de baigner l'enfant tous les jours (p. 74) et, par un dessin, il montre à la nourrice comment elle doit tenir l'enfant dans le bain, une main passée sous la nuque, tandis que l'autre asperge le thorax.

Barthélemy l'Anglais, au livre VI, donne les mêmes conseils, auxquels il croit bon d'ajouter « d'oindre de huile rosat et froter par tous les membres » et plus spécialement « les mâles, de qui les membres doyvent être plus durs que es femelles pour le labeur... ». Puis suit une précaution très sage : ne donner nulle médecine à l'enfant quand il est malade, mais plutôt à sa nourrice.

Le choix de la nourrice est assez bien indiqué par maître Aldebrandin.

Tout d'abord, c'est la mère qui doit allaiter son enfant : « Sachiés que li lais que on li doit donnere et cil ki mieux li vaut, s'il est cil de la mère ».

Si la mère prend une nourrice, « il convient de garder son aage, sa forme, ses coutumes, ses membres, s'ele a bon lait et le tans qu'ele a eu enfant, se c'est loing ou priés... », et la nourrice qu'il conseille est celle qui a un enfant de 1 mois ou 2.

Pas de rapports sexuels pour la nourrice, car la grossesse peut avoir une mauvaise influence sur son lait.

La nourriture doit être soignée : bonnes viandes, agneau, poules, poissons à écailles, laitues, mais pas d'oignon, ni senevé, ni ail, ni menthe, etc...

On retrouve sans cesse, dans les statuts des hôpitaux comme dans les ordonnances des conciles et des capitulaires, la sollicitude générale de l'Eglise en faveur des faibles et des petits. Ceci nous fait ouvrir une des plus belles pages de l'histoire du Moyen-Age, celle de l'enfance abandonnée.

II. — L'ENFANCE ABANDONNÉE

Henri Martin, dans son *Histoire de France* (tome I, liv. V, p. 250), fait bien comprendre la transformation que la morale du christianisme devait amener dans la société païenne :

« A l'orgueil des sages, elle oppose la vertu de l'humilité ; à la sensualité et à la cupidité de la foule, la continence et la pauvreté volontaire. Le monde païen est attaqué en face dans son esprit et dans sa chair ».

Rome tolérait l'avortement, l'infanticide et l'exposition (Juvénal, sat. VI ; Ovide, *Héroïd*, épist. XI) ; « nous étouffons, écrivait Sénèque (*De Irâ*. I. XV, cité par Lallemand (5), p. 54 et 55), les enfantements monstrueux ; même les enfants s'ils sont débiles ou difformes, nous les noyons. Ce n'est pas de la colère, mais de la raison ».

La protection de l'enfance devient naturellement un des premiers soucis des chrétiens.

La plus ancienne littérature chrétienne atteste cette charité mutuelle, instigatrice de ces établissements d'assistance qui devaient plus tard couvrir le monde : « Et quand un enfant chrétien, garçon ou fille, reste orphelin, disent les *Constitutions apostoliques* (IV, 1), c'est une bonne œuvre si un frère privé de descendants l'adopte et le traite comme son enfant ».

Le professeur Jeanselme écrit dans le livre de Petre Trisca, sur la protection de la maternité (6), à la page 76 : « Il faut arriver aux premiers empereurs chrétiens pour assister à la fondation des *orphano-trophia* et des *brephotrophia* destinés à recevoir les enfants orphelins ».

Ce sont les évêques qui nomment les orphanotrophes, hommes chargés de la direction de ces établissements et de la défense des droits de leurs pupilles.

Ces premiers hôpitaux (*brephotrophia*, pour enfants pauvres, et *orphanotrophia* pour orphelins) surgissent d'abord en Orient, à Jérusalem même. Saint-Ephrem, Saint-Basile, Saint-Jean-Chrysostome figurent au premier rang de ces fondateurs (5), p. 86).

Il est fait mention de ces hospices à Sébaste, dans le Pont, vers 355. Saint-Epiphanie assure qu'ils étaient communs de son temps, mais le plus célèbre est celui de Saint-Basile, à Césarée, vers 373 ; Saint-Grégoire (Oratorio XLIII) décrit avec admiration cet établissement ouvert à tous les genres d'infortunes (voir au chapitre : hygiène dans les hôpitaux).

La législation civile favorise ces fondations et les place sous la direction suprême des évêques (Cod. Just. I, tit. III, l. 42 — cité par Lallemand (5).

De plus, des chrétiens recueillent les enfants délaissés et prennent l'engagement, au pied de l'autel, de les élever comme leurs propres fils, si les parents qui les ont abandonnés ne les réclament pas dans un certain délai. Le premier concile de Vaison (en 442, canon 9), devait consacrer et réglementer cette pratique.

En Occident (Chastel, p. 272 (7), ces œuvres d'assistance aux enfants trouvés restent plus longtemps sous la forme d'œuvres de charité individuelles. Au V^e siècle, l'usage s'introduit à Arles, Trèves, Mâcon, Rouen et d'autres villes de la Gaule, de les recevoir dans une coquille de marbre placée à l'entrée de l'église. Le sacristain (*matricularius*) les recueille, le prêtre les inscrit sur un registre et cherche quelqu'un qui voulût

s'en charger ; sinon l'Eglise elle-même en prend soin et les fait élever à ses frais dans ses hospices d'orphelins. En tout cas, les monastères, alors en si grand nombre, leur sont ouverts, à tous presque sans distinction, dès qu'ils ont atteint un certain âge (règle de Saint-Basile), et se chargent de leur instruction. Cette instruction fut même répandue à un degré dont on ne se doute guère. Les preuves sont nombreuses de cet empressement des laïques à fréquenter les écoles monastiques et épiscopales. En règle générale, des fondations assuraient dans chaque abbaye des écoles d'accès facile à tout venant, quel que fût son rang ou sa fortune. Les écoliers dépourvus de ressources étaient hébergés gratuitement. Le programme comprenait l'enseignement des arts libéraux avec une large place pour les études médicales. Il faut lire, à ce sujet, le livre du Docteur Dubreuil-Chambardel (1) et en particulier les pages 91-92-196.

Mais on ne trouve, en Occident, avant le IX^e siècle, qu'un asile ayant date certaine, uniquement affecté à l'enfance abandonnée ; il est dû à l'archiprêtre Datheus, de Milan, en 787, et, suivant le texte qui nous a été conservé par Muratori (*Ant Ital. méd. aevi*, tome II, p. 537, cité par Lallemant, p. 99 (5), il est destiné principalement à empêcher les parents de tuer les enfants dont ils ne veulent pas divulguer la naissance. Ces enfants, exposés dans l'église, sont confiés à des nourrices ; on les forme ensuite à l'apprentissage d'une profession, et une fois élevés ils restent libres.

Cet hospice n'est certainement pas le seul de son espèce. Du Cange (8) en fait mention, au mot *Brephothrophium*, en citant un passage de la Vie de S. Magne-

bodus, évêque d'Angers, de 606 à 654 : « *Xenodochia et brephotrophia, diversa que mansionum habitacula ædificare procuravit* ».

En 794, le concile de Francfort-sur-le-Main (canon 40) enjoint aux évêques de faire élever par des femmes chrétiennes les filles orphelines (Guérin — Somme des conciles — 2^e vol.).

En l'année 781, le *capitulare mantuanum* prescrit aux évêques, aux abbés, aux comtes, de rendre pleine justice aux églises, aux veuves et aux orphelins, car, après Dieu, l'Empereur est leur défenseur. « *Ut sanctis ecclesiis Dei, neque viduis, neque orphanis, ne peregrinis, grande vel rapinam vel aliquid injuriæ quis facere præsumat ; quia ipse domnus imperator, post Domini et sanctis ejus, eorum et protector et defensor esse constitutus est* ».

(*Capit. aquis granense*, par. 5, an. 802).

Ces dispositions protectrices sont gardées par les successeurs de Charlemagne, jusqu'au moment où la féodalité remplace par des coutumes la législation uniforme des capitulaires (5) (p. 101). Ces coutumes ne font, le plus souvent, que prolonger la législation, d'autant plus qu'au milieu des divisions territoriales, l'Eglise fait régner partout un même esprit, et, par l'adoucissement des mœurs et le développement incessant des institutions hospitalières, protège les faibles et les opprimés.

Aux IX^e, X^e et XI^e siècles, les dispositions établies par le droit Wisigoth et les lois conciliaires restent évidemment en vigueur dans la pratique. Du reste, dans ces temps malheureux, entrecoupés sans cesse d'invasions, de guerres, de famines, les chroniques, en parlant du

dévouement des ordres religieux, ne distinguent pas, le plus souvent, entre enfants et adultes, et n'éclairent guère sur ce que l'Eglise fit spécialement pour les tout-petits. Néanmoins, sa mansuétude pour eux ne fait aucun doute (5) (p. 110), et laisse ici et là des traces manifestes. Ouvrons, par exemple, la *Chronique de Vendôme* (XII^e siècle) : Pendant la famine de 1162, les mères, dans l'impossibilité de nourrir leurs enfants, viennent les déposer à la porte du couvent des Cordeliers, et l'abbé et les frères en prennent soin (De Trémault, l'Assistance dans la ville de Vendôme avant 1789, p. 3 ; cité par Lallemand).

Le chapitre de Notre-Dame de Paris s'occupe de ces enfants, ainsi que le constate les lettres patentes de Charles VII, du 4 août 1445, confirmant la fondation de la confrérie du Saint-Esprit-en-Grève : « ja soit de ce que de tout ancienneté cen ait accoutumé pour les dits enfans ainsi trouvés et inconnus, quêter en l'église de Paris, en certain lit étant à l'entrée de la dite Eglise, par certaines personnes, qui des aumônes et charités qu'ils en reçoivent, ils les ont accoutumé gouverner et nourrir, en criant publiquement aux passants par devant le lieu où iceux enfans sont, ces mots : *faites bien à ces pauvres enfans trouvés* ».

Institutions hospitalières pour les enfants trouvés

Dans la première partie du Moyen-Age, les Maisons-Dieu ne recevaient pas tous les enfants trouvés ; dans la crainte que leur grand nombre n'entravât le service des malades pour qui elles avaient été instituées.

« *Pueri inventi non recipiuntur in domo nostra, quos si receperimus tanta afflueret copia puerorum quod ad hoc in suffi-*

cerent bona domus ; et quod ad nos non pertinet, sed ad parrochiales ecclesias ».

(Statut 89 — Hôtel-Dieu-le-Comte, à Troyes. Le Grand, p. 115) (4).

Mais cette règle ne s'appliquait pas à l'orphelin de père, dont la mère mourait à l'hôpital : l'enfant devait y être élevé jusqu'à 10 ans.

« Se la mère muert en la Meson-Dieu, meesmement s'il n'a point de père » (Constitutions de l'Hôpital de Vernon).

« Et si aliqua (mater) in domo nostra decederit contigerit, orphanus ejus de bonis domus usque ad decem annos nutriatur. Et si aliquis puer sub etatem (septem) annorum in domo nostra remanserit sine parente, usque ad decem annos nutriatur, et si profuerit de bonis domus maritetur ».

(Statut 87 — Hôtel-Dieu-le-Comte, à Troyes. Le Grand, (4), p. 110).

Mais ce refus, du reste relatif, d'hospitaliser les enfants, était loin d'être général : en vertu de leurs règlements, bien des hôpitaux devaient les recevoir.

« Et tous les enfans getez de père et de mère soloit l'Ospital ressevoir et faire nourrir ». (Statut 3 de Maître Rogier, pour l'hôpital St-Jean-de-Jérusalem. Le Grand (4), p. 14).

Hôtel-Dieu de Saint-Pol (1265) :

Statut 31. — *Cum (mulieres) peperint, pueri a presbyteris, prout decet, baptisentur, et a sororibus nutrianur et opportuna querantur.*

Statut 32. — *Quod si pueros dimiserint clam sive furtim, ne patres inveniantur ipsorum, in hospitali maneant donec septennio peracto, et tunc nos, aut heredes nostri, residuo nutrimento consulemus discretos quid agere debeamus ».*

Le Grand (4), p. 124.

Hôtel-Dieu de Pontoise (1265) :

Statut 11. — Les femmes grosses qui seront reçues en la maison, puis qu'elles auront enfanté, soient illec procurées par 3 semaines, si tant ils y veulent estre. Tout ce qu'il conuiendra dépendre au baptesme de l'enfant et à la purification de la femme soit administré des biens de la maison ; et ce qu'on donnera à l'enfant à son baptême sera à l'enfant et sera

donné à la mère quand elle s'en voudra aller. Se la mère muert en la maison, l'enfant soit nourry en la maison meesmement s'il n'a père.

Le Grand (4), p. 139.

Ce dernier statut a l'intérêt de résumer la coutume hospitalière du Moyen-Age : dans les maternités, on l'a vu précédemment, on donnait au moins trois semaines à l'accouchée pour se remettre ; on subvenait en outre aux frais des relevailles et des layettes ; enfin, si la mère mourait, et que l'enfant n'ait point de père, l'hôpital le prenait à sa charge jusqu'à 10 ans, à cette date, on l'envoyait, en général, dans une abbaye ou une école épiscopale, afin de l'héberger et de l'insiruire gratuitement.

L'ordre hospitalier du Saint-Esprit de Montpellier. —

Le fondateur de cet ordre célèbre est Guy, né à Montpellier, et qu'Innocent III appelle à Rome, en 1198, lors de la fondation de l'hôpital du Saint-Esprit in Sassia (5) (p. 124).

Le but de cette milice hospitalière est le soulagement des pauvres et l'assistance des enfants délaissés. Les vœux prononcés par les frères comprennent notamment l'engagement suivant : *Negotia curabo ad honorem Dei ad victum, vestitum, sustentionem pauperum infirmorum, peregrinorum et INFANTIUM EXPOSITORUM* ».

Parti de Montpellier, le mouvement s'étendit rapidement ; et les bulles des souverains Pontifes, les édits et les déclarations des rois de France (Bulle de Sixte IV, 23 janvier 1476. — Bulle de Léon X, 26 mars 1516. — Lettres patentes d'Henri IV, 21 mars 1608..., cités par Lallemand) font fréquemment mention de cette hospitalité accordée aux enfants trouvés.

Une bulle du pape Grégoire XI (12 août 1372) énumère plus de cent maisons situées en France ; on trouve dans cette longue liste la mention suivante : « *Domum conventualem, cum hospitali infantium expositorum Lutetiæ Parisiorum* ».

La France médiévale voit donc, sur son territoire, se multiplier les œuvres pour l'enfance abandonnée, jusqu'au moment où la guerre de Cent Ans, puis les guerres de religion les anéantiront presque toutes.

Les petits qui en bénéficient sont placés en nourrice, surveillés, élevés, instruits par les soins des paroisses ou municipalités des Flandres, de l'Artois, du Dauphiné, de la Provence, de la Bretagne (5). Des maisons hospitalières leur assurent l'asile ; et depuis le XII^e siècle, un ordre religieux a, en vertu même de ses statuts, l'obligation de les assister.

Concluons avec Petre Trisca (6) p. 164) : La protection des enfants, au cours du Moyen-Age, revient à l'Eglise et aux différents ordres monacaux et épiscopaux. Partout, on avait installé des hôpitaux, des asiles pour les enfants trouvés, et des orphelinats ».

NOTES DU CHAPITRE :

LE NOURRISSON — LES ENFANTS ABANDONNES

1. — Lire à ce sujet : Les Médecins dans l'Ouest de la France des XI^e et XII^e siècles, par le D^r Dubreuil-Chambardel (Publication de la Société Française d'Histoire de la Médecine). Vigot, 1914.
2. — LANDOUZY et PÉPIN. — Le régime du corps du Maître Aldebrandin de Sienne. Paris. Champion, 1911.
3. — Ch. V. LANGLOIS. — La connaissance de la Nature et du Monde au Moyen-Age. Hachette. 1911.

4. — LE GRAND. — Statuts d'Hôtels-Dieu et de léproseries (Recueil de textes du XV^e au XIV^e siècles). Paris. Picard, 1901.
 5. — LÉON LALLEMAND. — Histoire des Enfants abandonnés (Paris. Picard, 1885).
 6. — PETRE FRISCA. — Histoire de la protection de la Maternité (Maloine, 1922).
 7. — ETIENNE-LOUIS CHASTEL. — Etudes historiques sur l'influence de la charité. Paris. Capelle, 1853.
 8. — DU CANGE. — *Glossarium mediæ et infimæ latinitatis*.
-

DEUXIEME DIVISION

LES CLERCS

CHAPITRE I

L'HYGIENE AU COUVENT (*)

La vie monastique au Moyen-Age a été maintes fois critiquée au nom de l'hygiène. On a reproché à certaines prescriptions de troubler l'harmonie du corps humain, en diminuant son pouvoir d'action : celles, par exemple, qui imposent la continence ou le jeûne. On a blâmé des pratiques alors fort en honneur : les saignées périodiques, et enfin, mais pas toujours à tort, le peu d'hygiène corporelle et vestimentaire de certains moines qui jugèrent bon de négliger leur corps pour ne penser qu'à Dieu.

(*) Le temps nous a manqué pour étudier plus complètement cette question. Nous avons dû nous borner à faire cet exposé par rapport à l'un des ordres monastiques les plus anciens de France et des plus florissants, celui de Saint-Benoît.

Saint-Benoît doit à Saint-Basile, plus qu'à aucun autre législateur monastique, les idées foncières de sa Règle (dom Cuthbert Butler, p. 16). Saint-Basile avait posé le principe, que les moines s'efforceraient de faire du bien à leurs semblables ; et, afin de mettre à leur portée des œuvres de charité, il attacha aux monastères des hôpitaux ou hospices pour les malades et les pauvres.

Des orphelinats séparés, mais voisins des monastères, furent créés et confiés à la direction des moines.

De jeunes garçons furent également admis dans les monastères, non pas pour devenir moines, mais afin d'acquérir une instruction convenable.

LA CHASTETÉ. — Le vœu de chasteté a été violemment reproché aux clercs, sous prétexte que, la nature ayant doté l'homme d'organes génitaux, c'est la violence que de condamner ces organes à l'inaction.

Nous ne nous attarderons pas à répondre : cette objection n'est plus que très rarement formulée, les gens sincères la reconnaissent mal fondée ; et la réfutation en a été faite plus d'une fois, telle la thèse du Dr Escande (2).

De ce qu'un acte est physiologique, il ne faut point conclure que son non-accomplissement soit toujours antiphiysiologique.

L'acte sexuel n'est pas un besoin, la continence n'a jamais raccourci la vie, ni atrophié les testicules : ces glandes ne cessent pas d'accomplir leurs fonctions, parce que l'individu est chaste. Les caractères sexuels et l'instinct reproducteur sont liés au fonctionnement des cellules interstitielles : rien n'autorise à penser que la continence ait une influence néfaste sur ces cellules.

Peut-être, la continence amène-t-elle un ralentissement dans la production des spermatozoïdes ; mais, de ce que ces éléments se différencient plus lentement, on ne peut conclure que leur vitalité soit amoindrie.

La sécrétion moindre de ces glandes génitales annexes peut résulter d'une continence prolongée, elle ne saurait être assimilée à de l'atrophie.

Bien des glandes de l'organisme, la mamelle, par exemple, peuvent rester longtemps à l'état de vie ralentie, sans rien perdre de leurs propriétés.

La ligature du canal déférent entraîne l'atrophie des cellules de la lignée séminale. Mais la continence ne saurait être assimilée à une ligature du canal déférent : rien n'entrave le mouvement spermatogénétique ; on sait qu'alors les spermatozoïdes arrivent dans l'ampoule du canal déférent et sont expulsés au dehors, soit avec les urines et, dans ce cas, moins souvent sous leur forme naturelle que sous forme de corps polychromatophiles, soit par les pollutions nocturnes.

Si la continence n'est point dangereuse pour les glandes génitales, peut-elle déterminer de graves troubles psychiques ? On le prétend encore, arguant sur le fait que les cas de folies les plus fréquents sont le fait de célibataires.

Les psychiatres Verga et Féré s'accordent pour déclarer : « Le célibat, qu'il ne faut pas confondre avec la continence, n'a sur la folie qu'une influence apparente. Le célibat est plus souvent la conséquence que la cause de l'anomalie mentale » (2), p. 136. Et parmi les continents, il faut distinguer ceux qui le sont par force, et qui peuvent en être ébranlés, et ceux qui mènent volontairement une vie chaste, — c'est le cas qui nous

occupe, — et qui sont bien rarement atteints d'aliénation mentale. Chez ces derniers, les psychoses sont exceptionnelles, et celles qu'on observe s'expliquent par une hérédité névropathique chargée ou par d'autres raisons étiologiques. Le Docteur Dubois, professeur de neuropathologie, à Berne, s'exprime dans le même sens : « L'exemple des prêtres, dignes de ce nom, montre que la chasteté n'a pas ces dangers. Il y a plus de neurasthéniques parmi ceux qui laissent libre cours à leur sexualité, que parmi ceux qui savent, pour des raisons morales altruistes, et aussi longtemps que ces motifs existent, échapper au joug de l'animalité » (D^r Dubois (3), p. 390).

Les difficultés de la continence sont trop grandes pour l'homme, tel est le dernier argument. — Mais les fonctions de la vie de reproduction sont transitoires ; elles n'ont pas, comme les fonctions de la vie nutritive, ni le caractère de permanence, ni celui de nécessité, et, quand elles ont chômé pendant un certain temps, leurs sollicitations deviennent de moins en moins exigeantes. « Il faut distinguer une continence primitive, facile à observer, et une continence à rétablir, de conquête laborieuse ».

« La continence des oisifs et des gourmands est difficile ; la continence des hommes qui s'appuient, d'une part, sur le principe du sacrifice volontaire, de l'autre sur les ressources compensatrices de l'activité physique et intellectuelle est facile. Dans ces conditions, loin d'être dangereuse, elle est au contraire la source d'une grande vigueur physique et morale » (Dict. encyclop. des sciences médicales — au mot aphrodisie).

C'est enfin parmi les hommes qui pratiquent la chas-

teté, que la durée de la vie est la plus longue. Les tables statistiques de Bertillon (4), dressées par professions, indiquent que les prêtres sont en tête au point de vue de la longévité. « La continence réalise une réserve de forces. L'économie sexuelle favorise la longévité et les diverses formes de l'activité intellectuelle ». (Ch. Féré (5), p. 315).

L'Eglise des premiers siècles eut à réagir contre un mal dont on l'a parfois accusée. Certains chrétiens, incapables de rester chastes, car la force d'âme ou la pureté de leurs pensées leur manquait, crurent bon de se faire châtrer avant d'entrer dans les ordres. L'Eglise ne pouvait tolérer de semblables pratiques, qui sont un crime à ses yeux. La preuve en est dans les décrets des différents conciles :

Concile de Nicée (an 325) — Canon I.

« Si quelqu'un a été mutilé par les médecins pendant une maladie, ou bien par les barbares, qu'il reste dans le clergé ; mais si, quelqu'un étant en bonne santé s'est mutilé lui-même, qu'on l'exclue du clergé dont il fait partie et, à l'avenir, on ne devra pas ordonner celui qui aura agi ainsi. Mais, comme il est évident que ce qui vient d'être dit ne regarde que ceux qui ont agi ainsi avec intention, et qui ont eux-mêmes voulu se mutiler, ceux qui l'auront été ou par les barbares ou par leur maître pourront, conformément au canon, rester dans la cléricature, s'ils en sont dignes par ailleurs ».

Ce canon de Nicée, explique dom Leclerc (6), p. 530), a eu pour but de faire cesser la castration qui sévissait parmi certains chrétiens. L'Eglise réprouve sans cesse ces pratiques. Saint-Jean-Chrysostome, Saint-Jérôme, Saint-Eucher sont tous préoccupés de prévenir ces

excès. Origène, dans ses Commentaires sur Saint-Mathieu, décrit les inconvénients et l'inutilité de ce prétendu remède à l'incontinence, qui ne laisse pas de troubler l'organisme, sans donner le repos et la tranquillité à l'esprit.

Saint-Augustin décrit en ces termes la seule opération licite et fructueuse, la chasteté de cœur : « *Pio proposito continentis, corpus usque ad contemplas nuptias castigantes, seipsos non in corpore, sed in ipsa concupiscentiæ radice castrantes* » (Saint-Augustin — de Virginate — cité par Leclerc, p. 530, t. I).

L'exclusion des eunuques reparait à diverses reprises dans les conciles. Entre autres, celui d'Arles, en 452, décrète : « *Hi qui se, carnali vitio repugnare nescientes, abscindunt, ad clerum pervenire non possunt* » (canon 7).

L'HYGIÈNE ALIMENTAIRE ET LE JEÛNE (*). — Saint-Basile a pour principe que le travail est de plus grande valeur que les austérités ; le jeûne ne doit donc pas être pratiqué à tel point qu'il soit préjudiciable au travail (1) (p. 17). Ceci était d'autant plus nécessaire que le labeur des moines consistait alors principalement dans les travaux des champs.

Saint-Benoît, dans sa Règle, tint compte, lui aussi, des nécessités climatiques. Dans les dialogues de Sulpice-Sévère (2) (p. 22), un des interlocuteurs, Gallus, moine gaulois, disciple de Saint-Martin, fait plusieurs protestations à demi-comiques sur le jeûne, mais qui n'en

(*) Se reporter également à ce que nous avons dit au chapitre « Hygiène Alimentaire ».

montrent pas moins la nécessité d'une nourriture plus substantielle chez les moines d'Occident que chez ceux d'Orient. Il dit que le jeûne, tel qu'il est possible en Orient, ne peut être demandé en Gaule : « L'attrait pour la nourriture est de la gourmandise chez les Grecs ; pour les Gaulois, elle est la conséquence de leur nature ». On ne pouvait demander, en effet, dans nos contrées, un idéal d'austérités et de privations, tel que le pratiquaient les premiers anachorètes d'Egypte, ou quelques exceptionnels disciples de Saint-Martin en Gaule.

Saint-Benoît, soucieux de ne rien demander « de dur, ni de pénible », n'impose donc pas, dans sa Règle, les privations qu'il s'est lui-même infligées (1), p. 26).

Il adopte certains adoucissements qui doivent fortifier l'organisme de ses moines. L'abstinence de la chair de quadrupèdes est prescrite dans la Règle (ch.XXXIX) (la tradition du Mont-Cassin au huitième siècle était que la chair des oiseaux était permise). Mais dans toute les congrégations, excepté celle de Subiaco « *a primæva observantia* », l'usage de la viande est accordé quatre jours par semaine, pendant la plus grande partie de l'année (Bulle bénédictine, 1336) et, dans quelques congrégations, tous les jours exempts d'abstinence ecclésiastique (1), p. 320). Les autres aliments permis sont les œufs, le lait, le beurre, le froment, les légumes et, là où on pouvait s'en procurer, le poisson.

Le vin est accordé, à condition « de n'en pas trop boire, mais d'en user avec modération » (ch. XL). Bien plus, il autorise des « douceurs de la vie », si l'on observe toujours la loi de discrétion ; à cette condition, le tabac ne serait donc pas défendu.

Il faut reconnaître que ces adoucissements, sagement réglés, suivant les besoins du corps, permettent une humeur toujours égale, indice de la bonne santé : Un saint triste est un triste saint.

Travail manuel et intellectuel, labeur des champs et du jardin, lecture des Ecritures saintes ou des ouvrages des Pères, les bénédictins primitifs voient s'écouler leur vie « en chantant, priant, travaillant, lisant, méditant ». Pour Saint-Benoît, la mortification extérieure ou corporelle n'a de valeur que dans la mesure où elle favorise la mortification intérieure ou spirituelle. Il ne propose donc pas à ses moines les macérations corporelles des grands ermites égyptiens, il leur prescrit, pour garantir leur activité, une nourriture suffisante, un sommeil raisonnable, un vêtement convenable.

Pour la nourriture quotidienne, il accorde à chacun une livre de pain, deux plats d'aliments cuits et un troisième de fruits et de légumes frais, « afin que celui qui ne peut pas manger d'un plat puisse se dédommager avec l'autre » (chap. XXXIX). Il permet une mesure de vin (une hémine ou un quart de litre au moins). Ce qu'il demande, c'est de savoir être frugal, d'éviter la gourmandise et la gloutonnerie (ch. XXXIX, XL).

Pour le sommeil, il laisse, pendant la plus grande partie de l'année, plus de huit heures non interrompues : en hiver, le coucher a lieu une demi-heure après le coucher du soleil (5 h. 15 environ) et le lever vers 2 heures 30 du matin ; en été, le moine doit se contenter de 5 ou 6 heures pendant la nuit, mais une sieste est prévue pendant le jour, au moment de la plus forte chaleur. A l'époque de Saint-Benoît, les travailleurs agricoles avaient l'habitude de se coucher avant la fin

du crépuscule et de se lever de très grand matin ; la pratique de ce fondateur est celle de paysans italiens, davantage régularisée, puisque chaque heure de la journée monastique a ses occupations prévues (Au cours du Moyen-Age, le travail du moine se transformera peu à peu, sous l'action des courants nouveaux qui transformeront l'Europe, et le travail intellectuel prendra la plus grande place).

En Egypte, l'ermite couchait sur la terre nue, la tête sur des pierres, Saint-Benoît donne à ses moines non seulement une couverture, mais un matelas, un couvre-pieds et même un oreiller (ch. LV).

HYGIÈNE CORPORELLE ET VESTIMENTAIRE. — Pour l'habillement, il ordonne que les clercs aient de nouveaux habits, quand les vieux sont encore en état d'être donnés aux pauvres. Les vêtements doivent être conformes à la taille de chacun ; ils doivent être plus chauds en hiver, plus légers en été ; ils doivent être changés la nuit, afin qu'on puisse les laver.

L'hygiène corporelle a déjà été traitée (cf. chap. : Hygiène corporelle). Deux principes généraux sont à observer : le bain ne doit être pris qu'en vue de la santé du corps, donc ne pas en faire un abus ; on ne fréquentera pas les bains publics, sans autorisation du supérieur et sans être accompagné de frères. Nous ne reviendrons pas sur les raisons qui ont motivé ces règlements (Cf. chap. : Hygiène corporelle).

Nous citerons simplement, à titre d'exemple, les préceptes d'hygiène proposés par Lanfranc, vers l'an 1040, à l'abbaye du Bec : dans ses « *Decreta* », il conseille l'usage fréquent des bains aux religieux, en

ayant soin d'indiquer les précautions à prendre pour que les bonnes mœurs soient respectées, et il se montre partisan convaincu des exercices physiques, tels que la promenade et la culture de la terre, pour reposer des travaux de l'esprit. La règle qu'il institue pour la tenue de l'infirmerie et que nous verrons plus loin est des mieux conçue (Dubreuil-Chambardel (8) p. 94).

En traitant de l'hygiène alimentaire chez les laïcs, nous avons parlé des ablutions préépulaires. Nous avons vu que, dans les monastères, on ne néglige pas la propreté des mains avant de se mettre à table. Après les repas, les religieux retournent se laver les mains au lavatorium, qui se trouve dans le voisinage du réfectoire. La baie qui donne accès à ces sortes de pièces est divisée généralement en deux par un pilier ou une colonne, de telle façon que les religieux puissent entrer d'un côté et sortir de l'autre, après avoir fait le tour du lavoir et sans qu'il se produise d'encombrement (Havard — art. Lavoir — cité par Cabanès (7), p. 225). Les moines s'y lavent, outre les mains, la figure ; le samedi seulement a lieu une toilette plus complète.

La plupart des monastères possèdent un lavatorium, quelquefois situé au centre du préau, à ciel ouvert ; le plus souvent, il longe une des galeries du cloître ou en est à un angle, dans ce cas, il est couvert (v. le lavabo de l'abbaye Saint-Loup de Troyes, par l'abbé Coffinet. Troyes, 1867).

LA SAIGNÉE. — On ne s'étonne pas de voir que la saignée soit d'usage périodique dans les couvents, puisque dans la pratique courante de la vie civile on en abuse singulièrement. Elle est regardée par tous comme

une nécessité hygiénique. Au XIII^e siècle, le « livre des métiers » la cite parmi les causes qui dispensent les bourgeois et les ouvriers de s'astreindre au service du guet (Franklin (9), p. 180).

Dans les couvents, elle a lieu, en été après none, en hiver après vêpres. Pendant les trois jours qui suivent, la nourriture de la communauté est un peu augmentée, les religieux restent assis et couverts pendant les offices, se recouchent après matines (*Idem* p. 180). Dom Calmet fait remarquer que « ce n'était pas là une mortification, puisqu'au contraire c'était une sorte de délassement et que, l'habitude prise, on ne pouvait plus s'en passer » (Commentaires sur la règle de Saint-Benoît. T. I, p. 170).

Déjà, au XI^e siècle, nous voyons dans les abbayes, les médecins, personnages dignitaires, se décharger sur un subalterne de cette opération.

Le *saigneur*, le phlébotomiste ou minutor a pour occupation principale, mais non unique, de pratiquer la saignée (Dubreuil-Chambardel (8), p. 213-214). La présence d'un phlébotomiste dans une abbaye n'est pas pour nous étonner, puisque l'on sait que nos bons moines abusent de ce procédé thérapeutique, dans le double but de remédier à la *crasse du sang*, et de *lutter contre les tentations de la chair*.

Aldebrandin de Sienne, archiâtre de Saint-Louis, nous dit « por coi on se doit sainnier » (10), p. 31) : pour se porter sainement, surtout chez les gens à forte complexion,

« car sainnier wide les humeurs ». — « Ki se weut purgier par médecine et sainnier, si estuet qu'il le face en printans e' à la sietembre, car ce sont li tans où les humeurs plus abondent, si com dist Ypocras ».

« Et li jors ou quel se doit sainnier doit estre caus et moistes, et ne mie trop caus, ne trop frois ; et l'eure du jour doit estre à prime, et que on soit widies de superfluités du cors, si com d'orine et d'autres coses ».

Ainsi est-il prescrit aux clercs de se faire saigner a des époques régulières et jusqu'à douze fois dans l'année.

L'obituaire de Rouen, cité par Ducange (article : *flebotomia*), nous apprend :

« *Quilibet canonicus dummodo fuerit residens per tres menses, potest capere in anno duodecim flebotomias : et durat tres dies, sed non valet in festis triplicibus* ».

Ce qui nous laisse à supposer que le minutor d'une grande communauté ne jouit pas d'une sinécure, d'autant plus qu'il compte aussi des laïcs parmi ses clients.

Ces époques de saignées générales sont nommées « jours malades ou jours de la minution sanguine ».

A Saint-Victor de Paris, il y a chaque année cinq saignées : en septembre, à l'entrée de l'Avent, avant la quadragésime, après Pâques, après la Pentecôte.

La saignée a lieu chaque année, chez les Augustins, quatre fois ; chez les Camaldules, trois fois ; chez les Carmes, quatre fois ; chez les Chartreux, cinq fois ; chez les Dominicains, quatre fois ; chez les Prémontrés, cinq fois (9), p. 180).

Cette opération est du reste minutieusement réglée, et les *Constitutions de Cluny*, écrites par le moine Udalric (Patrologie latine, t. CXLIX, livre XXI), nous la décrivent minutieusement.

Que vaut la saignée pour réprimer les élans de la chair ? Son action est bien relative, ou, en tout cas, très passagère ; on sait la durée éphémère de ses effets.

Néanmoins, elle a certainement un pouvoir modérateur, autrement on ne s'expliquerait pas une faveur aussi générale.

Que conclure de toutes ces règles monastiques du Moyen-Age ? Que la pénitence est pratiquée dans les couvents, avec plus de vigueur certes que dans le monde, mais non sans de sages limites prescrites par l'obéissance.

Il est des obligations primordiales et communes à tous : le cinquième commandement du Décalogue défend de ruiner la santé du corps ; il en est aussi de spéciales à chaque ordre religieux et à chacun de ses membres, et ses Constitutions ne prescrivent la mortification corporelle qu'avec modération et discrétion.

On insiste parfois sur certains excès, tels que les grandes macérations de tel Saint, les effusions de sang sous les coups de la discipline, ou encore les austérités particulièrement anti-hygiéniques d'un Benoît Labre. Mais ce sont des cas exceptionnels ; on les cite justement à cause de leur caractère surhumain, mais l'Eglise ne les conseille nullement, la preuve en est dans certaines de ses interdictions, telle celle portée sur les stylites. Ces pénitences, d'une héroïque sévérité, l'Eglise les admire, mais ne les a jamais encouragées. Elles sont le fait d'ascètes isolés, qui sont pour elle une vivante leçon de l'action divine sur les âmes.

Notes du chapitre : «L'Hygiène au Couvent».

1. — Dom CUTHBERT BUTLER. — Le monachisme bénédictin (Trad. Ch. Golleau), Paris. Gigord, 1924.
2. — D^r FRANK ESCANDE. — Le problème de la chasteté mas-

- culine au point de vue scientifique. Pari. Baillière, 1919.
3. — D^r DUBOIS. — Les psychonévroses et leur traitement moral (Paris. Masson).
 4. — BERTILLON. — Dictionnaire des sciences anthropologiques.
 5. — Ch. FÉRÉ. — L'instinct sexuel : évolution et dissolution (Paris. Alcan).
 6. — HEFELE. — Traduct. Leclercq. Histoires des Conciles, t. I.
 7. — CABANÈS. — Mœurs intimes du passé (1^{re} série).
 8. — DUBREUIL-CHAMBARDEL. — Les Médecins dans l'Ouest de la France aux XI^e et XII^e siècles (Publicat. de Société Française d'hist. de la Médecine. 1914).
 9. — ALFRED FRANKLIN. — La vie privée au temps des premiers Capétiens.
 10. — LANDOUZY et PÉPIN. — Le régime du corps du Maître Aldebrandin de Sienné (Paris. Champion, 1911).

CHAPITRE II

LE SOIN DES MALADES LES INFIRMERIES CONVENTUELLES

- I. - *Les Moines médecins* — II. - *Les hôpitaux de couvent*
-

I

LES MOINES MÉDECINS

« L'unique médecin du peuple, pendant mille ans, fut la sorcière... La masse de tout état, et l'on peut dire le monde ne consultait que la Saga ou Sage-femme ».

MICHELET (*)

(*) Michelet. La Sorcière (dans l'Introduction).

Les clercs réguliers fournissent, au XI^e siècle, la majorité des médecins. Les disciples de Saint-Benoît surtout, puis ceux de Saint-Augustin, grâce à la protection du pape Urbain II, se font remarquer par le soin qu'ils apportent à l'étude de l'art de guérir et par une belle phalange de praticiens renommés (1).

C'est d'ailleurs une belle époque monastique que ce siècle : dans toutes les régions de France se fondent quantité d'abbayes et de prieurés, qui deviennent autant de refuges pour la pensée et de centres pour les recherches scientifiques et les discussions philosophiques. Pour concevoir une idée précise des écoles monastiques, de leur influence et de l'éclat dont brillent certaines, que le lecteur feuillette seulement le beau travail du Dr Dubreuil-Chambardel (1) ; il verra s'épanouir, dans le calme des cloîtres, la vie intellectuelle des moines lettrés qui ressuscitent la langue de Cicéron, en même temps qu'ils contribuent puissamment à former et à développer la langue romane.

L'importance des monastères est telle qu'il est indispensable de les pourvoir d'infirmeries : on en construit dans chacun d'eux. De plus, les praticiens étant rares et les moyens de transport primitifs et compliqués, ceux qui régissent les couvents sentent l'absolue nécessité de connaître la médecine. Abbés et prieurs ont charge des corps et des âmes, tant de leurs moines que de toutes les personnes placées sous leur autorité. Aussi les notions de médecine figurent-elles au programme de l'enseignement qui leur est donné.

En lisant la vie de plusieurs d'entre eux, il est facile de reconnaître qu'ils savent traiter les malades (Cf. Dubreuil-Chambardel). Pour donner un exemple, men-

tionnons l'abbé Barthélemy, qui gouverne l'abbaye de Marmoutier de 1063 à 1084. Dom Martène (dans : Hist. de Marmoutier — I. p. 407) et Mabillon (dans : Acta SS. ord. S. Bened. partie II, p. 384) rapportent de lui plusieurs guérisons célèbres. L'une a pour théâtre la Bretagne : tandis qu'il visite les prieurés dépendant de son abbaye, un Seigneur, nommé Mainon, le prie de venir jusqu'à Gugnen : ses deux fils, Haimon et Gautier, sont très dangereusement malades. L'abbé les guérit et Mainon fait don à Marmoutier des églises de Gugnen et de Voel.

La gratitude des malades se manifeste parfois d'autre façon. Les moines de l'abbaye de Noyers doivent un cens annuel de 18 écus à un nommé Alexandre Charbonnel (Cartulaire de Noyers, charte CL, p. 178). Celui-ci, en un cas grave reçoit les soins du médecin de Noyers ; il guérit, et en éprouve un si vif contentement qu'il renonce à sa créance, et cela en présence de témoins.

Cette façon très particulière de régler les honoraires entre autres intérêts, nous montre que le médecin est bien attaché à l'abbaye et dépend de la communauté. Les libéralités de ses clients ne lui procurent aucun bénéfice personnel, mais profitent au monastère tout entier.

L'abbaye du Bec est réputée pour l'instruction médicale qu'on y reçoit. En 1041, un moine médecin, contribue puissamment à la renommée de cette école : Lanfranc, le futur archevêque de Cantorbéry, fait **pratiquer par les clercs les préceptes d'hygiène les plus rationnels**. Dans ses « Decreta », il conseille aux religieux l'usage fréquent des bains, il a soin d'indiquer les

précautions à prendre pour que les bonnes mœurs soient respectées ; il se montre partisan convaincu des exercices physiques, tels que la promenade et la culture de la terre, pour reposer des travaux de l'esprit. La règle qu'il institue pour la tenue de l'infirmerie est des mieux conçues. Il y ordonne formellement l'isolement des malades ; il écarte de la cuisine conventuelle le personnel soignant et le sépare des autres religieux. Les malades graves sont l'objet de précautions dictées par une grande connaissance de la psychologie : il convient de les préparer à la mort et d'adoucir leurs souffrances dernières.

Lanfranc traite quantité de malades. L'abbaye est assiégée par une foule de miséreux implorant le secours du grand guérisseur. Des élèves qu'il forme au Bec, plusieurs sont fort érudits ès choses de la médecine ; Saint-Anselme, qui lui succédera à l'archevêché de Cantorbéry, et Ives, évêque de Chartres (*), ne sont pas les moins illustres.

Avec de tels abbés, les soins ne manquent pas aux moines ; et tant de sollicitude incite ces derniers à leur confier bien simplement leurs misères.

Anselme, abbé du Bec, célèbre théologien et médecin fameux, s'intéresse avec un cœur paternel à la santé

(*) L'évêque Ives écrit : « Les médecins habiles guérissent tantôt par les semblables, tantôt par les contraires. Les éléments secs sont appliqués aux humides, les éléments chauds aux froids et réciproquement. Pareillement, on applique les semblables aux semblables : on mesure les emplâtres aux blessures et aux tumeurs. La chair de scorpion, cuite à l'huile, est un remède contre les morsures de cette bête ; l'« elixir theriacal », fait avec la chair du serpent, guérit les piqûres et sert d'antidote... ». N'était-ce pas de la vaccination ?

de ses religieux. Ses lettres, par ailleurs, contiennent de fréquentes allusions à des cas pathologiques. Il se montre, à plusieurs reprises, assez opposé à la pratique, déjà enracinée, de faire des « voyages » en certains lieux dédiés aux saints pour obtenir la guérison de maladies plus ou moins spéciales. Parmi ces saints guérisseurs figure Saint-Gilles, pour lequel Fulbert (chanoine de Chartres et médecin) a composé un hymne. Saint-Gilles est invoqué dans le cas de maladies nerveuses. Un religieux du Bec, nommé Richard, avant de revêtir l'habit monastique, fait le vœu de faire un « voyage » à un oratoire où le saint était en faveur; n'ayant pu accomplir sa promesse, il s'en désole :

« Audivi quia antequam monachus fieres, in ægritudine vovisti te iturum ad S. Aegidium. Et idcirco modo timidus et nimis sollicitus es de voto illo solvendo. Ita ut quiescere non possit cor tuum nisi ad S. Aegidium iveris » (*).

Anselme le dissuade d'entreprendre ce pèlerinage et le relève de son vœu, montrant par là un grand bon sens, à un moment où le culte des saints guérisseurs se répand d'une façon exagérée (**)

Avec quelle inquiétude il suit la santé de ses moines ! L'auteur des « Médecins dans l'Ouest de la France aux XI^e et XII^e siècles » (p. 98), va nous le conter.

(*) Saint-Anselme. Lettres, liv. III, lettre 33 au frère Ricardus, monachus, pour le dispenser de faire un pèlerinage à Saint-Gilles (Pris dans Dubreuil-Chambardel, p. 97).

(**) Ces pratiques, qui dégénèrent souvent en superstitions, sont combattues maintes fois. Sous Saint-Louis, Guillaume d'Auvergne, évêque de Paris, dissuade pareillement, d'un voyage à Compostelle, des fidèles qui veulent prier Saint-Jacques ; il les engage, ce qui est plus raisonnable et conforme à leurs ressources, à faire pèlerinage bien simplement à l'abbaye de Saint-Jacques de Paris.

Deux religieux, venus faire leurs études au Bec, tombent malades.

Le premier, neveu du P. Lanfranc, élève remarquable, tant par son assiduité que par ses progrès, éprouve une fatigue cérébrale dont Anselme se tourmente. Ce bon prieur requiert l'avis d'un de ses anciens collègues, le P. Albert, qui réside en Angleterre, à Cantorbéry : « Ce sont, dit-il, des douleurs de tête qui sont survenues depuis plusieurs mois et qui prennent le jeune homme presque chaque jour. On a dû suspendre toute lecture, toute étude et toute méditation. Ces céphalées sont surtout localisées aux tempes. Le front est lourd et le malade a toujours la tête penchée en avant. La lumière et le moindre bruit sont insupportables. Après le repas, le visage devient rouge et parfois même toute la face ». Anselme entre dans le détail, afin que le médecin Albert puisse, de loin, les juger et donner son avis sur le traitement à suivre.

Le second est un jeune moine du nom de Maurice ; il vient de quitter le Bec pour rejoindre le P. Lanfranc, à l'évêché de Cantorbéry. Lors de son départ, déjà souffrant, il se plaignait de violentes douleurs de tête que rien ne pouvait soulager. Anselme écrit à Lanfranc : il le met au courant de ces faits, et l'engage à faire visiter le malade par le médecin Albert.

Mais la santé du moinillon tient tant au cœur d'Anselme qu'il écrit en même temps à d'autres religieux pour leur demander des prières. Enfin, il s'adresse directement à Albert et le prie d'apporter toute son attention sur le cas de Maurice (Pour toute correspondance, voir Anselme, « Lettres », livre I, lettres 24, 25, 26, 27 et 28). Cette lettre pleine de cœur est charmante. Anselme lui

rappelle son arrivée au Bec, sa prise d'habit, et insiste sur tous ces vieux souvenirs pour l'apitoyer en faveur de son protégé :

« Domnum Mauritium, nostrum meritis Dominum, conversatione fratrem, cura filium carissimum, quem ad reverendi Domini et Patris nostri archiepiscopi jussionem in Angliam mitimus, quantum apud vos nostra potest amicitia, et ejus exigit infirmitas, et vesta sufficit, operante Deo, medicina, vestris manibus curandum propter Deum committimus ».

Grâce aux soins avisés, Maurice guérit. Anselme en laisse éclater sa joie en de nombreuses épîtres (lettres 34-36).

Pour n'avoir cité, parmi les nombreux médecins de monastères, que Barthélemy, Lanfranc, Anselme et Albert, on n'en remarque pas moins combien profonde est l'empreinte de ces moines très estimés, érudits et médecins. Ils veillent à l'hygiène de leurs abbayes, et, en même temps, ils préludent au réveil des études médicales en France.

Quelle est la situation du médecin dans ces colonies religieuses ?

Le médecin n'a pas alors, pas plus qu'à aucune époque, la réputation d'être infailible. Un compagnon de Saint-Dominique transmet cette anecdote à Etienne de Bourbon :

« Un individu, versé dans la médecine, étant entré en religion, voulut continuer à vivre « physiquement » (A cette époque, on disait concurremment physique ou médecine), c'est-à-dire conformément aux préceptes des physiciens. Il se mit donc à s'abstenir des fèves et des mets les plus grossiers du couvent, alléguant qu'ils ne convenaient point à sa complexion. Qu'advint-il ? C'est que tandis que ses frères travaillaient aux œuvres du Seigneur, lui, toujours malade, demeurait couché à l'infirmerie, affaiblissant son corps par une infinité de remèdes

et allant de mal en pis. Une fois, étant venu manger au réfectoire, il vit la Sainte-Vierge, accompagnée d'une jeune fille d'une grande beauté, faire le tour des tables en tenant à la main une vase rempli d'un électuaire précieux, dont elle versait une cuillerée à tous les frères qui mangeaient la nourriture commune, et tous les mets devenaient aussitôt, pour ceux-là, sains et savoureux. Quand la Vierge arriva devant le moine médecin, il voulut, comme les autres, avoir sa part de cette merveilleuse substance ; mais Elle retira sa main et lui dit : « Puisque vous suivez votre régime, vous n'avez pas besoin du mien ». Le frère alors se repentit et se nourrit comme la communauté, aussi devint-il fort bien portant et trouva-t-il de la saveur aux mets les plus insipides » (2).

Le titre de médecin, dans les colonies religieuses, n'a rien d'officiel, en dehors de la hiérarchie du couvent ; il est simplement donné aux moines qui montrent des capacités sérieuses pour cette science de la santé.

Si l'on peut juger du rang qu'occupe un moine dans un couvent, par la place de sa signature au bas des actes officiels, nous voyons le médecin signer immédiatement après les dignitaires de la communauté. Une preuve plus sérieuse, qui montre leur haute situation morale, réside dans les missions importantes qu'on leur confie parfois. Le médecin Jacques est désigné, en compagnie de personnages éminents, pour représenter Marmoutiers dans plusieurs conciles ; le médecin Guillaume est chargé des affaires litigieuses de l'abbaye de Saint-Aubin. Le médecin assiste aux actes les plus importants de sa communauté : fondation des prieurés, donation d'églises... On le recherche pour rédiger les chartes (*).

(*) L'acte par lequel le duc de Bretagne, Geoffroy, ratifie un accord intéressant le prieuré de Saint-Cyr de Rennes, en 1185, est rédigé par un médecin, mandé à cet effet : « *G. medico per manum cujus tradita fuit carta* ».

(Abbé DENIS. Charte de St-Julien de Tours, t. I, p. 151).

Le rôle du médecin, à l'intérieur du monastère, est assez complexe. Il consiste, d'abord, à soigner les malades dans le local désigné sous le nom d'infirmerie. Ce local peut être très important : par l'acte de fondation de l'abbaye de Cîteaux, en 1094, le prieur est tenu à aménager un local convenable pour abriter 80 malades : « *Pauperes debent esse in numero quatuor vigente quibus debet dari de mane in hospicio domini mei, deauratæ in aliquo loco honesto* ». De telles organisations remplissent le rôle que jouera plus tard l'assistance publique. — L'infirmerie est généralement isolée des bâtiments claustraux et le médecin y a son logement. On y reçoit non seulement les malades de l'intérieur, mais aussi tous ceux de l'extérieur, sans distinction de classes. L'administration de l'infirmerie est dévolue à un des officiers claustraux, l'infirmier, qui en gère les revenus et pourvoit à l'entretien des malades, le médecin n'a donc d'autre souci que de traiter les patients.

Il prépare lui-même les remèdes. L'armoire aux remèdes, « *armœrium pigmentorium* », se trouve dans une salle nommée apothicairerie ; seul, il en a la clef, suspendue à sa ceinture de cuir noir. Les simples sont cultivés avec soin dans un coin du cloître. Cormery, Bourgueil, Marmoutiers sont célèbres pour la richesse de leurs jardins. On y cultive spécialement le lis, qui passe pour calmer les feux de l'amour, la sauge, la lunaire, la rose, le cresson, le cumin, le fenouil, la menthe, le foin grec, la sarcette, la rue, la tanaïsie, le livêche, le pois dont on fait les cataplasmes (Dubreuil-p. 178).

Le moine médecin a encore un rôle d'instructeur. Il

forme des aides, nous dirions aujourd'hui des infirmiers. Il enseigne son art dans certaines abbayes qui possèdent de véritables écoles de médecine, Marmoutiers, Le Bec, Noyers, Fécamp, etc... Les médecins transcrivent parfois des livres de médecine ; on connaît la grande occupation des moines d'autrefois : la copie des manuscrits. Partout se forment de riches bibliothèques : à Marmoutiers, à Bourgueil, à Ouche, au Bec, se conservent, à l'abri des révolutions, toutes les productions de la pensée.

Nous avons vu que la réputation de certains moines dépasse les murs du cloître, à tel point que le médecin du couvent devient le médecin de la région ; parfois même, on le fait venir de très loin.

Le malade ne s'adresse pas directement au médecin ; c'est au directeur de la communauté qu'il demande secours, et ce dernier désigne le médecin.

Ces moines ont fait vœu de pauvreté et n'exigent aucun honoraire ; mais, nous l'avons déjà constaté, en témoignage de leur gratitude, les malades riches font aux monastères des dons plus ou moins importants.

II

LES HOPITAUX DE COUVENTS

Dès les premiers siècles de leur existence, les couvents donnent aide et assistance aux malades et aux miséreux, aux lépreux et aux estropiés. Ils possèdent tous des installations spéciales (infirmaria, hospitale

pauperum), affectées les unes aux hôtes réguliers des couvents, les autres aux étrangers.

Les conciles et leurs règles les obligent à construire des hôpitaux. Le premier synode de Boniface, en 742, ordonne que tout couvent ait pour annexe une xénodochie. Praejectus, évêque d'Auvergne (674) en fait, à ses frais, construire une d'après le mode oriental, et il en confie la charge à des médecins (« *et medicos vel strenuos viros, qui hanc curam gererent, ordinavit* » (3). Weyl, p. 229). L'abbé Desiderius, du Mont-Cassin, bâtit également une xénodochie en dehors de la porte de clôture du monastère.

Par le trente-sixième article de sa règle, Saint-Benoît (480-543) enjoint à ses frères de soigner les malades : « Tout frère malade aura une cellule particulière et un gardien craignant Dieu, appliqué et soigneux ». L'abbé veillera lui-même à ce que les domestiques ne négligent pas les malades (Migne, vol. 66, p. 581).

L'abbaye bénédictine de Fontanelle ou Saint-Vandrille, près Rouen, fondé vers le milieu du VI^e siècle, est déjà muni d'un hôpital, avant sa magnifique transformation par l'abbé Anségis (822-833).

Le couvent de Corbie, sur la Somme, entretient vers 822 un *hospitium infirmorum*. Vers la même époque (820, l'archiprêtre Adelmus fonde à Salerne un hôpital public, en communication avec le couvent des Bénédictins (Puschmann, p. 171).

Le quartier des malades est séparé du corps principal. « *Locus autem ægrotantium, dit la règle d'Isidore d'Espagne, remotus erit a basilica, vel cellulis fratrum,*

ut nulla inquietudine vel clamoribus impediantur » (Schlosser).

L'infirmerie de Saint-Trond (*) semble très confortable : « *Domus infirmorum habens fumarium, sive focarium capellulam, lobiam, cameram dispensatoriam, cameram privatam aliamque privatiorem, ortum autem eque postibus tabulis spinis munitum, ut esset ex ære et viriditate infirmorum aspectibus refrigerium* ».

Le lecteur n'a pas oublié qu'au monastère bénédictin de Hirschau, le prieur doit faire une ronde, le soir, au quartier des malades.

Le plan de Saint-Gall, de 820, mentionne un hôpital isolé, le bâtiment des saignées, l'habitation du médecin et de ses aides, avec pharmacie et logements spéciaux pour les sujets gravement atteints, « *locus valde infirmorum* », vraisemblablement des contagieux ; à proximité, la cuisine et les bains réservés aux malades (Keller).

En 720, Othmar, abbé de Saint-Gall, a déjà construit un « *hospitiolum* » pour les lépreux et des « *mansiones* » pour les pauvres (3), p. 301.

L'Ordo Farfensis, l'un des plus anciens devis de construction du Moyen-Age qui nous soit parvenu, donne la description d'un autre couvent situé dans les Monts-Sabins : nous y avons déjà fait allusion. Dans ce couvent de Farfa, le quartier hospitalier comprend six cellules de malades, dont quatre de même grandeur (8 m. 90×7 m. 60) avec 8 lits et autant de cabinets

(*) Abbaye fondée en 657 par Saint Trudon, dans le Limbourg belge.

d'aisance. On y trouve encore une salle de bains pour les malades, qui, le samedi soir, s'y lavent les pieds, et une dernière salle où les serviteurs nettoient les objets et les vêtements appartenant aux malades.

L'hôpital d'Aegidius, fondé en 1120, par Saint-Otto, au pied du Michaelsberg, près de Bamberg, est soumis par son fondateur à la surveillance du couvent de Saint-Michel. Il comporte un dortoir commun pour les pauvres, ainsi qu'une chambre séparée destinée aux paralytiques. Cet hôpital sera détruit au XV^e siècle.

Au Mont-Cassin, le quartier des malades s'édifie sous l'abbé Odesirius, de 1088 à 1106. Avec sa salle de bains et ses citernes, il surpasse en dimensions et en beauté les bâtiments primitifs de l'abbé Desiderius, provisoirement élevés par lui, en 1057, lors de la reconstruction du couvent (3), p. 301.

Les Cisterciens acquièrent aussi de grands mérites en soignant les malades. A Baumgarten ob der Ens, Himmenrode, Walkenied, Volkerode et Hernalb, ils entretiennent des hôpitaux destinés aux pauvres. En 1208, Siegfried de Blankenbourg en érige un près de Michœlstein ; Pforta en possède un près de Naumbourg, et Celle à Freiberg (Uhlorn, vol. II, p. 80). Le mérite apprécié de ces moines leur attire la direction d'hôpitaux municipaux, comme celui de Sainte-Gertrude à Erfurt.

En France, l'abbaye de Marmoutiers reçoit, dans sa vaste infirmerie, un nombre important de malades, gens de l'abbaye ou personnes du dehors qui s'y font transporter pour y recevoir des soins éclairés (Dubreuil-Chambardel, p. 25).

Les bâtiments de l'infirmerie de l'abbaye de Bour-

gueil sont de même très grands et recueillent des malades de l'extérieur. La charge d'infirmier est un office claustral richement doté de revenus terriens et de rentes (*Idem*, p. 52).

En Touraine, le monastère de Noyers construit au XI^e siècle, une vaste infirmerie, afin d'hospitaliser toutes les personnes qui réclament des soins médicaux (*Idem*, p. 61). Au début du XII^e siècle, le nombre des malades s'accroît au point de nécessiter pour eux une chapelle spéciale (1134). Les religieux ne se contentent pas de l'infirmerie conventuelle ; on leur doit, non loin du bourg de Saint-Gilles, près de l'île Bouchard, la léproserie de Saint-Lazare.

Le vocable d'assistance publique n'est pas encore en usage, mais la chose existe : les soins donnés aux malades et aux pauvres dans les couvents, jusqu'au XIII^e siècle, sont une des plus admirables pages de l'humanité vraie.

NOTES DU CHAPITRE :

« LES INFIRMERIES CONVENTUELLES »

1. — DUBREUIL-CHAMBARDEL. — Les Médecins dans l'Ouest de la France aux XI^e et XII^e siècles.
 2. — A. LECOY DE LA MARCHE. — Les sciences et la médecine au Moyen-Age, p. 101.
 3. — Th. WEYL. — Histoire de l'hygiène sociale (Trad. D^r Robert André). Paris. Dunod, 1910.
-

DEUXIEME PARTIE

L'ÉGLISE ET L'HYGIÈNE COLLECTIVE

CHAPITRE I

L'HYGIÈNE URBAINE

Paragraphe 1

ALIMENTATION EN EAU

L'alimentation en eau, de tous temps, préoccupe les peuples.

Dans l'antiquité, Rome avait le renom d'être la ville la mieux pourvue d'eau ; si elle conserve cette réputation jusqu'à l'époque contemporaine, elle le doit à l'activité des papes (Weyl (1), p. 13 à 19).

A plusieurs reprises, les aqueducs romains semblent voués à la disparition. Pendant le siège de Rome par les Ostrogoths, sous Vitigès, en 537, les assiégeants coupent tous les aqueducs de la ville. Bélisaire, général de Justinien I^{er}, en ferme les débouchés dans la ville afin

d'empêcher les ennemis d'y pénétrer par ce chemin, comme il l'avait fait lui-même pendant le siège de Naples. Ainsi, les dernières conduites romaines sont rendues inutilisables et Rome n'est plus alimentée que par l'eau des sources prenant naissance à l'intérieur même de la ville.

Vers 630, le pape Honorius I, puis Adrien (772-795) et Grégoire IV (827-884) entreprennent de reconstruire l'aqueduc de Trajan : Adrien I^{er} relève également, vers 780, celui de Claude ; mais durant les deux siècles suivants, l'Aqua Marcia probablement refuse son service et Rome ne reçoit presque plus l'eau des travaux anciens, l'eau manque même dans les fonts baptismaux (Gregorovius, Fea, Cassio). Les aqueducs s'écroulent, faute d'entretien suffisant et par suite des dégradations que commettent pendant le siège de Rome les empereurs Frédéric I (1160) et Frédéric II (1240). La situation s'aggrave encore pendant l'exil des papes à Avignon, tandis que l'anarchie règne en maîtresse dans la ville. L'eau est alors colportée par des porteurs et se vend à prix élevé.

Au XV^e siècle, on redouble de zèle et on reconstruit les aqueducs. Paul II les fait entretenir régulièrement (« *quod conservatori semel in mense inquirant fontem Trivii* ». Statut de 1649 — art. 133 — dans le livre de Rodocanachi, p. 164) (2).

Les papes Nicolas V (1447-1455) et Sixte IV restaurent la fontaine Trevi, alimentée par l'aqua Virgo, mais ce sera Benoît XIV qui pourra se vanter de lui avoir rendu son ancienne splendeur.

Depuis 1587, sous Sixte V, l'Aqua Felice, et depuis 1602, sous Paul V, l'Aqua Paola coulent à nouveau dans

la ville. L'eau de ces conduites a suffi jusqu'à ces dernières années à la ville de Rome.

Dans les pays où elles étendaient leur domination, les autorités romaines cherchaient avec ardeur une solution au problème de leur alimentation en eau potable. Les vestiges de tels travaux ne manquent pas en France, en Espagne, en Germanie, en Grèce.

Au Moyen-Age, on ne se désintéresse pas de cette question. Les règlements, en particulier les pénitentiels, offrent de nombreuses preuves de cette préoccupation.

On punit très sévèrement toute souillure des puits. Dagobert I ordonne, en 630, qu'en pareil cas le coupable paie 6 sols d'amende et fasse nettoyer le puits. Les lettres pastorales des évêques du IX^e siècle s'occupent de la souillure des eaux dans les assemblées ; elle s'enquière, par exemple, si l'on n'y boit pas de l'eau dans laquelle se serait noyé un animal comme une souris (Weyl).

Des adresses interdisent et sanctionnent toute souillure de ruisseaux ou de fontaines.

Que l'on consulte les écrits du moine anglais Jean de Salisbury, évêque de Chartres en 1176, on constate que l'autorité ecclésiastique déplace églises et couvents, en pénurie d'eau. Honoré III autorise, en 1219, le transfert à Salisbury de la cathédrale Old Sacrum, car les chanoines « *aquam coguntur tanta pecunia comparare quæ alias posset sufficere ademptionem communis potus regionis illius* » [*Registrum Sarisberiense ed Jones* (Rolls series 1884) II, 6)].

Une des plus anciennes conduites du Moyen-Age est celle du couvent de Saint-Gall, elle date du IX^e siècle ;

il en est une des plus ingénieuses au couvent de Lobbes, Belgique (Weyl).

TRAVAUX DE DÉFENSE CONTRE LES EAUX, D'ASSÈCHEMENT ET D'IRRIGATION. — Dans le haut Moyen-Age, par suite des dernières invasions et des guerres, la majeure partie du sol de l'Occident est le domaine de la forêt, de la lande ou du marécage. L'assainissement, puis l'utilisation du sol est encore dû en grande partie à l'Eglise, qui fait de la colonisation une œuvre sainte ; les principaux artisans en sont les ordres monastiques français (Boissonnade (3), p. 281). Les 2.000 prieurés de nos Clunisiens, les 3.200 abbayes de nos Cisterciens, les nombreux monastères de nos Chartreux et Prémontrés sont les centres de ces milliers de pionniers. Les chefs d'Etats féodaux ou monarchiques contribuent également souvent à ce mouvement de colonisation.

En même temps qu'en Angleterre, aux Pays-Bas et en Basse Allemagne, les moines dessèchent en France (*idem*, p. 282), les terres basses ou marais de Saint-Omer et du Calaisis, les marais du pays de Caux, de l'estuaire de la Seine, de la Dive, du bas Cotentin, de la basse Loire, de la basse Provence, de la Limagne, etc... Les associations de « levadiers » endiguent le bas Rhône ; le marais Poitevin est sillonné de lignes de « bots » (digue) et de réseaux d'écluses et de canaux.

En haute Italie, princes, abbayes cisterciennes, paysans, s'unissent de même et dessèchent et assainissent les marais du Mantouan, du Ferrarais, du Crémonais, du Bas-Milanais, etc...

C'est à cette magnifique colonisation (*id.* p. 285), qui constitue l'un des titres de gloire de l'Occident chrétien,

et où la France joue le principal rôle, qu'est due l'hégémonie des pays d'Occident.

Paragraphe 2

HYGIENE DES RUES

Dans les premiers temps du Moyen-Age, les grandes voies romaines servent seules au trafic de notre côté des Alpes.

Les rois francs, dont les ordonnances ne sont souvent pas exécutées, n'arrivent guère à entretenir l'héritage des temps passés (I) (Weyl, p. 35).

Le développement des villes apporte une amélioration à ce régime de choses ; la route se continuant à l'intérieur de la ville, il faut qu'au moins là elle soit en bon état. L'entretien consiste d'abord à balayer la boue et à combler les trous.

Peu à peu, on reconnaît la nécessité du pavage ; on ne veut pas seulement faciliter le trafic, on a surtout en vue l'assainissement de la rue. On sait la réputation de Paris, autrefois Lutèce, ville pleine de boue. Il faut remonter à Philippe-Auguste pour trouver les ordonnances de pavage des rues principales aux frais des habitants. Un malaise du roi, regardant par les fenêtres de son château, — aujourd'hui le palais de justice, — et fortement incommodé par l'odeur de voitures de déchets passant dans la rue, provoqua ces ordonnances (4) (Franklin).

En Angleterre, il faut, sous Edouard I^{er}, en 1300, une sommation fondée de l'Université, alors aux mains du clergé, pour que la ville d'Oxford, où la malpropreté des rues engendre de terribles épidémies, soit pavée (Weyl, p. 38).

Un siècle plus tard, Londres suit cet exemple, puis d'autres villes anglaises.

Vers la fin du Moyen-Age, l'administration des villes, presque toujours sous l'influence de l'Eglise, interdit le dépôt des immondices dans les rues et les places.

Dès la seconde moitié du X^e siècle, Erchenbald, évêque de Strasbourg (965-991) ordonne le dépôt des déchets et ordures à certains lieux prescrits, et il organise le nettoyage des rues. Les villes de Bâle et de Krakau édictent de semblables ordonnances, respectivement en 1417 et 1373 (Weyl, p. 45).

Un grand ennemi de la propreté des rues est la divagation des porcs. Elle n'est interdite que vers la fin du Moyen-Age par des ordonnances de police, dont les premières semblent avoir été prises en France (dès le début du XII^e siècle, à Paris. — Franklin) (4).

A Strasbourg, par contre, sous l'évêque Erchenbald, l'élevage des porcs est permis, à condition que leurs gardiens soient employés au nettoyage des rues (Weyl, p. 46).

Au Danemark, l'Eglise suscite une loi sur l'entretien consciencieux des chemins et des ponts (Hurter (6), p. 266). Car les voyages deviennent fréquents, et urgente est la nécessité d'édifier des ponts. Des associations pieuses, se chargent alors de réunir les fonds nécessaires à ces constructions longues et difficiles, et de secourir les voyageurs malades : ce sont les Frères Pontifes

(voir chap. les ordres hospitaliers). Leurs travaux ont la plus étroite relation avec l'histoire des asiles de nuit : il y a presque toujours un hospice établi à la tête des ponts d'une certaine importance ou au moins dans le voisinage immédiat (7).

A Rome, le nom des papes s'attache à l'histoire de l'hygiène urbaine, et pendant le transfert de la cour pontificale à Avignon, cette influence salubre s'éclipse avec elle ; la ville présente un aspect lamentable ; les rues sont encombrées d'immondices, défoncées ou hérissées de pierres, les places publiques servent de dépotoirs, partout ce n'est que cloaques (Rodocanachi (2), p. 149).

Martin V réagit contre ce laisser-aller et, le 31 mars 1425, il publie un bref : « Les bouchers, les marchands de poissons, les peaussiers, les tailleurs ont envahi les plus beaux quartiers et y exercent leur industrie, jetant sur la voie publique les viscères, les intestins, les têtes, les pieds, les carcasses, les peaux des animaux tués, des poissons pourris, du fumier, des matières fécales ». Les murailles tombent en ruine, les ponts s'effondrent. Pour remédier à cet état de choses, il renouvelle la magistrature disparue des « *magistri ædificiorum* ». Il accroît le pouvoir de ces administrateurs, en leur donnant également le titre de « *magistri viarum* » que justifient leurs nouvelles fonctions.

Calixte III, le 16 juin 1455, étend encore les pouvoirs de ces « *magistri* », chargés de veiller à la propreté des voies et à la viabilité.

Paul II manifeste sa sollicitude envers le peuple en faisant nettoyer les rues, curer les égouts, visiter les aqueducs, afin d'empêcher le retour de la peste, et de

mettre un terme aux épidémies de plus en plus meurtrières (2), p. 164). La protection des eaux qui alimentent la fontaine Trévi est assurée avec un soin tout particulier (articles CXXVI à CXXXI des nouveaux statuts de 1469) ; défense est faite de détourner ces eaux. Il est interdit de jeter dans le cours du Tibre des immondices (*quod nullus projiciat immunditias in cursibus aquarum*) sous peine d'une amende de 40 sols (article CLXIII des nouveaux statuts de 1469) (Rodocanachi (2), p. 164).

Paragraphe 3

HYGIENE DE L'HABITATION

L'alimentation en eau s'améliore d'après l'exemple reçu des Romains : on fore des puits dans les cours des habitations et l'on y puise au moyen de chaines et de poulies, comme c'est encore aujourd'hui le cas à la campagne. Dans les monastères, l'autorité ecclésiastique se préoccupe toujours du bon approvisionnement en eau (Cf. chapitre : alimentation en eau). Otto de Bamberg (1062-1121) a soin de pourvoir d'eau potable les couvents qu'il fonde et fait couler celle-ci par un griffon de plomb.

Au début, les conduites d'eau sont en bois ; on les nomme, durant tout le Moyen-Age « teuchel ou deuchel » (Weyl (1), p. 75).

Quant à l'évacuation des eaux ménagères, on ne semble pas s'en préoccuper beaucoup. Pourtant, un

évêque de Strasbourg, Erchenbald (965-991) organise le nettoyage des rues et prescrit l'évacuation des immondices vers un endroit déterminé.

Au X^e siècle, apparaissent des perfectionnements dans la construction des maisons, qui, pour la plupart, sont en bois. Et là où la technique marque un grand pas en avant, c'est dans les couvents, dont la vie impose une grande quantité de bâtiments séparés les uns des autres, comme les maisons d'habitation, les dortoirs, les églises, les hôpitaux, les asiles, les maisons des laboureurs, les granges, etc...

LES COUVENTS. — Au début du X^e siècle, les couvents sont bien mieux installés que les maisons bourgeoises. Leur architecture se rapproche de celle des palais impériaux, mais elle en diffère en ce qu'elle répond mieux aux exigences de la vie monastique, tandis que celles des palais est adaptée aux nécessités de la représentation.

La différence entre les couvents et les habitations ordinaires s'explique aisément par ce fait que les couvents peuvent s'assimiler, dans leurs constructions, toutes les ressources de l'art, qu'ils disposent de puissants moyens et sont, autant que possible, épargnés au milieu des dévastations et des guerres.

En outre, les couvents de cette époque sont le plus souvent de véritables villes cloîtrées : à Centula (Saint-Riquier, Dép. Somme), vers 793, il y a plusieurs rues habitées par les artisans devant fournir aux besoins du couvent les ustensiles en fer, les harnais, les tissus, la boulangerie, les articles de cuir, la bière, etc... Le couvent dispose d'une garde de 110 soldats et, est environné de 2.500 habitations pour des laïques, qui paient

tous les ans une redevance. Il faut entretenir tous les jours 300 pauvres, 150 veuves, et 60 clercs. Au couvent, se rattachent aussi 117 fermes gérées par des vassaux, à charge aussi de fournir les soldats pour sa défense (1), p. 77).

Le plan de construction du couvent de Saint-Gall (en Suisse) (*), qui date du IX^e siècle et semble répondre au type idéal d'un couvent de Bénédictins de cette époque, mentionne à part l'église et le chemin de croix, un dortoir, un réfectoire, une auberge, une maison pour l'abbé, une école, une maison pour les étrangers, une pour les malades, un noviciat, des habitations pour les artisans, une brasserie, des écuries, un jardin et un cimetière. La maison de l'abbé, l'abbaye, est à plusieurs étages et se compose d'une maison d'habitation et d'un dortoirs reliés par une allée couverte aux cabinets d'aisance (*requisitum naturæ*). La maison d'école contient la salle de classe éclairée par des lucarnes supérieures et séparée de l'extérieur par un vestibule. Les habitations des maîtres l'entourent et sont aussi reliées aux cabinets d'aisance par une allée (*exitus necessarius*).

Dans l'hôtellerie, se trouve une salle de conversation munie d'un foyer. Tout autour sont rangées des pièces servant de chambres à coucher, à chacune desquelles est annexée une chambre de domestique. Les cabinets (*necessaria*) affectent la même disposition précédemment notée. Le dortoir comprend une centaine de

(*) D'après Hirsch (Historisch-geographische Pathologie), Saint Othmar est un des fondateurs du couvent de Saint-Gall, il en est abbé en 720. Une léproserie attient à ce couvent.

cellules, et se trouve aussi en communication avec le « necessarium » par une allée. Celui-ci comporte neuf sièges exposés au midi, un chandelier et un banc de repos. Le même toit abrite l'installation de bains et le frigidarium, où l'on prend des ablutions froides après le bain de vapeur.

L'auberge pour les pèlerins et les pauvres (*domus perigrinorum et pauperum*) est de même arrangement que l'hôtellerie pour les hôtes de marque ; on n'y trouve cependant pas de cabinets d'aisance, ni de système de chauffage.

La maison du médecin se compose d'un appartement pour lui et ses aides, d'une pharmacie et de pièces pour les malades gravement atteints. Les chambres sont chauffées et possèdent deux cabinets ; un bâtiment spécial est réservé aux saignées. Il contient quatre fourneaux, six bancs muraux, autant de tables, et un cabinet séparé. A proximité enfin sont installés des cuisines et des bains pour les malades.

La description de la ronde que le prieur Hirschau (*) entreprend, deux fois par jour, matin et soir, à travers son couvent, nous donne d'autres renseignements sur l'édification de ces cloîtres. Il visite tout d'abord le cloître et la cellule des moines, puis l'église des clercs, le réfectoire, l'école et l'hôpital ; en outre, et ceci permet de juger de l'hygiène exigée, il parcourt tous les cabinets d'aisance du couvent. La seconde ronde se fait en sens inverse (Weyl (1), p. 79).

(*) Hirschau est un village du Wurtemberg, où l'on voit les belles ruines d'une abbaye de Bénédictins, fondée en 830 et détruite en 1692 par Mélach.

Mieux encore que le plan du couvent de Saint-Gall et la *Constitutio Hirsaugensis*, l'*Ordo Farfensis*, c'est-à-dire la description du couvent de Farfa, construit à mi-chemin entre Rome et Naples, dans les monts Sabins, nous donne une idée de leur construction. Détruit au début du X^e siècle par les Sarrazins, il est réédifié sur les plans de celui de Cluny, à la fin de ce même siècle.

D'après l'*Ordo Farfensis*, les principaux bâtiments du couvent sont : l'église, le chapitre, l'auditorium et le dormitorium.

Pour avoir une idée du cube d'air de ce dortoir, nous en donnons les dimensions : 160 pieds de long (52 m. 80), 24 de large (8 m.) et 23 de haut (7 m. 50) ; le jour y pénètre par 97 fenêtres à vitres. Chaque fenêtre a la hauteur d'un adulte se haussant sur la pointe des pieds, et une largeur de deux pieds et demi. Au dormitorium se rattachent les latrines avec 45 cabinets d'aisances. Elles sont éclairées par 17 fenêtres ayant chacune trois pieds de haut. A proximité se trouve le bâtiment contenant le chauffage central. Le réfectoire des clercs, de forme carrée, est éclairé par huit fenêtres ; il est situé dans le voisinage immédiat de la cuisine. Celle-ci mesure 30 pieds de long et 15 de profondeur. Mentionnons le quartier des malades, que nous reverrons au chapitre : hôpitaux.

Au quartier des laïques, l'hôtellerie pour les étrangers de marque mesure 135 pieds de longueur et 30 de largeur. Elle se divise en 3 parties, la salle à manger commune, l'habitation des hommes, celle des femmes. Chaque habitation contient 40 lits et autant de cabinets d'aisances. Plus loin, ce sont les écuries et les asiles

pour les pauvres, et enfin l'installation de bains avec 12 cabines (1), p. 79).

C'est là un degré supérieur d'hygiène, que rend manifeste la comparaison avec le régime relevant des pouvoirs publics plusieurs siècles après.

Sous Louis XIV, la Reynie fera de louables efforts pour transformer Paris, qui s'embellira rapidement. Pourtant les conditions sanitaires des habitations seront toujours mauvaises, car la plupart d'entre elles ne posséderont pas de fosse. Plus d'un s'en ira chercher une petite place tranquille près du perron d'un monument public. Ni le Louvre, ni le Palais de Justice ne seront exempts de pareilles ordures, et les châteaux de Saint-Germain, de Vincennes, de Fontainebleau, malgré toute leur splendeur, revêtiront un aspect malpropre à cause de multiples souillures dont ils seront garnis. Paris possèdera alors 400.000 âmes, mais il y aura toujours danger à parcourir les rues le soir, de s'exposer aux « ondées et aux averses aromatiques ». Il ne faudra vider ses ordures qu'après avoir crié trois fois le mot désormais historique et interdit dès 1395, de « Gare l'eau ». On ne se sentira plus en sûreté que le long des maisons, et il sera de règle d'abandonner ce chemin aux dames que l'on accompagnerait.

Dans nombre d'habitations, le « privé », c'est-à-dire la chaise percée, sera considéré comme un luxe. Les rois de France des XVI^e et XVII^e siècles, de même que les gens de qualité en posséderont. Ils seront tendus de drap et d'étoffes précieuses ; le vase sera de cuivre ou d'argent.

Ce sera sur une chaise percée que Henri III, Louis XIII et Louis XIV, divers princes et des dames

de l'aristocratie donneront leurs audiences ou prendront leurs repas.

Mais ces sièges seront plutôt des raretés. Il ne restera donc plus qu'à se soulager dans les couloirs des châteaux, ou bien même dans les chambres, soit dans la cheminée, soit contre les murs.

Au XVII^e siècle, on aura si peu cette notion de bien-séance que l'on dégradera ainsi les murs de la grande salle du Palais de Justice de la façon la plus répugnante (Franklin (4) — Weyl (1)).

Il est facile de résumer la leçon de ce chapitre. L'hygiène de l'habitation s'accuse pendant longtemps des plus rudimentaires, et le Moyen-Age est bien loin d'être la seule époque à supporter cette critique. Dans les établissements relevant des pouvoirs ecclésiastiques, par contre, dans les monastères principalement, les conditions sanitaires sont nettement supérieures, et sur bien des points dignes d'être encore admirées.

NOTES DU CHAPITRE : « HYGIENE URBAINE »

1. — WEYL. — Histoire de l'hygiène sociale. Paris. Dunod, 1910.
2. — RODOCANACHI. — Institutions communales de Rome, sous la papauté (1901).
3. — BOISSONNADE. — Le travail dans l'Europe chrétienne au Moyen-Age.
4. — FRANKLIN. — La vie privée d'autrefois. - L'hygiène (1890).
5. — FRANKLIN. — Rues de Paris en 1636 et hygiène publique depuis le XII^e siècle.
6. — HURTER. — Tableau des institutions de l'Eglise au Moyen-Age (Trad. Cohen), t. III. Paris. Debécourt, 1843.
7. — LÉON LALLEMAND. — Histoire de la Charité (t. III). Paris. Picard, 1906.

CHAPITRE II

L'EGLISE ET LA PROSTITUTION

Sa décrépitude ne permit pas à l'Empire romain de lutter contre l'immoralité croissante et, par suite, contre les maladies vénériennes. L'Eglise chrétienne l'entreprit. Et pourtant, à première vue, il semble que la loi de l'esclavage, en donnant aux particuliers les moyens de satisfaire la fantaisie de leurs désirs sans sortir de leurs maisons, devait écarter la prostitution. Elle en fut, au contraire, une cause très active, car elle n'empêcha pas les désordres domestiques, qui allèrent s'aggravant en même temps que la dissolution des mœurs.

Paragraphe 1

LA PROSTITUTION AVANT LE CHRISTIANISME. — La prostitution, sous la Rome impériale, est trop connue pour que nous en parlions plus longuement. Les bains publics servaient la plupart du temps de lupanars. Des lois très dures (*) furent promulguées pour mettre un frein à toute cette débauche. Mais elles ne purent rien arrêter. Les filles publiques, les entremetteurs et entremetteuses, les tenanciers de cabarets ou de bains, furent déclá-

(*) Lois Julia et Papia.

rés infâmes par la loi. La note d'infamie était encourue de plein droit par l'exercice de l'une de ces professions (Sabatier, p. 43). C'était une espèce de mort civile : la libre jouissance de leurs biens leur était interdite ; on les privait de la tutelle de leurs enfants ; ils étaient incapables de charge publique, n'étaient reçus à former aucune accusation en justice ; leur serment y était refusé (**). Les prostituées ne pouvaient effacer cette tache en changeant de conduite, même si elles reprenaient leur premier genre de vie ; car la turpitude, dit la loi, n'est pas abolie par l'intermission (***)).

Constantin le Grand, après avoir embrassé le christianisme, voulut endiguer la débauche. Les femmes libres, qui se faisaient esclaves, furent fouettées et brûlées ; les crimes contre nature furent punis de la manière la plus sévère, et les enlèvements punis de mort (Cod. Just. IX, XI, et XIII — cité par Weyl, p. 373).

En 533, Justinien promulgua la loi « *de raptu virginum seu viduarum nec non sanctimonialium* » (Col. Just. Vol. II — Lib. 9 — XIII — Cité par Weyl, p. 374) (1) par laquelle les ravisseurs voyaient leurs biens confisqués et étaient punis de mort.

(**) Leg. palam,

Leg. 15 et mul, de curat. fur., etc... ;

Leg. 12 cui bono, de verb. obligat. ;

Leg. 4 Is qui, de accusat. et inscript. ;

lib. III — tit. II, de his qui not. inf. et gloss.

(***) Leg. 43, ff. deritu nuptiar, § 4, tit. II. Cette loi romaine obligeait les filles à se faire inscrire sur un registre spécial, pour obtenir la *licencia stupri* : cette loi les frappait, dès lors, d'une infamie indélébile.

Paragraphe 2

L'ACTION DE L'EGLISE

LA SANCTIFICATION DU MARIAGE. — Dès son origine, l'Eglise proclame la sanctification du mariage. L'adultère n'est plus seulement interdit à la femme, il l'est encore au mari. « Comme la femme n'appartient qu'à son mari, le mari ne doit appartenir qu'à sa femme ». C'est le langage de Saint-Ambroise : « *Omne stuprum adulterium est, nec viro licet quod mulieri non licet* ». (*Corpus juris canonici* — ed. Friedberg — *pars prior.*, p. 1128 — cap. IV-1879) (2).

SA MISÉRICORDE. — Inspiratrice constante et guide respecté au Moyen-Age, l'Eglise lutte sans cesse contre la prostitution (Rabuteaux, p. 19) (3). Il n'y avait aucun vice qui soit une révolte plus audacieuse contre la foi chrétienne, qui répugne davantage à ses principes de renoncement. Mais l'Eglise tient compte de la faiblesse humaine et ne refuse pas son pardon à la coupable repentante.

Des chrétiens, d'ailleurs, ne sauraient oublier qu'une courtisane a essuyé de ses beaux cheveux les pieds du Christ, après les avoir inondés de ses larmes, et qu'elle a été pardonnée par de magnifiques paroles qui révèlent, dans l'amour même le plus déréglé, les traces de sa divine origine. La foi nouvelle a donné aux générations, pour ouvrir les portes du ciel, la clef d'or du repentir (Rabuteaux). « Nous ne demandons pas aux chrétiens, disait Saint-Jérôme (*Epistola ad Furiam*)

comment ils ont commencé, mais comment ils finissent ». « *Non quærentur in Christianis initia sed finis. Paulus male cœpit sed bene finivit..... Quanto fœdior tanto pulchrior* » (S. Hyeronimi, epistolæ, edit. de Paris, 1553, *epistola ad Furiam*, I, p. 29).

Ainsi, depuis Saint-Jérôme et Saint-Augustin jusqu'à Saint-Thomas, depuis le concile d'Elvire, au commencement du IV^e siècle, jusqu'à celui de Milan, vers la fin du XVI^e siècle, l'Eglise ne se lasse pas de s'élever contre les impuretés de la chair ; mais, miséricordieuse avant tout, elle aplanit toutes les voies du retour et du pardon devant les victimes des passions qui sont de tous temps.

La loi romaine couvrait d'une infâmie indélébile la femme coupable et en lui interdisant le mariage, le christianisme ne voit en elle qu'une pécheresse (mot plein d'espérance, qui fait, dans le lointain, entrevoir le repentir) ; et il épuise toutes les indulgences pour la ramener au bien.

Le concile d'Elvire, le concile d'Aix, entre autres, réconcilient, sans exiger aucune pénitence, la femme débauchée qui, renonçant à ses désordres, se marie et conserve la foi conjugale. Dans l'âme corrompue et flétrie, la foi reconnaît encore la création de Dieu et s'efforce de lui rendre sa primitive beauté (Rabutaux, p. 19) (3). C'est la brebis égarée de l'Evangile à ramener dans le troupeau. N'y aura-t-il pas plus de joie dans le ciel pour un pécheur qui se repent que pour 99 justes ? Et on peut lire dans les canons du concile de Tolède de 750 : « *Licet fuerit meretrix, licet multis corruptoribus exposita, si nuptiale incontaminatum fœdus serva-*

verit, prioris vitæ maculas posterior munditia diluit » (4).

Mais, miséricordieuses aux courtisanes, les lois chrétiennes réservent leur sévérité pour ceux qui exploitent ces malheureuses et vivent de la débauche publique.

A. — SA LUTTE CONTRE LA PROSTITUTION :

1. — *Elle l'interdit aux fidèles.* — Conciles et synodes luttent vigoureusement contre l'immoralité. Le synode d'Elvire de 306 dit : « *Ne feminæ in cœmeteriis pervigilent. Placuit prohiberi ne feminæ in cœmeteriis pervigilent. Eo quod sæpe sut obtentu orationis latenter scelera committunt* » (Hefele — vol. I, p. 170 (5)).

Tout en luttant sans répit contre la débauche, l'Eglise a compris dès les premiers temps la nécessité d'une prudente modération dans la répression de la prostitution.

Au concile de Bâle, en 1431, un des membres expose, devant les pères de cette assemblée, les principes inspireurs de la législation médiévale et les représente comme les gardiens les moins impuissants de la décence publique.

2. — *Elle frappe d'ignominie publique les prostituées.* — Les règlements principaux se réduisent à reléguer les femmes débauchées dans un quartier éloigné et peu fréquenté des villes ; à les rassembler sur un même point, afin qu'on éprouve plus de répugnance à les aller trouver ; à leur imposer un costume particu-

lier, qui les fait reconnaître, qui rend publique leur honte, et qui préserve les femmes de bien des insultes et des agressions de la brutalité.

Du reste, l'Eglise saisit bien la difficulté de supprimer toute prostitution. On peut voir dans les articles du concile de Milan, sous l'épiscopat de Saint-Charles Borromée, un titre spécial affecté à la prostitution, et qui ne fait guère que résumer les mesures prises au Moyen-Age au cours des différentes phases de la lutte contre ce mal (6) :

1. — Afin que les prostituées soient tout à fait distinctes des femmes honnêtes, les évêques veilleront à ce qu'elles portent apparemment quelque habit qui fasse connaître à tous leur condition honteuse et leur genre de vie.

2. — Il ne faut pas leur permettre, même si elles sont étrangères à la localité, de passer la nuit ou de demeurer dans les tavernes ou dans les auberges, sinon pour cause de voyage. et encore, sera-ce pour un seul jour.

3. — Ils auront soin de leur assigner, dans chaque ville, un lieu de séjour, éloigné des églises majeures et des quartiers fréquentés, dans lequel lieu il leur sera permis d'habiter, à cette condition que, si elles louent en dehors des limites de ce lieu une maison en tout ou en partie ou qu'elles habitent plus d'un seul jour dans quelque autre maison de la ville, pour quelque cause que ce soit, elles soient sévèrement punies, elles, les propriétaires ou les locataires. Cette mesure de police est confiée particulièrement à la piété éclairée des princes et des magistrats.

4. — C'est à eux aussi que nous nous adressons, pour qu'ils interdisent aux femmes de mauvaise vie l'usage des pierres précieuses, de l'or, de l'argent, de la soie dans leurs vêtements.

5. — Qu'ils expulsent de leur territoire tous ceux qui tirent bénéfice de la traite des femmes.

(St Charles Borromée — Acta Ecclesiæ Mediolanensis — Paris. Jean Jost, 1643, p. 291).

3. — *Elle lutte sans merci contre le proxénétisme.* — Il est un crime contre lequel l'Eglise est toujours implacable et que le législateur ne tolère et ne considère

jamais avec indulgence, c'est celui des individus dégradés, qui vivent de la débauche d'autrui, et mettent un art infernal à l'exciter et à en tirer profit.

Au canon 12 du concile d'Elvire (an 300), on lit :

« *Mater vel parens vel quælibet fidelis, si lenocinium exercuerit, eo quod alienum vendiderit corpus vel potius suum ; placuit eam nec in finem accipere communionem* » (Hefele. Leclerc. Les Conciles. T. I., p. 228) (5).

Ce canon menace d'une excommunication perpétuelle tous ceux qui livrent les enfants à la prostitution, non pas seulement les mères, mais aussi les pères et toutes les autres chrétiennes (car ce sont habituellement les femmes qui se livrent à cet odieux trafic). Les mots « *Vel potius suum corpus* », etc., explique dom Leclercq, ne s'appliquent évidemment toutefois qu'aux père et mère de la jeune fille prostituée : ils vendent, en effet, leur propre chair et leur propre sang en vendant leur fille.

La réconciliation, même avant la mort, est donc refusée à ceux qui commettent le « *lenocinium* ».

Le châtement corporel appliqué aux proxénètes est, en général, arbitraire, proportionné à la qualité des parties et aux circonstances du fait.

Une ordonnance du prévôt de Paris, du 18 septembre 1367, fait « défense à toutes personnes de l'un et l'autre sexe de s'entremettre, de livrer ou administrer femmes pour faire péché de leur corps, à peine d'être tournées au pilori et brûlées, c'est-à-dire marquées d'un fer rouge et chassées hors de la ville » (Delamarre, traité de la Pol., livre III, titre V, p. 443) (7).

Parfois, on aggrave la peine en brûlant les cheveux de la condamnée. Ainsi, vers 1399, le bailli et les offi-

ciers de l'évêque de Paris, pour punir une femme qui a « recepté et retrait plusieurs hommes et femmes mariées, et les a esté et envoyé querir par ses certains messaiges » ordonnent qu'elle soit « pilorisée, les cheveux bruslez, bannie de la terre dudit evesque, et tous ses biens confisque » (8) (Ducange-Gloss, V^e Capilli).

Le châtiment, peut-être le plus souvent cité et le plus bizarre est usité à Toulouse. D'abord infligé aux blasphémateurs, il n'est que plus tard étendu aux entremetteurs et « quelquefois aux prostituées » (Lafaille, annales de la ville de Toulouse, cité par Rabutaux, 1687 — in-fol. T. II, p. 188) (3). Jousse nous en brosse le tableau (Traité de la justice criminelle de France, 1771, in-4^o, T. III, part. IV, livre III, tit. XXXII, N^o 9, p. 813) :

« On conduit à l'Hôtel de Ville celle qui est condamnée pour ce crime ; l'exécuteur lui lie les mains et la coiffe d'un bonnet fait en pain de sucre, orné de plumes, avec un écriteau derrière le dos ». Cet écriteau affiche la véritable qualification de la coupable. « Ensuite elle est conduite, près le pont, sur un rocher qui est au milieu de la rivière ; là, on la fait entrer dans une cage de fer faite exprès, et on la plonge à trois fois différentes, et on la laisse pendant quelque temps, de manière cependant qu'elle ne puisse être suffoquée, ce qui fait un spectacle qui attire la curiosité de presque tous les habitants de cette ville. Cela fait, on conduit la coupable à l'hôpital, où elle est condamnée à passer le reste de ses jours dans le quartier de force ».

Une peine semblable se pratique à Bordeaux (8) (Ducange, V^o — accabussare).

Sous le pontificat de Paul II celui qui a vendu une fille publique, pour la livrer à la débauche, est condamné à une amende de 200 livres en monnaie de Provins, et, s'il ne s'est pas acquitté dans les 10 jours, il a le pied coupé.

« *Item statuimus et ordinamus quod si quis aliquam mulierem seu meretricem alteri vendiderit libidinis causâ puniatur in ducentis libris provisinorum et si infra decem dies non solverit, amputetur ei pes ;... ».*

(Extrait des statuts de la ville de Rome, compilés par ordre du pape Paul II — *Liber secundus* — Cap. LIX — *De vendente mulierem causa libidinis* — cité par Rabuteaux (3) p. 54). Ailleurs, c'est l'amputation de la main droite, les verges ou l'exil.

Si le proxénétisme est constamment réprimé d'une façon sévère, la prostitution ne subit pas toujours le même sort. Il faut bien constater que l'action de l'Eglise est maintes fois entravée par la mauvaise conduite de quelques-uns de ses clercs, brebis galeuses qui parsèment toujours un troupeau.

Vers la fin du VII^e siècle, des ecclésiastiques sont même possesseurs de maisons publiques. C'est pourquoi le synode de Trullan, en 692, ordonne, dans son canon 86 : « quiconque tient une maison de prostitution, sera, s'il est clerc, déposé et excommunié, et, s'il est laïque, excommunié » (Hefele, Leclercq, vol. III, p. 573) (5).

Le concile de Tolède, en 693, déclare, dans son canon 3 : « Le progrès de la sodomie rend nécessaire la promulgation de peines sévères. Si un évêque, un prêtre ou un diacre se rend coupable de ce péché, il sera déposé et exilé à tout jamais. En outre, l'ancienne loi en vertu de laquelle les sodomites sont exclus de tous rapports avec les chrétiens, fouettés ignominieusement, tondus et exilés, reste en vigueur » (Hefele — Leclercq — t. III, p. 584) (5).

Certains prédicateurs, même, n'hésitent pas à poursuivre avec violence les évêques, prêtres et clercs

voluptueux. Dans plusieurs provinces, en Normandie surtout, le sacerdoce est tombé dans le plus honteux avilissement. « Comment voulez-vous qu'ils prêchent ? dit Alain de Lille (ms. lat. 18172, f^o 22 — Bibl. nat.). Leur parole les accusera comme des réprouvés. Ils n'osent pas prêcher, de peur de publier leur infâmie (*) » (9) (L. Bourgain — La chaire au XII^e siècle, p. 280).

Saint-Bernard ne peut contenir son indignation : « Une maladie contagieuse circule aujourd'hui dans tout le corps de l'Eglise ; elle y répand un mal d'autant plus dangereux qu'il est plus intérieur » (Id., p. 280) (9).

L'évêque Hildebert s'écrie : « Comment un laïque peut-il respecter un commandement qu'il voit méprisé par un prêtre ? Comment peut-il abhorrer les impuretés de la chair, lorsqu'il entend dire qu'il y a des prêtres et des clercs couverts d'infâmie ? » (Id., p. 285) (9).

L'Eglise a beaucoup à souffrir de l'inconduite de certains de ses représentants. Le célibat qu'elle exige de ses clercs ne peut subsister que chez des hommes au caractère trempé, dont les aspirations morales sont plus fortes que les désirs de la chair. Or, à toutes les époques où les laïques exercent dans la nomination des évêques une influence prépondérante, au temps de la célèbre querelle des investitures, par exemple, des sujets peu dignes du sacerdoce sont revêtus de dignités ecclésiastiques. Il faut lire, sur ce sujet, les beaux ouvrages d'A. Fliche sur « La Réforme grégorienne ».

(*) Il suffit de feuilleter, par exemple, l'histoire ecclésiastique des Francs, de St-Grégoire de Tours, pour en trouver des preuves.

Ces abus, qui troublent l'Eglise, rendent, sans aucun doute, la lutte contre la prostitution des plus difficiles.

Les décrets promulgués. — Pour connaître les premières mesures prises en France contre la débauche, il faut étudier les Capitulaires, dont beaucoup d'entre eux ont, comme nous l'avons dit (Cf. chap. I), une valeur canonique réelle.

Depuis Clovis jusqu'à Charlemagne, les évêques sont les véritables législateurs et le code ecclésiastique domine tous les autres codes.

La prostitution n'a donc pas cours régulier et légal. Mais s'il n'y a pas, dans les villes gouvernées par les évêques, à proprement parler de courtisanes, de prostituées de métier, les concubines ne manquent pas et les rois ne s'en privent pas toujours.

Pépin IV, dans son capitulaire de 744, décrétait :

« Similiter decrevimus ut laici homines legitimi vivant, et diversi fornicationes non faciant... Et omnes clerici fornicationem non faciant ».

Néanmoins, la première mesure officielle, prise en France contre la prostitution, est dans un capitulaire de Charlemagne (10) : c'est une prohibition absolue.

L'empereur ordonne de faire des enquêtes sévères dans les demeures princières, comme dans celles des serfs, dans les maisons des chrétiens, comme dans celles des juifs, dans les marchés enfin, afin de dépister les filles publiques. Toutes celles qui sont trouvées doivent être frappées de verges sur la place du marché; et ceux qui les ont logées doivent les porter sur leurs

épaules jusqu'au lieu de l'exécution, sous peine de subir le même châtement (*).

Dans un autre capitulaire, la bestialité est punie de la plus extrême rigueur : « *Mulier quæ subcubuerit cuilibet jumento, simul interficiatur cum eo — In novo*

(*) E. Baluze — *Capitularia regum francorum* — Parisiis, 1780, in fol., t. 1^{er}, p. 342 : *Capitulare de ministerialibus Palatinis, anno Chisto 800 — Karoli Magni 32.*

Cap. I. — *Ut unusquisque ministerialis palatinus, diligentissimâ inquisitione discutiat primo homines suos, et postea pares suos, si aliquem inter eos vel apud vos ignotum hominem vel meretricem latitantem invenire possit. Et si inventus homo aliquis aut femina hujusmodi fuerit, custodiatur ne fugere possit, usque dum nobis adnuntietur. Et ille homo qui talem hominem, vel talem feminam secum habuit, si se emendare noluerit, in palatio nostro observetur. Similiter volumus ut faciant ministeriales dilectæ conjugis nostræ, vel filiorum nostrorum.*

Cap. II. — *Ut katbertus actor per suum ministerium, id est, per domos servorum nostrorum, tam in aquis quam in proscimis villulis nostris ad aquis pertinentibus, similem inquisitionem faciat, Petrus vero et Gunzo per scruas et alias mansiones servorum nostrorum similiter faciant. Et Ernaldus per mansiones omnium negotiatorum, sive in mercato, si aliubi negotientur, per christianorum vel judæorum mansionari nostrorum eo tempore quando illi seniores in ipsis mansionibus non sunt.*

Cap. III. — *Volumus atque jubemus ut nullus de his qui nobis in nostro palatio deserviunt, aliquem hominum propter furtum, aut aliquem homicidium vel adulterium, vel aliud aliquod crimen ab ipso perpetratum, et propter hoc ad palatium nostrum venientem, atque ibi latitare volentem, recipere præsumat. Et si liber homo hanc constitutionem transgressus fuerit et talem hominem... fuerit in collo ad mercatum portare debere... deinde ad cippum in quem idem malefacta mittendus est. Si autem servus fuerit qui hanc nostram Jussionem severare (servare) contempserit similiter illum malum factorem in collo suo usque ad cippum deportat, et ipse postea in mercatum adducatur, et ibi secundum merita sua flagelletur.*

Similiter de gadalibus et meretricibus volumus ut apud quemcumque inventare fuerint, ab eis portentur usque ad mercatum, ubi ipsæ flagellendæ sunt. Vel si noluerit, volumus ut simul cum illa (illis) in eodem loco vapuletur.

illa, sicut ille, qui cum pecoribus coierit, quindecim annis, alii undecim penitat. Animalia coitu hominum polluta occiduntur, carnesque canibus proiciantur, sed coira eorum adsumantur. Ubi autem dubium est, non occiduntur » (Capitula regum et episcoporum-liber sextus, p. 959 — cap. CCIX — Baluze).

De même, au capitulaire XXVII, p. 929 : « *qui coierit cum jumento, morte moriatur* ».

Après Charlemagne, la dépravation des mœurs s'accroît peu à peu. Les prostituées sont tolérées et commencent à faire corps, à être frappées de taxes et à avoir leurs juges et leurs statuts (11) (De Saint-Foix — Essais historiques sur Paris — 1766, voir rue Champfleuri, p. 71, t. I). On les appelait « femmes amoureuses, filles folles de leur corps » ; tous les ans elles font une procession solennelle le jour de la Magdeleine. On leur désigne pour leur commerce les rues Froimentel, Pavée, Glatigny, Tiron, Chapon, Tireboudin, Brisemiche, du Renard, du Heurleur, de la Vieille-Boucherie, l'Abreuvoir-Mâcon e. Champfleuri. Elles ont dans chacune de ces rues « un clapier ». Elles doivent s'y rendre à 10 heures du matin et en sortir dès qu'on sonne le couvre-feu (à 6 heures du soir en hiver et entre 8 et 9

(*) Extraits des statuts de la république d'Avignon (1243), LXXVII — *De Ludendibus in nocte post pulsationem campanæ*.

Item ordonnons que nul, après que la cloche aura sonné pour la nuit (le couvre-feu), ose jouer dans les tavernes, les tripots, les lupanars, les domiciles des prostituées ou les auberges ; que si cela se produit, chacun des joueurs sera puni de 5 sous, et celui chez qui le fait se seraé passé, de 10 sous pour chaque fois. Que si le coupable n'est pas solvable, qu'il soit jeté hors des fortifications, avec les vêtements qu'il a sur lui.

(D^r Le Pileur. — La prostitution du XIII^e au XVII^e siècle) (12).

heures en été) (*). Il leur est absolument défendu d'exercer ailleurs, même chez elles. Celles qui suivent la Cour sont tenues, durant le mois de mai, de faire le lit des Ribauds. Le Père Daniel prétend que la charge de roi des Ribauds est considérable et que sa juridiction s'étend à certains points de police dans la maison du roi et dans tout le royaume.

En 1073, Grégoire VII se plaint amèrement, dans une lettre à Robert, Comte de Flandre, de la licence effrénée des sujets de ce prince (Concil., ed Labbe, tome IX, p. 158).

Un chroniqueur du XIII^e siècle, prédicateur célèbre, le cardinal Jacques de Vitry écrit : « Les filles publiques, partout errantes par les rues et les places de la cité, provoquent les clercs à leur passage et les entraînent comme par violence dans les lupanars publics ; que s'ils refusent, elles les poursuivent des plus grossières injures.

La même maison est en haut école, en bas lieu de débauche : au premier étage, les professeurs donnent leurs leçons ; au-dessous, les femmes débauchées exercent leur honteux métier ; et tandis que d'un côté celles-ci se querellent entre elles ou avec leurs amants, de l'autre retentissent les savantes disputent et les argumentations des écoliers (J. de Vitry — *Historia occidentalis*, cap. VII, ap. Buleum, Hist. univ., Paris, 1665, t. II, 687). Dans cet écrit, il faut, certes, faire la part de l'exagération oratoire, destinée à mieux frapper les foules ; on y découvre néanmoins l'état des mœurs, à l'avènement du règne de Saint-Louis.

Ce roi, on le comprend, ne supporte pas pareille

débauche. Sa législation, à l'instar de celle de Charlemagne, sévit durement.

En 1254, il interdit la prostitution (13) :

« Item, soient boutées hors communes ribaudes tant de champs comme de villes, et faites les monitions ou deffenses, leurs biens soient pris par les juges des lieux ou par leur autorité, et si soient dépouillées jusqu'à la cote ou au pelicon ; et qui louera une maison à ribaude, ou recevra ribauderie en sa maison, il soit tenu de payer au bailli du lieu ou au prévost ou au juge autant comme la pension vaut en un an ».

(Art. 27. — Ordonnance du roi Louis IX pour la réformat. des mœurs dans le Languedoc et le Languedoil. — Décembre 1254. In : ordonnances des rois de la 3^e race, t. 1^{er}, p. 74 bis).

Cette ordonnance, destinée d'abord au Languedoc, est étendue à tout le royaume. Et 2 ans après, un nouvel édit renforce le précédent et précise les lieux où la répression doit être la plus rigoureuse. Paris, 1256 :

Art. 9. — Nous voulons derechief et establissons que tous nos sénéchaux, baillis et tous nos autres officiaux et servicials, de quelque estat ou conditions qu'ils soient, se teignent de dire paroles qui tourne en despit de Dieu, de N. D. Ste Marie et de tous les Saints, et se gardent de jeu de dez, de bordeaux et de tavernes.

Art. 10. — Item que la forge des dez soit déffendu et devée par tout notre royaume et tout homme qui sera trouvé jouant aux déz, communément ou par commune renommée fréquentant taverne ou bordel, soit réputé pour infâme et débouté de tout témoignage de vérité.

Art. 11. — Item que toutes les foles femmes et ribaudes communes soient boutées et mises *hors de toutes* nos bonnes cités et villes, espécialement qu'elles soient boutées hors des rues qui sont en cuer desdites bonnes villes, et mises hors des murs et loing de tous lieux saints, come églises et cimetières ; et quiconque loëra maisons ès dites citez et bonnes villes, et lieux à ce non établis, à folles femmes communes ou les recevra en sa maison, il rendra et payera aux establis à ce garder de par nous, le loyer de la maison d'un an.

(Ordonnances des rois de la 3^e race, ordonnance II — « Pour l'utilité du royaume » — tome I, p. 79) (13).

Durant tout son règne, le Saint roi maintient cette législation. Mais on ne l'observe pas sans doute à son gré, car peu de temps avant de s'embarquer pour la seconde croisade, au cours de laquelle il mourra, le roi rappelle ses ordres dans une lettre datée d'Aiguemorte, et en exige la plus stricte application.

Lettre de Saint-Louis à Mathieu, abbé de Saint-Denis, et à Simon de Nesle.

Aiguemorte, 25 juin 1269.

« Nous avons ordonné que les prostituées notoires et « convaincues, qui souillent de leur infâmie notre peuple « fidèle, et qui entraînent plusieurs dans le gouffre de la perdition, soient chassées absolument, tant dans les villes qu'au dehors, et que notre territoire, en entier, soit nettoyé de tous scandales, hommes perdus de vices et malfaiteurs publics ».

Ordonnance 5 :

« *Citerum notoria et manifesta prostibula quæ fidelem populum sua fœditate maculant, et plures protrahunt in perditionis interitum, penitus exterminari præcepimus, tam in villis quam extra, et ab aliis flagitiis et flagitiosis hominiribus, ac malefactoribus publicis terram nostram plenius expurgari* ».

(Ordonnances des rois de la 3^e race, tome I, p. 105) (13).

L'interprétation stricte de ces textes nous conduit donc à conclure que la législation de Saint-Louis, loin d'être hésitante comme certains l'ont prétendu, se renforce d'année en année. Et si, le donnant comme une tolérance, ces mêmes auteurs ont cru pouvoir écrire que les meilleurs résultats semblent dûs au système d'ordonnances de 1256, qui est bien une prohibition manifeste, nous pouvons dire que les ordonnances de Saint-Louis ne sont pas restées vaines.

D'ailleurs, après sa mort, il se produit un laisser-aller dans l'application de ces lois, suivi bientôt de la tolérance, et la prostitution empire. Caufeynon, dans

son livre sur la prostitution (p. 173), le constate, et cite des imprécations de prédicateurs en vogue contre les agents de la prostitution qui n'appliquent plus les ordonnances du Saint roi.

Ces ordonnances dominant, en effet, le plus souvent, la législation sur les femmes publiques au Moyen-Age, mais ne sont plus observées pareillement. Par contre, la surveillance étroite se généralise. A peu près partout, on interdit la multiplication libre des lieux de débauche, et on les relègue dans les faubourgs, hors de l'enceinte des villes.

Condition sociale des prostituées. — Le Moyen-Age s'attache davantage, peut-être, à établir une distinction catégorique entre les filles publiques et les autres femmes, soit par le costume, soit par une marque spéciale (14) (Fernand Sauvé. Prostitution et mœurs en Provence au Moyen-Age, p. 16). Les signes distinctifs imposés aux joyeuses commères variaient d'une localité à l'autre :

A Saint-Martin de Crau, une aiguillette rouge portée au bras ;

A Avignon, un brassard d'étoffe, noir sur blanc, ou blanc sur noir ;

A Toulouse, une lisière d'étoffe différente de celle de la robe autour du bras ;

A Nîmes, une manche de couleur tranchant avec le reste du vêtement.

A Ap^t, lorsqu'elles oublient leur signe d'infamie, une ordonnance prescrit de les enfermer dans la maison publique ou de les bannir de la ville, car, ajoute le juge, « *una bestia rougnousa gasta las autras* » (une bête galeuse g te les autres).

De telles prescriptions, pense-t-on, isoleront les femmes galantes du reste de la société, et permettront de se les montrer du doigt, on espère ainsi enrayer le mal par la flétrissure publique. La diversité des moyens employés, parfois successivement dans une même agglomération, démontre bien leur impuissance.

Ce qu'on retrouve souvent, ce sont des fermetures temporaires des maisons closes, à différentes périodes de l'année, en particulier lors des pénitences publiques. Les prostituées doivent, à Nîmes, cesser leur commerce pendant la semaine Sainte (1353) ; à Uzès, sortir de la ville un mois avant Pâques et n'y entrer qu'un mois après ; de même à Perpignan, à Albi (F. Sauvé (14), loco-cit., p. 15).

Les villes imposent plus ou moins lourdement les prostituées, et même parfois des clercs profitent de ces revenus (Weyl (1) loco-cit., p. 403). A Avignon, « le maréchal de Monseigneur le Pape » lève, en 1311, un impôt sur la prostitution. Au concile de Vienne, Guillaume Durand (  v  que de Mende et canoniste célèbre) demande l'abrogation de cette coutume, et voici ses paroles extraites de « *modo celebrandi concilii generalis* », partie 2, titre 10 :et, en outre, que les lieux de prostitution publique, ne soient pas établis près des   glises, dans la Cour Romaine, près du Palais de Monseigneur le Pape, ni ailleurs près de la demeure des prélats, et que le Maréchal de Monseigneur le Pape ou ses officiers ne reçoivent rien des prostituées et de leurs entremetteurs » (12).

(Le Pileur — La prostitution du XIII   au XVII   siècles.
Statuts de la république d'Avignon — N   2).

CE QUE FAIT L'EGLISE SUR LA CAUSE DE LA PROSTITUTION

PERMETTRE AUX PROSTITUÉES UNE VIE DIFFÉRENTE

Un des grands mérites du Moyen-Age est les efforts que nombre d'hommes charitables tentent pour arracher à la débauche, non sans succès, les malheureuses qui en font commerce. Alors, comme aujourd'hui, c'est la paresse, et plus souvent la misère qui les y poussent.

I. — *Les maisons de retraite.* — On sait les difficultés qu'aurait, aujourd'hui, une professionnelle de la prostitution, qui voudrait cesser sa vie abjecte et se faire rayer *administrativement* du contrôle de la police auquel elle est tenue. Au « barbare » Moyen-Age, où le mot fraternité n'est pourtant pas inscrit sur les monuments publics, la même personne frappe à l'humble porte d'une maison surmontée d'une croix : elle y est reçue et hospitalisée par une vénérable dame habillée comme une veuve, qui, après lui avoir accordé plusieurs jours de repos, lui dit : « Vous voyez ce que nous faisons : si notre vie de prière et de mortification ne vous effraie pas, si vous persistez dans votre résolution, soyez des nôtres. A partir d'aujourd'hui, vous n'êtes plus Margot la pécheresse tarifée : vous êtes sœur Marguerite et, à ce titre, notre égale devant Dieu et devant les hommes ».

C'est ce qu'on appelle, à Avignon, « l'œuvre des pauvres nonnains repenties » (in : P. Pansier (15) — *L'œuvre des repenties*, p. 6 - préface).

A cette époque, on a déjà bien compris que ce n'est pas à l'effet mais à la cause du mal qu'il faut s'attaquer. On peut diminuer le nombre des débauchées, mais surtout, il faut permettre aux femmes pauvres de vivre hors de la débauche, et ménager aux débauchées la possibilité de sortir de cette vie de honte et de misère.

L'idée de fonder des maisons de retraite pour les courtisanes repentantes paraît remonter à l'impératrice Théodora. Ayant échangé les oripeaux de la baladine pour la pourpre impériale, l'épouse de Justinien commence par faire démolir le théâtre de ses exploits amoureux et, sur les ruines du dictérion, s'élève l'église de Sainte-Sophie. Elle aménage pour cinq cents filles rachetées un ancien palais situé sur les rives du Bosphore. Mais son œuvre ne réussit pas : plusieurs de ces femmes trouvèrent la mort dans les eaux du Bosphore, en voulant fuir cette maison trop austère (Sabatier (16), p. 77).

En 1198, deux prêtres, Fulton et Pierre de Rossiac, renouvellent, avec plus de bonheur, cet essai à Paris. Ils font du prosélytisme parmi les femmes dissolues : les pécheresses accourent en foule. Et, avec l'aide d'aumônes des écoliers et des bourgeois, on fonde pour elles, près de Paris, le monastère de Saint-Antoine (Buleus — *historia universitatis* — Paris, II, p. 518-687. Cité par Rabutaux) (3).

Moins de 30 ans après, en 1226, l'évêque de Paris crée, entre cette ville et Saint-Lazare, une maison nouvelle pour les filles repenties, dénommée maison des Filles-Dieu. Là, viennent se retirer les malheureuses qui, après un vie de débauche, en sont réduites à la misère.

Saint-Louis agrandit cette maison afin de lui permettre de recevoir 200 personnes et lui octroie une rente de 400 livres.

A la même époque, en Allemagne, se manifeste un semblable mouvement de charité en faveur des pécheresses repentantes. Nous trouvons à la tête de cette œuvre un prêtre, le chanoine Saint-Maurice d'Hildesheim, évêché suffragant de Mainz. Il fonde des maisons pour recevoir les courtisanes désireuses de quitter leur vie de débauche. Après une retraite suffisante, les unes sortent de la maison pour se marier, les autres se vouent à Dieu et prennent l'habit monacal : « en sorte, dit Grégoire IX, dans une bulle qu'il adresse à ce pieux chanoine, que, de prostituées devenues religieuses, elles fuyent le lupanar, pour chercher un abri dans le cloître ».

Dans une autre bulle, Grégoire IX recommande à tous les archevêques, évêques et prélats d'Allemagne d'accueillir avec bienveillance ces repenties. En même temps, il engage ces prélats à faciliter au chanoine de Saint-Maurice la croisade de pénitence qu'il a entreprise dans le monde de la débauche (Pansier (15), loc. cit., p. 12) (*). Les fondations de ce genre abondent au

(*) Références : Agnani. 8 juin 1227. — *Gregorius IX presbitero canonico Si Mauritiū Hildemensis, gratulatur quod quasdam mulieres miserrimas, quæ in lutum ceciderant, fæce libidinis involutæ de lacu miserix eduxerat et sic factum erat quod multis ex ipsis nuptiū traditis, aliæ factæ de meretricibus moniales de prostibulo fugerant ad claustrum : ei quoque potestatem concedit ut confessiones hujusmodi mulierum audiat, aliqua mandata eandem rem attinentia addens.*

Agnani, 7 juin 1227. — *Gregorius IX archiepiscopos, episcopos et alios Teutoni prelati rogat et hortatur quatenus miser-*

XIII^e siècle. Leur citation allongerait inutilement notre travail ; le lecteur en trouvera une longue liste dans le livre du D^r Pansier, page 13 et suivantes.

Autre œuvre célèbre, celle des « Filles Pénitentes », qui n'est établie qu'en 1497, mais commencée en 1492, par un prédicateur Jean Tisserand. Ce prêtre, à l'instar de Fulton, entreprend de ramener à l'honnêteté par la religion un bon nombre de filles perdues à Paris. Il réussit pleinement. Jean Simon de Champigny, évêque de Paris, dresse les statuts de ces filles pénitentes. Ils sont assez curieux à connaître par les précautions minutieuses préconisées, afin d'y admettre seules les prostituées, et pour éviter que la misère ne détermine pas les filles honnêtes à acheter un asile dans cette maison au prix de leur vertu :

« On ne recevra aucune religieuse malgré elle, aucune qui n'ait mené, au moins pendant quelque temps, une vie dissolue ;

« Et pour que celles qui se présenteraient ne puissent pas tromper à cet égard, elles seront visitées et présence de Mères et sous-Mères et discrètement par des matrones nommées exprès et qui feront serment sur les Saints Evangiles de faire bon et loyal rapport ;

« Afin d'empêcher les filles de se prostituer pour être reçues, celles qu'on aura une fois visitées et refusées, seront exclues pour toujours.

« En outre, les postulantes seront obligées de jurer, sous

rimas mulieres a R., presbitero canonico Si Mauritiï Hidelmensis, Portuensis episcopi capellano conversas, quæ ad illorum partes confugerint commendatas habentes, in oratoriis, cæmiteriis et aliis locis eis provideant, ita quod in castitate et religione assumpta persistent: eisque mandat quatenus dictum presbiterum cum ad eos predicationis causa accesserit, recipiant benigne ac honeste tractent et populum eis commissum ad audiendum prædicationem ipsius inducant.

(Auvray. — Bibl. des Ecoles de Rome et d'Athènes, les registres de Grég. IX, N^o 110 et 111, cité par Pansier).

peine de condamnation éternelle, entre les mains de leur confesseur et de 6 religieuses qu'elles ne s'étaient pas prostituées à dessein d'entrer dans cette congrégation, et on les avertira que si l'on vient à découvrir qu'elles s'étaient laissées corrompre à cette intention, elles ne seront plus réputées religieuses de ce monastère, fussent-elles professes, et quelques vœux qu'elles aient faits ;

« Pour que les femmes de mauvaise vie n'attendent pas trop longtemps à se convertir dans l'espérance que la porte leur sera toujours ouverte, on n'en recevra aucune au-dessus de 30 ans ».

(De Saint-Foix (11) loco-cit. p. 71, 1^{re} partie).

Parmi les institutions de ce genre, celle des « Repenties » d'Avignon nous est bien connue par le livre du D^r Pansier. Grégoire XI lui accorde, dans différentes bulles, divers privilèges, soit pour augmenter ses revenus, car l'œuvre acquiert sans cesse une importance grandissante (p. 33 et 34), soit pour procurer à ces filles repenties la miséricorde divine qu'elles implorent.

Telle est la bulle leur accordant une indulgence « *in mortis articulo* » (Pièce justificative n^o XVIII du livre de Pansier).

Après avoir agrandi et doté de rentes suffisantes le monastère, Grégoire XI le pourvoit d'un règlement de vie qu'il n'avait encore pas.

A la promulgation des statuts, le 4 juillet 1376, dans le réfectoire où les Sœurs Repenties sont réunies au grand complet, on décide que « leur instruction sera perfectionnée ».

On n'admettra seulement que « les jeunes femmes de l'âge de 25 ans qui en leur jeunesse, auront été lubriques et qui, par leur beauté et leur formosité pourraient encore estre, par fragillité mondaine, promptes et inclinées à volupté mondaine, et induire et attirer à ce totalement les hommes ». C'est qu'en effet

la maison des Sœurs repenties de Sainte-Marie-Magdeleine ne doit pas être un lieu de retraite pour les vieilles courtisanes sans ressources, qui ne trouvent plus à trafiquer de leurs charmes et qui n'auraient rien de repentantes.

Avant son admission, la pécheresse doit faire sa probation, sous forme d'une retraite de 8 à 10 jours, séparée de la communauté, afin d'éprouver sa vocation.

Par le troisième chapitre des statuts, les dignitaires de la maison sont choisies parmi les sœurs : prieure, sacristine, procureuse, cellière (3/4 litre de vin par jour et par sœur), panetières, infirmières (un médecin est attaché au service du couvent avec des gages à l'année), choristes, portières et quêteuses (ces dernières doivent être choisies parmi les sœurs vieilles et de fidélité éprouvée) (Pansier, p. 43).

Multiplier les maisons de retraite pour les filles dévoyées, afin de leur permettre une fin de vie honorable, réparatrice, tel est le premier but poursuivi par le charitable Moyen-Age ; diminuer le recrutement de la prostitution en facilitant l'existence et le mariage des filles pauvres, tel est son deuxième but, que nous allons maintenant étudier.

II. — *Les dotations.* — La dotation des filles pauvres, en vue de faciliter leur mariage, est alors une œuvre de charité très répandue. Au XIII^e siècle, les testaments mentionnent de nombreux legs « *pro puellis maritandis* ». Ces dotations deviennent plus importantes et plus riches, à mesure qu'augmente la prospérité du pays ; elles atteignent leur apogée au cours du XIV^e siècle. La multiplicité de ces dons nous fait supposer qu'il existe alors une institution chargée officiellement de les cen-

traliser et de les distribuer (P. Pansier — loc. cit., p. 15).

Voici deux spécimens de ces nombreuses dotations (Pansier, id.).

1264 — IV décembre — *Guillelmus Figuera lègue puellis maritandis V solidos* (archives de Vaucluse Fonds des Dominicains — H. 3).

1332 — *Petrus Martini miles lègue 30 livres pauperibus filiabus maritandis* (Ibid — fond de Sainte Praxède — H. 49).

De plus, il y a dans chaque quartier des cités, comme cela se pratique à Avignon, des œuvres que l'on appelle des « Aumônes » ; nous avons déjà vu une des branches de leur activité, à propos des ordres hospitaliers de bourgeoisie. Elles sont de 3 sortes : les Aumônes de métier (souvenir des anciennes corporations) ; les Aumônes d'assistance mutuelle ; et enfin les Aumônes de quartier.

Ce sont des bureaux de bienfaisance de quartier ; le fonctionnement en est assuré par des dotations pieuses ou des prélèvements sur les opérations commerciales de certains corps de métiers. L'aumône de la curraterie perçoit un droit de mesurage sur le tan, celle de la fusterie le droit d'expertises dans la moins-value des bois avariés, etc...

Une grande partie de ces revenus est consacrée à secourir les pauvres et doter les filles à marier (*).

Dans les comp es de l'Aumône de la fusterie, on trouve des dotations en faveur des filles « prostibulai-

(*) Le livre du Dr Pansier, dont nous tirons tous ces renseignements, donne une longue liste des ces dotations (p. 16 et 17) extraits des Archives de Vaucluse).

res », quittant la débauche pour convoler en justes noces.

Dans les archives du Vaucluse (fonds de la ville d'Avignon, registre des mandats, suo loco-cité par Pansier, p. 18), nous voyons qu'au 15 décembre 1429, les syndics font donner par l'entremise du curé de Saint-Pierre, 3 florins d'or à une pauvre femme nommée Adrienne : on lui fait cette aumône pour l'amour de Dieu parce qu'elle veut quitter le péché et n'a pas de quoi vivre.

Le 28 décembre 1430 (même source), une pauvre orpheline, nommée Catherine Lespérance, expose aux consuls que, par violence, elle a été enlevée et entraînée dans la maison publique de la cité ; mais au bout de quelques jours, elle s'est enfuie secrètement ; pleine de bons propos, elle est actuellement sur le point de se marier et elle implore des consuls un subsidé pour ses noces et pour acheter un vêtement convenable pour cette cérémonie. Les consuls, pleins de mansuétude, lui font donner 2 florins.

D'autres fois, la dotation a pour but de permettre à la courtisane d'entrer aux « Repenties ». C'est ainsi qu'en 1365, le 15 avril, l'Aumône de la Fusterie, par l'entremise de 4 dames charitables, fait un don de 3 florins à trois repenties désireuses d'entrer à la Maison Notre-Dame des Miracles d'Avignon (arch. de Vaucluse, Hôpital, aumône de la fusterie — registre 1811, folio 34 — cité par Pansier).

Notons cependant qu'en temps de peste les consuls sont intraitables : en 1494, ils refusent l'entrée de la ville à une vagabonde, suspecte de peste, qui voulait

son admission aux « Repenties ». Ils lui accordent néanmoins un secours (Pansier, p. 20).

Pour terminer, laissons parler Rabutaux (3), en une anecdote que l'on peut citer pour illustrer la charité médiévale, qui donne une si vive impulsion à l'assistance sociale :

« Lorsque, dans la deuxième moitié du XIV^e siècle, on ouvrit une enquête pour la canonisation de Charles de Blois, un témoin fut entendu et voici ce qu'il raconta :

« Un dimanche de l'an 1357, le bon Duc, chevauchant dans la campagne, descendait de Dinan et se rendait à son château de Léon, tout près de la ville ; derrière lui marchaient Alain du Tenou, son argentier, Geoffroy de Pontblanc, le maître de son hôtel, le chevalier Guillaume le Bardi et quelques hommes d'armes qui formaient la suite. Sur le bord de la route, il vit une femme assise, triste et d'un aspect misérable, et, s'approchant d'elle, lui demanda ce qu'elle faisait en ce lieu. « C'est ainsi, lui répondit-elle, que je gagne le pain dont je me nourris », voulant dire qu'elle se livrait à la débauche. Charles se retira vers son escorte et donna l'ordre à son argentier d'interroger plus longuement la vagabonde. Celui-ci apprit qu'elle était de Dinan, qu'elle s'appelait Jeanne du Pont, et que la misère seule lui avait fait embrasser cet odieux métier. Charles, alors, l'appela de nouveau, et lui reprochant avec sévérité de profaner un jour consacré au culte du Seigneur, lui demanda enfin combien il lui faudrait donner pour qu'au moins elle respectât cette sainte journée. « Vingt sols, reprit-elle, me suffiraient pour vivre honnêtement pendant tout un mois ». Et le Duc, portant la main à sa bourse modeste (*modicam bursam*) lui en compte 40. Jeanne, joyeuse et libre de son impur esclavage, promet de s'abstenir aussi longtemps qu'il lui serait possible, mais au moins pendant quarante jours (*saltem usque ad XL dies*). Geoffroy de Pontblanc voulait lui en faire prêter serment, et Charles l'arrêta, dans la crainte du parjure. Il s'éloigna après quelques exhortations nouvelles.

« Jeanne n'oublia pas les conseils de la sagesse, et tint plus qu'elle n'en avait promis. Les 40 sols du Duc étaient pour elle une dot ; elle renonça à la vie dissolue, et mariée à un garçon du pays, le fils de Matthieu Ronce de Pludilhan, elle sanctifia auprès du foyer domestique une vie si mal commencée ».

LA MORALE CHRÉTIENNE. — Le moyen le plus efficace pour enrayer la prostitution, l'Eglise le comprend bien, c'est de répandre dans les masses populaires, comme dans la haute société, ce qui fait partie intégrante de sa Mission : la Morale évangélique.

Mais son action se limite heureusement à ses adeptes sincères, et, même au Moyen-Age, pourtant si chrétien sous certains rois, le travail à accomplir dans ce but est immense.

Il n'en reste pas moins que la Morale résoud à sa base le problème de la prostitution et de ses dérivés, tandis que les autres remèdes, empiriques, ne visent que ses effets.

Par ses deux institutions, chasteté et mariage, l'Eglise oppose le plus efficace bouclier au péril vénérien. « Il est évident que la prophylaxie la plus simple et la meilleure est la prophylaxie individuelle, basée sur la monogamie respectée. Si chaque homme n'avait de rapports sexuels qu'avec sa femme légitime, les maladies vénériennes disparaîtraient (*) ».

On est obligé de constater, écrit le Professeur Abelous, que dans la lutte entreprise par l'homme pour s'élever au-dessus de l'animalité, tout est profit pour le corps et pour l'âme, pour le présent et pour l'avenir, pour l'individu, pour sa descendance et pour la Société.

En voulant l'hygiène morale, l'Eglise fait œuvre d'hygiène sociale.

(*) D^r F. Escande. — Le problème de la chasteté masculine au point de vue scientifique. — Préface de M. le P^r Abelous. Paris. Baillière, 1919.

NOTES DU CHAPITRE :
« L'EGLISE ET LA PROSTITUTION

1. — TH. WEYL. — Histoire de l'hygiène sociale (traduit de l'allemand par le D^r Robert André) Paris. Dunod, 1910.
2. — *Corpus juris canonici* — Edition Friedberg — *pars prior*, p. 1128 cap IV (1879).
3. — RABUTEAUX. — De la prostitution en Europe (1865).
4. — MANSI. — *Sacrorum conciliorum nova et amplissima collectio*.
5. — HEFELE. — Traduct. de dom Leclercq. — Histoire des Conciles.
6. — St CHARLES BORROMÉE. — *Acta Ecclesiæ Mediolanensis* Paris. Jean Jost, 1643.
7. — DELAMARE. — Traité de police (1 vol. 1729).
8. — DU CANGE. — *Glossarium mediæ et infimæ latinitatis*.
9. — Abbé L. BOURGAIN. — La Chaire française au XII^e siècle. Paris. Palmé, 1879.
10. — Et. BALUZIUS. — *Capitularia regum francorum* (1780), in-folio).
11. — DE SAINT-FOIX. — Essais historiques sur Paris (2 vol.). 1776.
12. — D^r LE PILEUR. — La prostitution du XIII^e au XVIII^e siècles. Paris. Champion, 1908.
13. — Ordonnance des rois de la 3^e race. Edit. de Laurière. Imprimerie royale. 1723, tome I.
14. — FERNAND SAUVÉ. — Prostitution et mœurs à Apt en Provence au Moyen-Age. Extrait de l'*Œuvre Nouvelle*. Paris, 52, rue Gay-Lussac, 1905.
15. — D^r P. PANSIER. — L'œuvre des repenties à Avignon du XIII^e au XVIII^e siècles. Paris. Champion 1910.
16. — SABATIER. — Histoire de la législation sur les femmes publiques et les lieux de débauche (1828).

TITRE DEUXIEME

CURATION

PREMIERE PARTIE

LES HOPITAUX

CHAPITRE I

LEUR CRÉATION

Paragraphe 1

I. — ANCIENS HOPITAUX D'ORIENT, D'ITALIE ET D'ESPAGNE.
— Depuis ses origines, l'Eglise a toujours considéré la charité comme la première des vertus. De là, ses œuvres d'assistance, alimentées par les prémices, les dîmes et les offrandes des fidèles. Les dons spontanés, commis aux mains de l'évêque pour le service des pauvres, paraissent avoir été très abondants dès le III^e siècle. Tertullien ne dit-il pas aux païens, dans la rude crudité de son langage : « L'argent qui vous divise sert au contraire à nous réunir... Chez nous, tout est commun, les femmes exceptées ; chez vous, les femmes exceptées, tout est distinct ».

Les veuves, les orphelins, les vieillards, les infirmes sont les objets privilégiés de la charité chrétienne. Ce sentiment se manifeste surtout par la manière avec laquelle les disciples du Christ exercent l'hospitalité. « Un étranger, écrit Franz de Champagny (in : la Charité chrétienne dans les premiers siècles de l'Eglise. 1856, p. 82-83) arrive le soir dans une famille chrétienne. Il est pauvre, inconnu... La famille se lève. On lave les pieds poudreux de cet étranger ».

Saint-Chrysostome n'a-t-il pas un budget régulier pour la distribution des aumônes aux indigents, le soin des veuves, la construction des premiers hôpitaux pour les infirmes et les lépreux, et des premières maisons de refuge ? (F. Mourret — les Pères de l'Eglise, p. 268).

Vers le IV^e siècle, quand le christianisme devient, sous Constantin, la religion d'Etat, l'on se mit à construire des hôpitaux. On n'hésite pas à y contribuer par tous les moyens possibles, surtout à une époque où l'apparition de fréquentes épidémies demande une plus grande vigilance. Alors naît, vers 375, l'hôpital fondé par Saint-Ephraïm, à Edessa (Weyl (1), p. 293). Ces établissements ne sont cependant pas des hôpitaux, tels que nous les comprenons aujourd'hui : ils servent en même temps d'asile pour les étrangers et les mendiants. Ce n'est que dans les villes très peuplées que l'on sépare les unes des autres, les diverses catégories d'hospitalisés. Les établissements uniquement destinés au soin des malades se nomment des Nosocomies ; si l'on y reçoit aussi des étrangers et des miséreux, ce sont des xénodochies : à celles-ci des bains sont annexés et mis à la disposition de l'hospitalisé.

De tels établissements existent, dès le milieu du III^e siècle, à Sébaste et à Césarée.

Une des plus anciennes xénodochies est celle de Saint-Zoticus à Constantinople ; l'empereur Constance II la fait reconstruire (337-361). Nous avons déjà mentionné l'hôpital fondé à Edessa par Saint-Ephraïm en 375. Celui fondé par Saint-Basile, à Césarée de Capadoce, vers 369, est particulièrement célèbre. Il forme une ville particulière en dehors des portes de Césarée et contient des installations nécessaires au soin des malades, des auberges et des habitations pour les médecins et les infirmiers. « C'est l'hospitalité sous toutes ses formes (A. de Broglie : l'Eglise et l'empire romain au IV^e siècle, t. V., p. 188-189). Il y a le lieu de repos du voyageur, l'hospice du vieillard, l'hôpital du malade, avec un quartier réservé pour ces infirmités humaines qui traînent après elles la contagion et la honte. Au centre de ces bâtiments se dresse une vaste église. Tout alentour circule une population de gardiens, d'infirmiers, de fournisseurs, apportant les choses nécessaires à la vie. Au milieu de cette foule animée, Basile passe à toute heure, inspectant tout, parlant à tous, remplissant tout par son zèle. Un siècle encore après lui, tout ce quartier porte le nom de Basiliade. Cet établissement sert de modèle aux hôpitaux, qui se développent avec une telle rapidité en Orient que, dès le VI^e siècle, tout évêché possède sa xénodochie. Car, dans chaque circonscription de son diocèse, administrée par un chorévêque, Basile établit un hospice.

De plus, fait remarquable touchant l'assistance aux aliénés, surgissent bientôt, sous l'inspiration de Saint-Augustin, de Fabiola, de Basile, dans les principales

villes, des nosocomies. L'établissement de ces hospices permet de soigner des infortunés qu'auparavant on traitait comme des criminels. Et l'on cesse d'enfermer à perpétuité, dans les prisons publiques, comme c'était la coutume auparavant, les fous et les furieux (Chastel (2), p. 269) (*).

A l'influence du christianisme sont redevables les hôpitaux des Nestoriens en Perse, et non à celles des Grecs ou des Hindous. L'école de médecine de Dschondisabur, fondée par les Nestoriens, existe dès l'an 260 et se trouve encore mentionnée en 988 (Weyl (1), p. 294).

En Occident, les hôpitaux se multiplient beaucoup du temps de Grégoire le Grand (590-604). L'Espagne possède, dès 580, un grand établissement hospitalier, fondé par l'évêque Masana à Augusta emerita (Merida). Plus tard, ce pays se fait remarquer par le nombre et l'installation de ses hôpitaux.

A Rome, au IV^e siècle, la *taberna meritorum*, sert certainement à recevoir les lépreux. En 420, Fabiola, noble dame romaine, élève à cet endroit un hôpital, relié à une maison de convalescence, la villa *languentium*. En 593, lorsque les guerres et les calamités de toutes sortes

(*) Faisons ici une comparaison avec le siècle des Encyclopédistes, des « esprits forts », quelques années avant la venue du célèbre Pinel, le psychiatre à l'âme charitable. « Au XVIII^e siècle, écrit Sémelaigne (in : les grands aliénistes français, 1894, t. I, introduction), les aliénés ne sont plus regardés comme les victimes ou les complices du démon, des possédés ou des sorciers ; mais on les considère comme des êtres inutiles et dangereux, dont les écarts doivent être réprimés. De là, l'usage des cabanons et des chaînes de fer. Les fous, attachés dans leurs loges, servaient, comme les animaux d'une ménagerie, à l'amusement du public, qui les visitait les jours de fête ».

engendrent une misère effroyable, et que des malheureux fugitifs, chassés par les Lombards, se réfugient à Rome, les œuvres d'assistances de Grégoire le Grand se montrent à la hauteur de ces terribles nécessités. Par ses diacres, ce pape distribue les plus grands secours. A chaque grande fête, et tous les premiers jours du mois, il préside à des distributions de blé, de vin, de nourriture, de vêtements. Cette charité n'est pas faite au hasard, un ordre parfait y préside. Des diacres, choisis parmi les hommes intègres, en ont la responsabilité : des « vidames » donnent l'hospitalité au nom de l'évêque, des femmes pieuses, « *matriculæ ou mulieres de matriculis* », dirigent des hospices charitables. (Thomassin, ancienne et nouvelle discipline de l'Eglise). Plusieurs de ces hospices reçoivent des subventions du trésor de l'Empire, du public, et Grégoire veille à la rentrée régulière de ces contributions (F. Mourret, L'Eglise et le monde barbare, p. 92).

Au VIII^e siècle, sous le pape Adrien, plusieurs de ces hôpitaux et de ces diaconies sont restaurés. Dans chaque quartier, on érige des diaconies, établissements pour malades indigents. Rome en possède 20 sous le règne du pape Adrien et 24 au IX^e siècle.

Léon XIII, successeur d'Adrien, fonde l'hôpital Saint-Pierre. Saint-Nicolas I^{er} fait dresser une liste de tous les aveugles, boiteux, paralytiques, auxquels leurs infirmités ne permettent pas de se rendre aux divers établissements d'assistance sociale. Des personnes désignées par le pape leur portent des secours à domicile (*Liber Pontificalis*, II, 461, in : Mourret : L'Eglise et le monde barbare).

Dès le VII^e siècle, Milan entretient une maternité et

une maison pour les enfants trouvés ; au XII^e siècle, onze hôpitaux. Pise, au XIII^e siècle, en a aussi plusieurs. Ceux de Valdichina sont cités par le Dante. La fondation de l'hôpital Santa Maria Annunciata de Naples, date de 1304 ; cent ans auparavant, c'était celle de l'hôpital de Santo Spirito, à Rome (Weyl (1), p. 295). Cette grandiose construction, faite par Innocent III, devait servir de modèle à l'organisation hospitalière que ce pape rêvait d'étendre à toute la chrétienté et dont il avait fait les plans. C'est dans ce but, qu'il préposait à cette organisation, le fondateur de l'Ordre du Saint-Esprit, Guy de Montpellier, et avec son aide, il entreprenait de réaliser ces plans dans tous les pays.

En 1338, Florence possédait 30 hôpitaux et asiles, avec plus de 1000 lits (Weyl (1), p. 296).

Paragraphe 2

II. — LES HOPITAUX EN ALLEMAGNE. — Charlemagne sépare les biens des églises et celui des pauvres (Weyl (1), p. 317-318), il donne les revenus des propriétés foncières à l'entretien du clergé, les dîmes sur les biens nationaux (fruits du sol) pour le tiers ou le quart au pauvres, et le reste à la libre disposition des curés. Cette ordonnance permet un entretien parfait des hôpitaux et des hôtelleries annexés aux couvents. Mais ces institutions s'évanouissent sous les successeurs apathiques du grand empereur ; évêques et princes séculiers s'emparent des biens de l'Eglise pour les utiliser dans leur propre intérêt, quand, après la mort de Louis le

Pieux, le traité de Verdun (843) partage en trois fractions l'Empire proche de sa fin.

La vie hospitalière connaît un renouveau malheureusement trop court, après que les synodes de Cologne (887), de Metz (888) et le concile de Mayence (888), sous le règne énergique, mais trop bref, de l'empereur Arnould (887-899), arrachent les biens d'Eglise à leurs injustes détenteurs et que l'on récupère le moyen de restaurer les xénodochies et les hôpitaux tombés en décadence. En 910, ces institutions disparaissent à nouveau ; les Magyares dévastent le pays et ne respectent ni xénodochies, ni hôpitaux.

Sous les empereurs saxons (919-1024), les conditions politiques générales laissent à l'Eglise une administration régulière de ses biens. Les puissants évêques d'alors, dans leurs villes épiscopales, soutiennent les hôpitaux existant auparavant ou créent de nouveaux établissements. Einhardt, évêque de Würzburg, construit, en 1097, un nouvel hôpital en dehors de celui qui existait déjà du temps des Carolingiens. Le même fait se passe à Hildesheim, quant Saint-Gotthard (1022) monte sur le trône épiscopal. Le plus vieil hôpital de Cologne date du X^e siècle et, jusqu'au XIV^e siècle, leur nombre en cette ville s'élève à huit. Il y a en Allemagne, vers l'an 1100, une maison d'asile, où l'on soigne les malades, dans chaque paroisse.

Outre les évêchés, les couvents soignent aussi les malades. Chaque couvent possède son infirmerie, destinée non seulement au personnel du couvent, mais encore aux populations environnantes. Parmi les couvents d'Allemagne ayant des hôpitaux, il faut citer ceux de Fulda, Corvey an der Weser, Kornelimünster, Epten-

nach, Laach, Siegburg, Priefingen, Weihestephan, Ilsenburg, Arnsberg et Liesborn (1), p. 319.

Reinhold de Hildesheim bâtit près du Dammthor, l'hôpital Saint-Jean pour des étudiants malades (Hurter (3), p. 263). A l'influence de la religion l'on doit aussi l'activité de l'infatigable consolatrice des malades et des pauvres, Sainte-Elisabeth, qui construit un hôpital au pied de son château de la Wartburg, où elle soigne tous les jours, elle-même, des femmes malades ; à son actif également l'hôpital Sainte-Anne à Eisenach, et celui de Reinhardtsbrunn. Le pieux landgrave Louis, son mari, fonde l'hôpital de la Magdeleine, sur le Bruhl, à Gotha. L'hôpital Sainte-Elisabeth, à Marburg, en 1234, passe à l'ordre des chevaliers teutoniques (Weyl, p. 319, et Hurter, loc. cit. p. 260).

A côté de ces établissements fondés par le clergé, on rencontre dans le cours des siècles suivants quelque chose de tout à fait nouveau, l'hôpital municipal. Mais, quand bien même l'administration en est confiée au pouvoir civil, l'action du clergé s'y fait encore sentir longtemps.

Les établissements se trouvant sous la tutelle de la ville prennent souvent le nom d'hôpitaux municipaux ou du Saint-Esprit. Ce vocable ne signifie pas toujours qu'ils dépendent de l'ordre du même nom que Guy a fondé à Montpellier au XII^e siècle. Quelques hôpitaux du Sud de l'Allemagne, mentionnés sous cette nomination dépendent d'une branche allemande de cet ordre. Par contre, dans le Nord de l'Allemagne, ils n'ont aucun rapport avec cet ordre religieux.

On peut se faire une idée de la richesse de l'Allemagne en hôpitaux, en songeant que Lammert a pu

retrouver, dans plus de 180 villes (Weyl, p. 321), grandes et petites, de l'Allemagne du Nord, des vestiges de ces établissements.

Paragraphe 3

III. — LES HOPITAUX EN ANGLETERRE. — En Angleterre, les xénodochies reliées aux couvents sont d'une origine assez ancienne. La xénodochie du cloître de Saint-Alban est fondée en 794.

L'existence des hôpitaux est prouvée dès le XI^e siècle. En 1070, l'archevêque Lanfranc de Canterbury, précédemment abbé du Bec, en Normandie (Cf. Infirmeries conventuelles) crée un de ces établissements et, vers 1084, la léproserie de Herboldown pour hommes et femmes. Sous Henri II, un second hôpital à Tarmington, en dehors de Canterbury, pour 25 lépreuses, et en 1137, un autre établissement pour les moines ladres. En 1101, Sainte-Mathilde, épouse de Henri I, élève l'hôpital du Christ et la léproserie de Saint-Gilles, int the Fields, qui, au XIV^e siècle, reçoit d'autres malades. En 1102, on entreprend, à Londres, l'hôpital de Saint-Barthélemy ; en 1148, près de la Tour, l'hôpital Sainte-Catherine, fondation de Mathilde, épouse du roi Stéphan. La grande léproserie de Sherburn (1181) est, au début, destinée à recevoir 65 malades, et plus tard, elle se nomme Christ's Hôpital (1), p. 178 et 335).

Parmi les autres petits établissements, citons l'hôpital de Saint-Thomas of Acon, élevé par Agnès, sœur de Thomas de Cantorbéry, vingt ans après la mort de ce dernier, survenue en 1170.

L'administration des hôpitaux anglais reste entre les mains du clergé, jusqu'à l'introduction de la Réforme.

Paragraphe 4

IV. — LES HOPITAUX EN BELGIQUE. — Les asiles, hôtelleries et hôpitaux de Belgique et des contrées environnantes du temps de Charlemagne courent de grands dangers pendant les guerres entre les successeurs de Louis le Pieux (814-840). Dans la seule ville de Mons, les Normands détruisent sept hôpitaux. Malgré le zèle de l'Eglise à rétablir les hôpitaux et à veiller à leur subsistance, ces établissements demeurent pour beaucoup propriétés de chefs d'armées et d'évêques, qui en utilisent à leur profit les revenus. Vers l'époque des Croisades, on ne connaît en Belgique que les couvents de Saint-Trond et de Saint-Hubert, pour leurs installation destinées à recueillir et à soigner les malades et les malheureux. Au XIII^e siècle, on y trouve de nombreuses léproseries.

En Belgique, de même qu'en Allemagne, la prospérité naissante des villes dès le XII^e siècle fait faire de plus grands progrès à la vie hospitalière. Du début du XII^e siècle, datent, à Bruxelles, les hôpitaux de la Sainte-Vierge et des Apôtres (1125), de Saint-Nicolas (1129), de Saint-Jean (1131), et des léproseries, comme celle de Saint-Pierre ; aux environs de Namur l'hôpital de Pitzembourg (1198), à Gand (1147) un hôpital propre aux lépreux ; l'hôpital d'Ypres, dans les Flandres (1117). La ville et la province de Liège sont particulièrement riches en hôpitaux.

Aux XII^e et XIII^e siècles, les hôpitaux de couvents semblent s'être ressaisis de leur décadence du temps des successeurs de Louis le Pieux ; ils exercent alors la plus merveilleuse influence. Dans la province de Brabant, se trouve l'hôpital de Sainte-Gertrude, fondé aux VIII^e ou IX^e siècles, et qui, dans le cours des siècles, se transforme en couvent pour les dames nobles. Tout d'abord, il s'y rassemble toute la gent voyageuse, acteurs, chanteurs et même des filles publiques. La rénovation nécessaire est pratiquée sous Henri IV (1056). Un tiers des revenus est versé à l'abbaye, l'autre tiers à l'hôpital et le reste enfin aux chanoines. L'hôpital se scinde, par la suite, en deux parties : Saint-Nicolas pour les hommes, et le Saint-Sépulcre pour les femmes.

Le grand hôpital Saint-Pierre de Louvain est aussi très ancien. Dès le XI^e siècle, il est des plus riches.

Au XIII^e siècle, l'administration des hôpitaux échoit à un collège composé de membres religieux et civils. Les hôpitaux fondés par les corporations pour leurs membres sont de même très nombreux (Weyl (1), p. 337 à 339).

Paragraphe 5

V. — HOPITAUX DES GAULES ET DE FRANCE. — Les actes des Conciles (V^e concile d'Orléans en 549, et 2^e concile de Tours) sont les premiers documents qui intéressent l'assistance publique dans notre pays (Encyclopédie d'hygiène et de médecine publique (4), p. 10. Les délibérations des conciles, du reste, se sont souvent préoccupés de l'argent des établissements

d'assistance, afin qu'il ne soit pas accaparé au détriment des malheureux, par ceux que Molière appelait « des faux-monnayeurs en dévotion, qui veulent attraper les hommes avec un zèle contrefait et une charité sophistiquée » (*).

Le premier hôpital semble bien être l'Hôtel-Dieu de Lyon, fondé en 542 par Childebert, bien que certains hospices, comme celui de Châlons-sur-Marne, qui devait son existence au III^e siècle, à Saint-Memmin, revendiquent la priorité (Encyclopédie — loc. cit. p. 10). L'Hôtel-Dieu de Paris a pour fondateur Saint-Landry, au VII^e siècle.

Dans les premiers temps de la domination franque, les évêques créent de nombreux hôpitaux, jusqu'à ce que, avec la décadence de l'Eglise, ceux-ci disparaissent aussi. Charlemagne restaure les hôpitaux qui subsistent et en fonde d'autres. En 779, il ordonne dans son 63^e capitulaire : « *Ut episcopi, abbates, per xenodochia et monasteria eorum hospitale, uti antiquitus fuerit, faciant et summopere curent, ut nullatænus prætermittatur* ».

Le concile d'Aix-la-Chapelle, en 816, décrète : « Tout

(*) Assistance publique. — Lettre de St-Rémi, le métropolitain de la Gaule Belgique, à Clovis, qui vient de prendre le pouvoir.

« Une grande rumeur est arrivée jusqu'à nous, écrit l'évêque de Reims, on dit que vous venez de prendre en mains l'administration de la Belgique..... Relevez ceux qui souffrent, protégez les veuves, nourrissez les orphelins, faites que tout le monde vous aime et vous craigne..... Avec ce que votre père vous a légué, rachetez les captifs du joug de la servitude..... Si vous voulez régner, montrez-vous en digne ».

(Monum. Germ. hist. *Epistolæ merovingici et Karolini ævi*. t. I, p. 113).

évêque doit faire ériger un hôpital pour les pauvres et les étrangers. Chaque clerc doit donner dans ce but la dîme de tout ce qu'il reçoit ».

(Canon 141) — Hefele — Leclerc (5), p. 14, t. IV).

Charlemagne s'occupe aussi des hospices dressés sur les cols des Alpes. Il semble en avoir été sollicité par le pape Adrien. Après son règne, les hôpitaux et hospices alpestres tombent en décadence, comme en Allemagne.

Saint-Bernard de Menthon élève ses deux hospices, du Grand et du Petit Saint-Bernard, à la fin du X^e siècle. Celui du Grand Saint-Bernard, détruit au X^e siècle par les Sarrazins, est reconstruit en 972 par l'évêque d'Aoste. Ces cols, bloqués par les neiges pendant les deux tiers de l'année, d'accès pénible et dangereux du fait des tempêtes, des ours et des brigands, sont des voies traditionnelles pour franchir les Alpes : chemins des invasions, des soldats, des marchands, des pèlerins. Les asiles de nuit pour voyageurs et pèlerins sont nombreux à cette époque, où l'on voyage beaucoup, malgré le peu de commodité et de sécurité des communications. En dehors des foires et des marchés, qui attirent les marchands, il y a les pèlerins. Aussi, les xénodochies de la période carolingienne se multiplient, où le voyageur à la bourse peu garnie trouve aide et assistance.

Au XII^e siècle, Saint-Pierre II, archevêque de Tarentaise, bâtit deux asiles sur le mont de la Lésion et le mont Jura (Lallemand (6), p. 323-325).

En 1120, dans les rudes montagnes du Rouergue, nous trouvons l'hôpital d'Aubrac. Ce dernier prend rapidement de l'importance ; il comprend des prêtres

pour les secours religieux ; douze chevaliers, pour escorter les pèlerins et défendre la maison ; des frères, clercs et laïques, pour le soin des malades ; des oblats, pour le soin des fermes et de l'hôpital ; enfin des dames de qualité, ayant sous leur direction des servantes, pour laver les pieds, nettoyer les habits, et faire les lits des voyageurs. Dans la vie de Fr. d'Estaing, évêque de Rodez (par le P. Beau, 1656, p. 337) on lit : « qu'il arrivait souvent que l'abbaye distribuait jusqu'à cinq ou six mille pains dans un seul jour » (V. Advielle) (7).

Partout, on sépare les hommes des femmes. Leurs vêtements, déposés parfois devant la porte des cellules, restent à la garde de l'hôtelier.

« Dans ces temps-là, il fallait, dans certaines provinces, veiller à la sûreté des chemins publics ; la religion s'en chargea » (Gaume — in : (7), V. Advielle).

Un grand nombre d'hospices tombent pendant les guerres des successeurs de Louis le Pieux. Parmi ceux qui sont épargnés, on cite l'hôpital d'Artois, l'hôpital de Tonnerre qui date du XI^e siècle, l'hôpital du Saint-Esprit, de Marseille, de 1180. Le testament de Louis VIII, en 1226, mentionne l'existence de 2000 léproseries dans son royaume. Saint-Louis a le mérite de fonder plusieurs hôpitaux. Sous son impulsion, on vit éclore un grand nombre de ces établissements, dont le chiffre atteint, vers le milieu du XIII^e siècle, vingt mille (Hurter (3), p. 260).

Aux XIV^e et XV^e siècles, les hôpitaux souffrent fort de la guerre de Cent Ans, qui lèse beaucoup leurs moyens d'existence. Avec la Renaissance, l'Eglise perd du terrain ; les belles années de foi, de charité du

Moyen-Age déclinent ; dans nombre d'hôpitaux, l'administration n'a plus d'ecclésiastique que le nom. Le clergé sent diminuer sa valeur professionnelle et morale : il ne suffit plus aux soins assidus des malades. La Réforme approche, mais si elle diminue le nombre des catholiques, elle en relève la qualité ; elle est le coup de fouet qui ranime le clergé.

Cette transformation de l'Eglise, dans le premier tiers du XVI^e siècle, explique celle du monde hospitalier, la sécularisation d'un grand nombre d'hôpitaux.

C'est dans l'histoire de l'Hôtel-Dieu de Paris que l'on suit le plus facilement la lutte entre le monde laïque et le clergé. Elle donne une idée assez précise de ce conflit, c'est pourquoi nous en extrayons ces pages, à titre d'exemple (Coyecque (8) l'Hôtel-Dieu de Paris au Moyen-Age, p. 184 — et rem. I) :

« L'Hôtel-Dieu n'était pas seulement un hôpital dans le sens actuel du mot, destiné à recevoir des malades des deux sexes, de tout âge, à l'exception des lépreux, mais aussi les pauvres sans distinction de nationalité, et même des pensionnaires trouvaient un asile dans cette « maison de Dieu » (Coyecque, vol. I, p. 19). Depuis qu'il en est fait mention (829), jusqu'en 1505, l'Hôtel-Dieu de Paris avait été exclusivement administré par des religieux, comme cela était aussi la règle dans d'autres établissements. A la tête, se trouvaient deux proviseurs élus pour un an par le chapitre de Notre-Dame, dont un maître et une prieure étaient responsables de la gestion de la maison. Cette institution existant depuis sept siècles, *semble s'être montrée à la hauteur de ses fonctions jusqu'au XIV^e siècle*. Mais vers la première moitié du XV^e siècle, de graves inconvénients se firent jour dans l'hôpital. Le maître de l'Hôtel-Dieu refusa de rendre des comptes réguliers de ses actes au chapitre, les infirmiers quittaient l'établissement sans permission et aimaient à entretenir avec les sœurs de « familiers colloques », malgré les peines sévères auxquelles les condamnait le chapitre. Sans respect pour les malades, et en présence de ceux-ci et des visiteurs étrangers, frères et sœurs se dirent les plus énormes grossièretés. Les repas en commun au réfectoire cessèrent ;

chacun s'en allait manger où cela lui plaisait, et lors d'une perquisition, on trouva un escalier caché qui, des chambres des sœurs, conduisait à celle du maître. Le soin apporté aux malades s'en ressentait, et les plaintes au sujet de mauvaise gestion, de prévarications et de tromperies, ne voulurent plus cesser.

Louis XI, en 1482, eut vent de ces irrégularités. Le chapitre essaya d'introduire quelques réformes, mais ce fut sans succès. En 1497, le chapitre se vit obligé de déposer le maître d'alors et de le jeter en prison, car il ne voulait pas rendre compte de sa gestion. Quand alors on y installa un nouveau « boursier », ce fut une révolte ouverte qui éclata à l'hôpital, au cours de laquelle on menaça de mort les nouveaux employés. Les sœurs, à cette occasion, se conduisirent comme de véritables mégères. Quand, le lendemain matin, deux envoyés du chapitre voulurent ramener les sœurs à la raison, et les blâmèrent à cause de leur négligence dans le service, celles-ci soulevèrent les malades en leur racontant que la commission d'inspection voulait voler l'hôpital et causer du tort aux malades. C'est avec beaucoup de peine, que les deux envoyés du chapitre purent s'échapper de la fureur des sœurs et des malades. En 1498, le règlement de compte du maître déposé n'était pas encore terminé. C'est alors que le Parlement se mêla de l'affaire, mais le calme ne put être rétabli à l'hôpital, car malgré l'avis du chapitre, il se refusait à faire entrer quatre bourgeois de Paris dans l'administration. On peut bien penser quelle fut la situation des malades au milieu de cette lutte entre le chapitre et le Parlement. Le roi Charles VII perdit enfin patience. En 1498, il ordonna au chapitre d'avoir à ramener l'ordre à tout prix. Si le chapitre s'en montrait incapable, il prendrait lui-même la chose en mains. Après plusieurs tentatives infructueuses, le chapitre se déclara incapable et pria la Ville de Paris de prendre la direction de l'Hôtel-Dieu. Ceci se passait le 5 mai 1505. C'est donc cette année là que le pouvoir civil s'introduisit dans l'administration de l'hôpital, et de cette circonstance, découlent pour le sort ultérieur de cet établissement de nombreuses conséquences. Le Moyen-Age était passé aussi pour l'Hôtel-Dieu, les temps modernes commençaient. (Coyecque, vol. 1, p. 173. Felibien, vol. 1, p. 388).

Mais l'administration nouvelle rencontra de très grandes difficultés, parce que les revenus de l'hôpital avaient beaucoup diminué, par suite de la guerre de Cent ans, et que les dettes précédentes étaient incomplètement ou pas du tout payées. Malgré un zèle de plusieurs années, elle ne réussit pas à rétablir l'ordre dans ses finances. Les soins, le traitement et la visite

des malades laissaient fort à désirer, d'autant que les sœurs, malgré les menaces d'emprisonnement et d'excommunication, ne voulaient pas obéir au nouveau règlement. Comme auparavant, elles continuèrent à vivre de la façon la plus déréglée; elles s'abandonnaient aux frères, aux domestiques et aux livreurs; on les rencontrait là où elles n'avaient rien à faire; elles mangeaient et buvaient avec n'importe qui et abandonnaient le soin des malades aux sœurs converses. En 1535, le roi se vit de nouveau obligé de se mêler à la question. Une perquisition démontra toutes les turpitudes que nous avons déjà signalées, et prouva en outre que les sœurs s'appropriaient de grandes quantités de linge au détriment des malades. On expulsa donc les religieuses coupables et on en fit venir d'autres d'un ordre différent (Coyecque, vol. 1, p. 192, 337-338) - (Weyl, p. 307-308-309).

CHAPITRE II

ORGANISATION DES HOPITAUX

L'admission des malades. — La propreté.

La nourriture. — Les soins. — Les lits.

La garde des malades. — La sortie de l'hôpital ()*

« Dans les maisons désignées par le maître de l'hôpital, « lorsque le malade se présentera, voici comment il sera reçu : « Ayant d'abord confessé ses péchés au prêtre, il sera communiqué religieusement, puis on le portera au lit, et là, le traitant « comme un seigneur, suivant les ressources de la maison, « chaque jour, avant les repas des frères, on lui servira charitablement à manger » (10).

(Le Grand, p. X).

(*) Pour ce qui a trait aux maternités, voir chapitre : « Hygiène de la grossesse ».

Cette belle formule qui est la conséquence des usages pratiqués dans l'ancien hôpital fondé par les gens d'Amalfi, ancêtre du premier hôpital de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, remonterait aux premiers siècles du christianisme. Elle domine toute la législation hospitalière du Moyen-Age.

On manque de renseignements sur la façon dont sont administrés les hôpitaux pendant les premiers siècles du Moyen-Age. A part quelques notions sur le régime intérieur des hôpitaux de Rome fournies par le *Liber diurnus* (Edit. Sickel, 1889, p. 62 et 63), au IX^e siècle, il faut descendre jusqu'au XII^e siècle pour trouver le premier texte, qui renferme à ce sujet des indications précises.

Entre 1125 et 1153, sont promulgués les statuts de l'hôpital Saint-Jean de Jérusalem, qui exercent une puissante influence sur ceux des autres établissements charitables.

Il ressort nettement des travaux de Coyecque, Lallemand, Chastel, Le Grand, et d'autres auteurs qui se sont attachés à l'étude du Moyen-Age, que dans l'immense majorité des cas, on ne soigne à l'hôpital que les indigents. Les malades fortunés sont traités à domicile. Le pauvre, donc, qui se sent atteint dans sa santé, n'a qu'à se présenter à la porte de l'hôpital, et exprimer au frère portier ses doléances. La prieure est alors requise et, suivant la vacance des lits, elle admet ou non le malade. En cas d'urgence, ou de maladie manifeste, l'admission est toujours concédée.

Les pauvres, à qui les forces ne permettent pas de se rendre à l'hôpital, ne sont pas pour cela délaissés. Des frères parcourent la ville pour les recueillir. A

Angers, la tournée de ces frères se fait deux fois par semaine, et l'on peut lire, dans le règlement de l'Hôtel-Dieu de cette ville, qui date des premières années du XIII^e siècle, au statut 5 :

« De receptione autem pauperum ita provisum est quod ad querendum infirmos per civitatem bis in hebdomada proprios nuncios transmittemus quarta videlicet et sexta feria ».

(Le Grand (10), p. 23).

Cet article rappelle le paragraphe XI de la règle du Saint-Esprit de Montpellier, soucieux également que les malades ne soient pas abandonnés dans les rues ou les places publiques. Leur hospitalisation est imposée et les soins les plus attentifs sont exigés :

« Pauperes infirmi per vicos una die cujuscumque hebdomadæ et per plateas querantur et in domum Sancti Spiritus deferantur et eorum curam diligentissime habeant ».

(Migne, Patrolog. lat., t. CCXVII, col. 1146).

Dans la plupart des villes, la Maison-Dieu est située au voisinage de la cathédrale, le pauvre malade n'a qu'à s'offririr devant le portail de l'église, à la pitié des fidèles et il est porté à l'hospice par des mains charitables.

Entré à l'hôpital, le malade est lavé, réconforté, puis mis dans son lit où il attend la visite du médecin.

« Après, sanz la garde et les veilles de jor et de nuit, que les frères de l'ospital doivent faire de ardant et de devot corage as povres malades com à seignors, fu ajoin en chapistre général que, en chacusne rue et place de l'ospital où les malades reposent, que IX sergents soient prest à leur servise, qui lavent lor piés bonnement, et les eissent de dras, et facent lor liz, et amenistrent as languissans viandes necessaires et

profitables et hobeysent en toutes choses au profit des malades ».

(Statut 9 de St Jean de Jérusalem. Promulgué par Roger de Moulins en 1181. — in : *Le Grand* (10), p. 13).

Les grands malades ont chacun un lit ; il n'y a d'exception que pour les moins sérieusement atteints et seulement lorsque le trop grand nombre d'hospitalisés dépasse celui des lits.

De plus, si la gravité du cas l'exige, on les transporte dans des chambres d'isolement, dont nous reparlerons à propos de la construction des hôpitaux (*).

« Premièrement, soit enjoint à ceux qui ont la charge de coucher les malades, qu'ils mettent les griefs malades chacun à part soy en ung lit, sans compaignon, sinon au cas qu'il en eust si grans multitude que les litz de la maison n'y peussent fournir ».

(Année 1494 — Ordonnances (du chapitre) pour l'Ostel-Dieu et pour le bien des pauvres. In : *Coyecque* (8) — *Hôtel-Dieu*, t. II, p. 208).

(*) Ceci est à rapprocher, tout à l'avantage du Moyen-Age, de l'hygiène hospitalière des siècles suivants.

Un acte officiel, du 1^{er} juillet 1525, nous donne des renseignements sur la situation des malades de l'Hôtel-Dieu de Paris, à cette époque. Il s'agit d'une lettre écrite au Parlement par Jehan Briçonnet, président de la Cour des Comptes, qui s'acquit de grands mérites à propos de cet hôpital. Il parle notamment de 5, 6 malades et plus, couchés dans un même lit, des pestiférés à côté de varioleux et même avec des convalescents (*Coyecque* — Vol. I, p. 338).

Voici une autre description de l'Hôtel-Dieu, datant de 1765 :

« Qu'on se représente une longue enfilade de salle contiguës, où l'on rassemble des malades de toute espèce, et où l'on entasse souvent, 3, 4, 5 et 6 malades dans un même lit ; les vivants à côté des moribonds ; l'air infecté des exhalaisons de cette multitude de corps malsains, portant des uns aux autres les germes pestilentiels de leurs infirmités ; et le spectacle de la douleur et de l'agonie de tous côtés offert et reçu. Voilà l'Hôtel-Dieu ». d'Alembert. — *Encyclopédie ou dictionnaire raisonné des Sciences, Arts et Métiers* — 8 vol. (article Hôpital et Hôtel-Dieu).

Le personnel hospitalier doit veiller tout spécialement à ce que les lits soient faits correctement, de façon que les malades puissent y reposer à leur aise. La propreté des draps est de rigueur. Ceci se retrouve dans de multiples règlements d'hôpitaux. Le souci qu'on prend des lits des malades est, du reste, bien prouvé par le fait qu'on exige qu'ils soient fait par les sœurs et non par les employés subalternes. Le change du linge a lieu au moins une fois par semaine, et une fois par jour si la propreté l'exige.

« Et la tierce fois ajousta que les liz des malades fucnt faits en longueur et en largeur au plus convenable que estre poysent à reposer, et chascun liz eut ses dras touz propres ».

(Statut 3 de Roger de Molins (15 mars 1181) de l'hôpital Saint Jean de Jérusalem (Le Grand (10), p. 13).

« *Nunquam sorores vel ancillæ lavent pedes fratrum, vel capita, vel lectos faciant, sed infirmorum in domo jacentium* ».

Statut 33 — Hôtel-Dieu de Paris (1120). Le Grand, p. 48).

« Les sereurs doivent : en refaire les lis en linchens nès et honiestes et couvretours..... ».

(Chap. II — Statut V — Hôpital Comtesse, à Lille (1250). Le Grand, p. 87).

91. — « *Grabata infirmorum munda sint, cum pulvinaribus et culcitris, secundum quo melius poterit fieri* ».

92. — « *Lintheamina ad minus semel in hebdomada abluantur : semel in die si necesse fuerit* ».

93. — « *In quolibet lecto duo sint coopertoria. — In hyeme tria, cum suis vestimentis* ».

(Statuts 91-92-93 — Hôtel-Dieu le Comte, à Troyes(1263), Le Grand, p. 116).

« *Mox interdiu lectuli sternuntur per subinfermarium, cum duce tum custodum ; quæ sunt sordida lintea mutantur. Egroti qui possunt, e lectis surgunt ; qui nequeunt, prout potest, lecti tamen complanantur* ».

Rapport de Portinari à Henri VIII d'Angleterre.

In : Passerini — *Storia diali stabilimenti di benifenza... di Firenze* — in-8 — 1853 (Cité par Lallemand (6), t. III).

Le service médical est assuré par des praticiens spécialement attachés à l'établissement. Cela est certain pour les hôpitaux dépendant de couvents ou de cathédrales. On le constate longuement en lisant le livre de Dubreuil-Chambardel sur les Médecins dans l'Ouest de la France aux XI^e et XII^e siècles.

Naturellement, dans les infirmeries conventuelles, l'archiâtre est un moine formé dans une des nombreuses et alors célèbres écoles d'abbayes ou de villes réputées, comme Montpellier. Les clercs séculiers médecins sont ordinairement chargés du soin des malades dans la Maison-Dieu située au voisinage de la cathédrale. Ils n'ont, dans cet établissement qu'un rôle strictement professionnel à remplir, la direction du personnel et la gérance des fonds appartenant à un membre du chapitre, spécialement désigné pour s'occuper de ces fonctions (Dubreuil-Chambardel (2), p. 191).

L'heure des repas arrive. C'est d'abord aux malades que l'on songe ; ils sont servis avant le personnel : tous les statuts le déclarent nettement. Mais avant de les servir, il faut procéder aux ablutions. La cloche ayant tinté, les infirmiers doivent apporter à chaque hospitalisé de l'eau et un essuie-mains.

A Florence, par exemple, l'heure de la réfection sonne, un serviteur prend quelques pains, les coupe en longues tranches. Pendant ce temps, d'autres serviteurs apportent deux serviettes à chaque administré. Le patient en place une sur une planche formant table, posée sur le coussin de son lit ; il garde l'autre pour essuyer ses mains et sa bouche ; peu après, les servants présentent l'eau, froide en été, chaude en hiver, et leur tendent les essuie-mains. Là-dessus, les textes sont

formels, les malades, les frères, les sœurs doivent se laver les mains avant de se mettre à table (Lallemand (6), p. 189 et 207. Citations des statuts des hôpitaux de Pontoise, Lille, Angers, Montdidier, Paris...).

« *Statutum est autem, quod singulis diebus, antequam fratres eant pransum, pauperes reficiantur, et, ad sonum tintinabuli, omnes sorores, sine aliqua excusacione, accelerent, et dominis nostris pauperibus cum omni humanitate et benignitate ministrent, dantes aquam cum manutergis ad collum.....* ».

(Statut 8 — Hôtel-Dieu d'Angers — prem. années du XIII^e siècle) — (10), p. 24).

Que sert-on aux malades ?

Dans les régions du Nord, la chair de porc domine ; à Paris, c'est la chair de mouton. Le bœuf est moins fréquemment servi. Les autres mets courants sont les poissons, la bouillie, les œufs, les pois, les légumes, le lait, le fromage.

A Paris, où l'on a tendance à trop admettre les malheureux au-delà des ressources, la portion de chaque malade s'en ressent : « une ration d'enfant de chœur ». Est-ce suffisant ? ajoute Coyecque (8) (t. I, p. 86-87), nous n'oserions le prétendre.

Ce même auteur mentionne au nombre des vivres servis à l'ordinaire : des potages aux amandes, des œufs, des poissons de mer et d'eau douce, des figues, des raisins, du gruau, des pommes de capendre, des poires, des tartes.

Les griefs malades, écrit Coyecque (1, p. 86) sont mieux servis : on leur donne du meilleur vin, la volaille leur est réservée. On ne les nourrit guère que de chapons, oisons, poussins ou pigeons. Les jours de poisson, au lieu de morue ou de merlan, on leur sert un plat de petits poissons frits.

Après la réfection des malades, c'est le tour du personnel : frères, sœurs, servantes. Auparavant, le lavement des mains est également exigé. Son rituel est soigneusement rédigé dans les règlements.

« Devant le mangié dou matin et dou souper à heure souffisant doit-on sonner une cloque ki puist estre oïe par toutes les offecines de la maison, pour chou que li frères et les sereurs vieignent sans demorée al mangier, et quant ils ont leurs mains lavées, li prieuse ou celle à qui elle commandera doit sonner une cloquette... et tantos li couvens doit entrer en refrotoir, faire le beneichon et mangier en silence ».

(Statut VII de l'Hôpital Comtesse, à Lille, fondé en 1237) (Le Grand (10), p. 71).

« Il est à savoir que, après réfection des malades, la prieuse doit sonner le eschiele dou refrectoir... Et lors les sereurs s'en venront par le laveoir et après se rassembleront au refrectoir..... ».

(Statut 15 de de l'Hôtel-Dieu de Vernon (règne de Saint-Louis) (Le Grand (10), p. 167).

Il en est de même pour les sœurs qui ont dû rester à la garde des malades, pendant le repas du personnel de l'hôpital :

«Celles qui (les sœurs) les ont gardez (les malades), et les autres qui ont été en occupation des besoignes de la meson, parveignent ensuite et se assembleint au refrectoir, leurs mains lavées, et usent des mêmes aliments et de ce mesme vin que les premières ».

(Le Grand, p. 171).

Les soins sont confiés aux femmes (sœurs, novices, chambrrières) sous les ordres de la prieure (Lallemand (6), p. 213). De plus, comme le personnel soignant est en majeure partie composé de religieuses, astreintes, de par leur règle, à des exercices de piété, il est prévu dans les statuts que les malades ne doivent pas en souffrir. En conséquence, les infirmières ou infirmiers sont

dispensés des offices religieux pendant le temps consacré aux malades, ou s'ils ont eu la fatigue d'une garde de nuit.

« *Tam fratres quam sorores qui sani fuerint, intersint misse et vesperis et matutinis, in quocunque sint Domus officio nisi aliqui vel alique pro necessitate infirmorum remanserint.*

(Statut 19 — Hôtel-Dieu de Paris (1220) (Le Grand, p. 46).

« Toutes les sœurs, s'elles ne sont malades ou elles n'ont veillé celle nuit pour wardier les malades doivent oïr matines chascun jour.... ».

(Chap. I — Statut II de l'Hôpital, à Lille (1250) (Le Grand, p. 65).

On trouverait des règlements identiques au statut 24 de l'Hôtel-Dieu le Comte, à Troyes ; au statut 8 de l'Hôtel-Dieu de Saint-Pol ; au statut I de l'Hôtel-Dieu de Pontoise ; au statut 14 de l'Hôtel-Dieu de Vernon, etc...

Dans chaque hôpital, c'est la prieure qui désigne les sœurs chargées de la garde de nuit. La veillée durera jusqu'à matines, moment où tout le personnel se lève :

« *Usque ad matutinas dum conventus surrexit* ».

(Troyes XCIV ; Paris XXIV ; Angers X, etc...).

A Paris, les sœurs de nuit ont 3 pintes à boire pendant les heures de garde ; à partir de 1337, cette ration est portée à 5 pintes, en vertu du legs du chanoine Eudes, de Sens.

La prieure est tenue à des rondes de nuit (Coyecque, t. I, p. 93).

Voici quelques statuts de différents hôpitaux, au sujet de la veille des malades :

« *Una autem soror, et una pedisseca, vel etiam plures, si necesse fuerit, qualibet nocte vigilant ut infirmos custodiant et eis de nocte necessaria subministrent, et ad communicandum infirmos, si necesse fuerit, vocent vel vocari faciant sacerdotes.*

(Statut 10 — Hôtel-Dieu d'Angers — XIII^e siècle) (Le Grand, p. 25).

« *Quod si ad tantam infirmitatem devenerit ut a communi consortio removeatur et in infirmaria pauperum ponatur tunc diligenti etiam quam prius in omnibus provideatur, et nunquam sine custodia relinquatur.*

(Statut 22 — Hôtel-Dieu de Paris, (1220) (Le Grand, p. 46).

« *In die infirmi a sororibus diligenter visitentur qualibet nocte duæ sorores vel puellæ statuatur a priorissa ad serviendum et ministrandum pauperibus ; et vigilant usque ad matutinas, dum conventus surrexit.*

(Statut 94 — Hôtel-Dieu le Comte, à Troyes (1263) (Le Grand, p. 116).

« *Una sororum et una ancillarum qualibet nocte semper vigilant coram infirmis ita quod quælibet vigilet una post aliam, ad noctem ei spectantem.*

(Statut 29 — Hôtel-Dieu de Saint-Pol (1265).

Lorsque le malade est guéri, il ne sera pas renvoyé tout de suite de l'établissement. On le gardera encore 7 jours, afin de consolider sa guérison. Cette façon d'agir se retrouve dans la plupart des statuts.

.....*Et ne aliquis sanitati restitutus pro nimia festina recessione recidivum patiat, septem diebus sanus in dome sustentetur.*

(Statut 22 — Hôtel-Dieu de Paris (1220) (Le Grand, p. 46).

— Et quand il aura sa santé recouverte, par sept jours soit soutenu en la maison, pour ce que il ne renchée.

(Statut II — Hôtel-Dieu de Pontoise, en 1265) (Le Grand, p. 138).

— Si malades, quant il guerira, avant cen que il se desparte, sera soutenuz en la meson par VII jorz sains, qu'il ne rechiée

en sa maladien, ou tant cum la prieuse ou les gardes des malades verront que metiers sera.

(Statut II — Hôtel-Dieu de Vernon (règne de Saint-Louis) (Le Grand, p. 161).

Quelle était la mortalité dans les hôpitaux du Moyen-Age ? Rien ne permet de dire qu'elle était anormale. Les chiffres considérables cités, s'appliquent, le plus souvent, aux siècles suivants, ou en tout cas aux périodes des terribles épidémies de peste. Ce qui, du reste, n'est pas particulier aux hôpitaux, mais est général à l'Europe entière, aux campagnes comme aux villes.

Et avec Coyecque (*), nous pouvons dire : « grâce aux Comptes de l'Hôtel-Dieu, la légende a disparu des 10.000, 15.000 et même 30.000 décès par an, qui fournissait à maint écrivain un thème fécond en développements faciles sur l'insuffisance des hôpitaux au Moyen-Age ; sans ces comptes, plus d'un n'hésiterait pas à reprocher aux architectes des XII^e et XIII^e siècles de n'avoir pas élevé leurs constructions sur le modèle de Lariboisière ou de Tenon ».

CONSTRUCTION DES HOPITAUX. — Les premiers hôpitaux, que voit se construire le Moyen-Age, ne se distinguent pas tous des maisons particulières (Weyl (1), p. 352 et suivantes).

En se reportant au chapitre sur les anciens hôpitaux d'Orient, on voit comment on passe, suivant les besoins d'une contrée, de l'hôtellerie à l'hospice, et comment se fondent les xénodochies et les nosocomies.

Bien que toutes ces constructions aient complètement disparu de nos jours, on peut se faire cependant une

(*) Coyecque — L'Hôtel-Dieu de Paris au Moyen-Age. — t. II — introduction — p. II.

reproduction assez exacte de leurs dispositions, en se reportant aux maisons et aux hôtelleries de la Turquie ou de l'Asie-Mineure contemporaine. La façade étroite et sans apparence se rattache à 2 ailes latérales, dont toutes les chambres sont aménagées au premier étage et donnent sur une galerie. Entre ces ailes se trouve une cour plantée d'arbres et contenant le puits. Les chambres de ces ailes latérales hébergent quelques étrangers. Dans le bâtiment de façade, plusieurs grandes pièces sont affectées aux repas en commun. Les écuries et les logements des valets sont au rez-de-chaussée dans les ailes latérales (Weyl).

Dans les hôpitaux de couvents d'Occident (se reporter à ce chapitre), par exemple à Farfa, Saint-Trond, et dans le célèbre plan du couvent de Saint-Gall (820) l'hôpital est toujours séparé des autres constructions. Un grand progrès est ainsi réalisé.

A Saint-Trond, l'hôpital est entouré de jardins, afin d'assurer l'aération la plus complète des salles de malades. A Saint-Gall, il est partagé en plusieurs parties, dont l'une appartient aux malades gravement atteints. On y remarque un bâtiment destiné aux saignées et aux purgations. Les salles de bains, la cuisine des malades, la maison des médecins, le jardin des simples complètent cette installation.

Dans ces conditions, l'hôpital en commun est par le fait abandonné et remplacé par une sorte d'hôpital spécial, combinaison que l'on croit généralement être d'origine contemporaine. Les dimensions des surfaces octroyées à chaque malade peuvent être évaluées, en ce qui concerne Farfa. Dans ce couvent, le quartier hospitalier comprend un ensemble de bâtiments se

composant de 6 cellules de malades, dont 4 de même grandeur (8 m. 90 $\times$ 7 m. 60) avec 8 lits et autant de cabinets d'aisance. On y trouve, en outre, une salle de bains, une chambre réservée au nettoyage des objets et vêtements appartenant aux malades. L'installation de nombreux cabinets d'aisance en dehors des salles de malades, dans un bâtiment particulier réuni à elles par une allée, montre bien le souci que l'on a, dans les couvents de Farfa et de Saint-Gall, d'éloigner le plus rapidement possible les immondices.

Les hôpitaux des XII^e, XIII^e et XIV^e siècles sont le plus souvent situés en dehors des villes ou à leur périphérie, souvent aussi à proximité d'un cours d'eau, pour faciliter leur alimentation en eau et l'éloignement des immondices.

Dans ces hôpitaux, de grandes salles claires et vastes, dont les fenêtres vont jusqu'au plafond, et servent souvent de portes pour conduire aux jardins, sont séparées par des cloisons fixes ou mobiles en plusieurs compartiments. Dans la salle de malades même, ou dans la chapelle en communication avec elle, se trouve un autel. Les mêmes dispositions se retrouvent au célèbre hôpital de Santo Spiritu à Rome, à celui de Tonnerre, fondé vers 1300, et à l'hôpital du Saint-Esprit de Lubeck (vers 1234) (Weyl).

Les salles sont entourées de jardins où les malades peuvent trouver des lieux spécialement adaptés au repos en plein air. La plupart du temps, les cuisines et les hôtelleries sont situées dans des corps de bâtiments spéciaux, qui les rendent indépendantes des salles de malades.

Les hôpitaux revêtent, sous Saint-Louis, un caractère

artistique. Ceux de Beaune, de Tonnerre, d'Ours camp, dont les restes sont on ne peut plus remarquables, attestent avec un goût intelligent, une grande sollicitude pour le bien-être des malades.

La charité la plus tendre éclate dans les chartes des princes comme dans les testaments particuliers. Les fondations charitables pullulent. Les hospices, en particulier, sont organisés avec un sens pratique étonnant. « Dans le peu d'hôpitaux qui nous sont restés, dit Viollet-le-Duc, nous trouvons un esprit de charité bien entendu et délicat. Ces bâtiments sont d'un aspect monumental, sans être riches. Les malades ont de l'espace, de l'air, de la lumière. Ils sont séparés les uns des autres ; leur individualité est respectée » (Dictionnaire d'architecture, de Viollet-le-Duc — au mot Hôtel-Dieu).

A Tonnerre, dans le superbe hospice fondé par Marie de Bourgogne, belle-sœur de Saint-Louis, la grande salle est divisée de telle sorte que chacun a, non seulement son lit, mais sa chambrette particulière ; des cloisons d'une élévation suffisante partagent cette vaste nef en petits compartiments, et tout autour, sous la voûte, règne un promenoir à balcon, d'où l'on peut surveiller les malades.

Grâce au Saint Roi est bâtie, à Paris, la cité des aveugles des Quinze-Vingts, non point, comme l'a dit une légende, pour des gentilshommes auxquels les Sarra-sins auraient crevé les yeux, mais pour 300 indigents. Là, chaque hôte a sa maison à soi ; l'établissement n'est qu'une agglomération de petites maisons particulières, où les pauvres aveugles vivent avec leurs femmes et leurs enfants. Grâce encore au roi, Vernon a sa Maison-

Dieu, et aussi Compiègne et Pontoise ; l'Hôtel-Dieu de Paris s'accroît.

Autant que nous pouvons l'imaginer, les hôpitaux du Moyen-Age sont donc, dans le vrai sens du mot, des installations très hygiéniques (Weyl (I), p. 356), donnant au malade un espace clair et facilement aéré et des soins assidus (*).

Le Moyen-Age mérite-t-il alors toutes les critiques dont on l'accable au nom de l'hygiène ? Si la science médicale a encore d'immense progrès à faire, les efforts intelligents de la charité viennent à bout d'y suppléer. Et c'est certainement un des côtés les plus frappants de la religion du Moyen-Age que cet empressement unanime à soulager la misère d'autrui. On évalue à plus de 200.000 livres tournois les dépenses de Saint-

(*) Faisons ici un nouveau parallèle avec les siècles suivants; au temps de la Renaissance, on veut tirer un plus grand parti de la place occupée par les hôpitaux. On agence donc les salles autour d'une cour, puis on construit des bâtiments à plusieurs étages (Weyl, p. 356) : ce qui diminue l'aérage et l'insolation des salles. On utilise mieux la place, mais on appauvrit les conditions hygiéniques de l'établissement. Les constructions des siècles suivants nous montrent une régression encore plus accentuée. Ce qui, jusqu'ici n'était que l'exception, comme la superposition de plusieurs étages, devient la règle. On peut ainsi, à meilleur compte se procurer le nombre de lits nécessaires, car l'esprit de charité, qui animait le Moyen-Age, a beaucoup diminué, et les fonds pour construire de nouveaux hôpitaux ne se trouvent plus que difficilement. On trouve l'exemple de semblables constructions, à l'hygiène des plus précaires, dans presque toutes les grandes villes, à la Charité de Berlin, à l'Hôpital-Général de Vienne, à l'Hôtel-Dieu de Paris (Weyl, p. 360 et 361). Ces constructions se sont en partie maintenues jusqu'à la fin du XIX^e siècle. C'est d'elles qu'un Français put dire : « Les malades n'y meurent pas de l'affection pour laquelle ils sont entrés à l'hôpital, ils meurent de l'hôpital même ».

Louis pour tout cet ensemble d'installations hospitalières et monastiques qu'il développe (Saint-Louis, de G. Goyau).

Il ne leur procure pas seulement son argent, mais ses électuaires et tous les remèdes de son infirmerie royale, devenue comme une pharmacie centrale pour l'approvisionnement des Maisons-Dieu ; et l'ordonnance qui règle les privilèges des chirurgiens laïques leur intime de soigner gratuitement les malheureux et les incurables. Cette obligation est inscrite par le roi dans la charte même de leurs privilèges.

La charité c'est, en effet, le grand moyen par lequel le Moyen-Age supplée à l'insuffisance de ses connaissances médicales. En multipliant partout les hôpitaux et les maladreries, il rend à l'humanité plus de services que les savants d'alors n'en peuvent rendre.

Au XIII^e siècle, on compte en France 2.000 hôpitaux (Hurter, p. 260). Le testament de Louis VIII mentionne l'existence de 2.000 léproseries, toujours dans ce seul pays (Weyl, p. 306). Les résultats d'une telle organisation charitable sont là pour prouver son efficacité : la lèpre a disparu de l'Occident.

Notre civilisation toute entière est fille de celle-là. Avec ses instruments si imparfaits, et ses ressources si bornées, le Moyen-Age n'en a pas moins préparé, dans le domaine de l'hygiène, le grand système si efficace maintenant des services sanitaires dont nous bénéficions.

CHAPITRE III

LES ORDRES RELIGIEUX HOSPITALIERS

Fonder des hôpitaux, soigner les malades, les voyageurs ou les pauvres : tel est le but des ordres hospitaliers. La première association de ce nom remonte au IX^e siècle, et est fondée à Sienne par un pieux personnage, du nom de Soror, qui ouvrit, près de la cathédrale, une maison appelée la Della Scala, pour secourir les pèlerins indigents. Par la suite, apparaissent un grand nombre de congrégations. Nous ne parlerons que des principales.

On les divise en ordres de chevaleries et en ordres de bourgeoisie. Parmi les premiers, on distingue les Hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem, qui formeront plus tard l'ordre de Malte, les Templiers, les chevaliers teutoniques, l'ordre de Saint-Lazare et les hospitaliers d'Aubrac (pour ces derniers, se reporter au chapitre précédent : les hôpitaux).

Parmi les ordres civils, modelés sur leurs devanciers, nous verrons les frères pontifes, les hospitaliers de Saint-Jacques du Haut-Pas, les « porteurs de croix », les ordres de Saint-Antoine et du Saint-Esprit.

A l'exemple des Frères hospitaliers, un certain nombre de congrégations de femmes se réunissent sous le nom de Sœurs hospitalières : nous ne retiendrons que les Hospitalières de Saint-Jean de Jérusalem, fondées en même temps que les chevaliers de ce nom, l'ordre de Sainte-Elisabeth et les Béguines.

Paragraphe 1

I. — LES ORDRES DE CHEVALERIE

1. — *Les Chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem.* — Les frères hospitaliers de Jérusalem desservaient l'hôpital d'Amalfi, fondé en 1048 par des marchands, pour soigner les pèlerins pauvres.

Godefroy de Bouillon, puis Baudouin, son frère, leur octroyèrent de nombreuses donations.

L'inspecteur des hôpitaux Gerhardt transforme, sous Godefroy de Bouillon, la société encore sans règle en un ordre régulier portant l'habit des Bénédictins, et de cet ordre sort bientôt, au XII^e siècle, celui de Saint-Jean. Ceux-ci à la fois soignent les malades et combattent les infidèles. Sur les chemins conduisant à Jérusalem, ils fondent des asiles, à Saint-Gilles de Provence, à Pise, Bari, Otrante, Tarente et Messine. Les premières xénodochies chrétiennes, érigées en Syrie, servent de modèles à ces refuges. Jean de Vizburg, qui prend part à la seconde croisade (1147-1149), nous décrit l'hôpital des Chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem.

Un grand nombre de malades des deux sexes trouvent un asile et des soins dans les divers grands bâtiments de cet établissement.

Les plus anciens statuts de l'ordre de Raymond de Puy, datés de 1135, déclarent que dans l'hôpital de Jérusalem cinq médecins et trois chirurgiens doivent se tenir en permanence.

D'après les statuts dictés par le huitième maître de l'Ordre, Roger de Moulins, l'hôpital doit être pourvu

de quatre médecins actifs et expérimentés. Le pape, Lucien III, approuve cette institution et y fait ajouter quatre chirurgiens (1181-1185).

Les ordonnances de Roger de Moulins s'occupent ensuite de l'établissement des lits de malades (se reporter au chapitre : les hôpitaux). Pour se rendre aux cabinets d'aisance, tout malade sera revêtu d'une peau de mouton, de ses souliers et d'un capuce de laine. Ce sont les frères qui sont chargés du soin des malades, des serviteurs assurant le service. L'hôpital reçoit, en outre, des orphelins.

Après leur expulsion de Jérusalem, les Chevaliers se retrouvent à Rhodes et à Chypre, où ils reprennent leurs occupations traditionnelles, et il en naît, au XV^e siècle, les Chevaliers de Rhodes.

Après le transfert du siège principal de l'Ordre à Malte, où ils fondent un hôpital, l'Ospedale Grande, les hospitaliers prennent le nom de Chevaliers de Malte.

Dans tous les pays où l'Ordre s'introduit, les chevaliers de Saint-Jean bâtissent des hôpitaux, dans le Brabant, en Angleterre, en Hongrie, en Espagne, en Allemagne, en Prusse, en Italie, etc...

Le chef suprême de tous les hôpitaux de l'Ordre est le Grand Hospitalier de France. Il est assisté d'un conseil de 5 médecins et de 3 apothicaires (Weyl (I), p. 341 et suivantes).

2. — *Les Templiers*. — Le chevalier de Saint-Jean et le Templier tiennent à la fois du moine et du soldat. Leur costume trahit ce double caractère. Ils portent l'un et l'autre l'armure du soldat, sur laquelle l'Hospitalier jette son manteau noir avec croix blanche, et le Templier son manteau blanc avec croix rouge.

L'Ordre du Temple nous intéresse peu, car il constitue surtout un ordre combattant pour la protection des voyageurs sans cesse assaillis en Palestine par des bandes de brigands. Les hôpitaux qu'il possède, aussi bien en Orient qu'en Occident, ne sont destinés qu'aux frères et aux serviteurs de l'Ordre. Le soin des frères malades, par contre, incombe au frère infirmier, qui est toujours un chevalier de l'Ordre.

Chaque Templier doit subvenir à 40 jours de nourriture pour un pauvre (Weyl (1) — Hurter (3), p. 122).

3. — *Les Chevaliers teutoniques.* — Ordre religieux et militaire, fondé en 1128, à Jérusalem, par les Allemands. Les premiers membres portent le nom de Frères de Sainte-Marie et ne s'occupent que du service d'un hôpital organisé à Jérusalem par un Allemand pour secourir ses compatriotes. Quand, parmi les frères de cet hôpital, les Chevaliers sont aussi reçus, ils élargissent le champ de leur activité, et entreprennent aussi de combattre les infidèles.

Après la chute de Jérusalem, en 1187, la clémence de Saladin permet aux membres de l'Ordre teutonique, comme aux Chevaliers de Saint-Jean, de rester dans la ville pour soigner les malades. L'hôpital survit donc à Jérusalem jusqu'à la nouvelle destruction de la ville, en 1219, où il périt de même que tous les autres.

La plus grande partie des frères de l'Ordre s'est cependant réfugiée à Saint-Jean d'Acre. En 1190, au siège de cette ville, ils se font remarquer par le duc Frédéric de Souabe qui, de leur société, forme l'Ordre des Chevaliers teutoniques. Les nouveaux chevaliers sont soumis, pour la pratique des devoirs de la charité,

à la règle des Hospitaliers et, pour la discipline militaire, à celle des Templiers. L'ordre se divise en 3 classes : les chevaliers, les prêtres et les frères servants. La première n'est accessible qu'aux nobles. Leur costume est un manteau blanc avec une croix noire.

En 1191, l'Ordre fonde un hôpital à Saint-Jean d'Acre. Dans la suite, de nombreux hôpitaux se créent en Sicile, puis en Allemagne.

Toutes les maisons, tous les couvents de ces chevaliers possèdent un hôpital. Les soins médicaux sont donnés par l'hospitalier qui, dans les grands établissements, est secondé par des médecins.

L'hospitalisation des lépreux est aussi l'objet de soins particuliers, exprimés de même dans les statuts. Les malades ne doivent pas rester sans lumière la nuit. La table des infirmes est mieux servie que celle des sujets bien portants. Les négligences dans le service ou les soins apportés aux malades sont dénoncées au maître.

Cet ordre disparaît au XVI^e siècle (Weyl (1), p. 346 ; Hurter (3), p. 162 à 180).

4. — *Les Chevaliers de Saint-Lazare.* — Cet ordre a également pour but le soin des malades et la lutte contre les infidèles. Il s'établit à Jérusalem, en 1119, pour soigner les lépreux. Leur insigne, une croix à huit pointes, porte au centre, d'un côté l'image de la Vierge, et de l'autre celle de Saint-Lazare.

Suivant la tradition, le grand Maître de l'Ordre ne peut être qu'un chevalier lépreux (?) de l'hôpital de Jérusalem, bien qu'un tel malade soit à peine capable de remplir une telle charge. Dès 1154, l'Ordre est pro-

priétaire, en France, de la terre de Boigny, près d'Orléans, qui devient plus tard son siège principal. Louis VIII les avait appelés en France, afin de combattre une épidémie tenace. Une vicairie générale se trouve en Hongrie. Les Lazaristes trouvent aussi, dans les autres pays d'Europe, un chaleureux accueil, quand, après la perte de la Terre Sainte, ils désirent s'y établir. La lèpre, fort répandue à cette époque, rend leur activité des plus importantes.

Le pape Clément IV (1265-68) ordonne à tous les prélats de forcer les lépreux à entrer dans les hôpitaux des Lazaristes. De même, les Maîtres Templiers invitent les frères de leur ordre, atteints de lèpre, à quitter la communauté pour entrer dans celle des Lazaristes.

On n'exerce cependant jamais de contrainte ; si le malade refuse, on le met hors de la communauté pour le soigner.

En 1490, cet ordre est dissous (Weyl (1), p. 348).

Paragraphe 2

II. — LES ORDRES DE BOURGEOISIE

La bourgeoisie ne reste pas en retard sur la noblesse et fonde des œuvres florissantes de charité et de bienfaisance. Certaines de ses communautés hospitalières n'ont qu'un caractère purement local et ne s'occupent que des malades de leur ville : telles les Confréries. D'autres, au contraire, s'étendent à tout un pays et même à toute la chrétienté.

A côté des corporations, et toujours distinctes d'elles, on voit se former les confréries, dont les membres administrateurs sont souvent les mêmes que ceux des corporations. Là, maître, valets et apprentis se confondent dans une touchante égalité. La confrérie est la forme religieuse et secourable du corps de métier. Elle a deux buts : entretenir en ses membres la pratique des devoirs religieux et leur procurer assistance dans leurs besoins. Chaque confrérie est placée sous le patronage du saint de la corporation. C'est une société de secours mutuels ; la caisse est alimentée par les cotisations régulières de ses membres et parfois par les revenus d'immeubles possédés par la confrérie. Les fonds sont employés, avant tout, à secourir les ouvriers malades, infirmes, âgés.

A Paris, la confrérie des orfèvres possède un hospice pour les vieillards et les membres devenus incapables de travailler.

De Saint Louis à Louis XVI, les confréries vivent fièrement, sans rien emprunter à personne (La chrétienté — F. Mourret).

1. — *Les porteurs de croix* ou « Porte-Croix », ou « Cruciferi », qui doivent ce nom à leur signe distinctif, une croix de fer, se répandent, dès le XII^e siècle, surtout en Italie. Leur maison-mère est à Bologne. Il n'est pas prouvé que les Porte-Croix à étoile rouge (stelliferi), qui exercent en Silésie et en Bohême, soient en corrélation avec eux.

Les Porte-Croix s'engagent non seulement à soigner les malades, mais encore à parcourir les routes, par mauvais temps, pour secourir les voyageurs malades, égarés ou surpris par la tempête (Hurter (3), p. 267).

2. — *L'Ordre de Saint-Antoine.* — Se reporter au chapitre : le Mal des Ardents.

3. — *L'Ordre du Saint-Esprit* a pour fondateur Guy de Montpellier, appelé à Rome en 1198 par Innocent III, et mis à la tête d'une organisation hospitalière par ce pape, désireux de la propager par toute la chrétienté.

Le but de cette milice hospitalière est le soulagement des pauvres, et l'assistance des enfants délaissés. Cet ordre s'étend rapidement à plusieurs pays. Une bulle du pape Grégoire XI (12 août 1372), énumère plus de 100 maisons situées en France et qui élèvent les enfants trouvés. Guy de Montpellier est un précurseur du Grand Vincent de Paul et, dès le XII^e siècle, grâce à son ordre religieux, dans diverses provinces de France et de l'étranger, l'enfance abandonnée est recueillie, élevée et instruite (Lallemand (6), p. 124). Se reporter également au chapitre : Hygiène du nourrisson.

4. — *Les Frères Pontifes*, appelés encore « pontifices » ou « faiseurs de ponts », ne forment pas un ordre religieux proprement dit. C'est une corporation d'hommes charitables, desservant les ponts et leurs hospices. C'est en Toscane, au XII^e siècle, sur les rives de l'Arno, qu'on trouve la première origine de cette institution, dont les services ne sont pas négligeables à une époque où les communications sont si difficiles. Bientôt, l'ordre construit partout des ponts, avec, en général, un hospice au voisinage du pont. En France, il s'illustre surtout par deux manuments admirables, qui rendent célèbre la communauté des frères pontifes d'Avignon : le premier, le pont d'Avignon de 18 arches, bâti en 1177, par Saint Bénézet, a une longueur de 447 mètres,

et le second, celui de Pont-Saint-Esprit, construit aussi sur le Rhône, de 1265 à 1309, soutenu par 22 arches, a 400 mètres de long.

5. — *Les Hospitaliers de Saint-Jacques du Haut-Pas*, ordre également institué en Italie, vers 1260, pour faciliter le passage des cours d'eau par bacs ou par ponts, se distinguent des précédents par un marteau de maçon, qu'ils portent sur leurs manteaux. Leur chef-lieu est l'hôpital de Saint-Jacques du Haut-Pas, sur l'Arno. Le commandeur général de l'ordre réside à Paris, à l'hôpital Saint-Jacques du Haut-Pas.

Paragraphe 3

III. — ORDRES HOSPITALIERS FÉMININS

1. — *Les Hospitalières de Saint-Jean de Jérusalem*, instituées en même temps que les Chevaliers de ce nom, dont elles suivent la règle, se répandent en Europe. A Jérusalem, leur hôpital est dédié à Sainte-Madeleine. Leur siège principal est l'hôpital Sainte-Catherine, à Paris. Elles soignent les malades, visitent les femmes pauvres, et donnent la sépulture aux noyés et à tous ceux qui meurent de mort violente ou en prison.

2. — *L'Ordre de Sainte-Elisabeth* doit son nom à la bien connue comtesse de Thuringe, qui épousa, en 1221, le landgrave de Thuringe, Louis IV le Saint. A l'exemple de son mari, elle fait construire des hôpitaux au pied de la Wartburg et à Eisenach. Dans un temps de famine, elle nourrit pendant deux années, 900 malheureux.

Les religieuses de l'institut ont pour principal objet le soin des pauvres et des malades. L'Ordre exerce encore aujourd'hui en Autriche et est désigné en France sous le nom de Sœurs Grises.

Les Sœurs de la Faille, ordre dérivé du précédent, appelées ainsi à cause de leurs grand manteaux, sont fondées pour le soin des malades à domicile et la visite des pestiférés.

(Migne — Encyclopédie théologique — t. 21, p. 149).

3. — *Les Béguines* débutent à Liège, vers la fin du XII^e siècle, où le prêtre Lambert Beggh, ou le Bègue, leur inaugure un béguinage (petites maisons essaimées dans un spacieux jardin et entourées d'un mur commun). Elles s'occupent du soin des malades, soit dans leurs établissements, soit dans les hôpitaux étrangers.

Louis XI les supprima en France, à cause d'abus nombreux survenus chez elles.

CONCLUSION. — On ne peut se lasser d'admirer la diversité des œuvres d'assistance, nous dirions aujourd'hui d'hygiène sociale, qui fleurissent au Moyen-Age.

L'élite du clergé, la bourgeoisie lettrée attestent leur amour des lumières en fondant de nombreux collèges.

Ces fondations sont tellement nombreuses que quelques-unes d'entre elles paraissent avoir échappé aux recherches des érudits (arch. nat. sect. jurid. X. 1 à 21. F^{os} 300 et 301).

Jean de Châteauvillain, par exemple, évêque de Châlons-sur-Marne de 1284 à 1313, fonde un confrérie de charité, dont les statuts sont confirmés par Charles V.

«Les 10 gouverneurs (de cette confrérie) feront guérir aux dépens de la ditte confrarie povres enfans, orphenins et autres malades de leurs chiefs.

« Item, aura en laditte confrarie 26 liz, garniz de draps et couvertures, dont il en aura 2 à l'ospital de Saint-Lyenart pour coucher les pauvres trépassants ; et les autres 24 seront ordenez pour prêter aux povres femmes gisans (en couches) et povres escoliers.

«S'il avient que aucuns d'iceulz povres voient de vie à trépassement, ils en prendront et mettront un autre en son lieu et pour touz avoir ledit nombre accompli.

«Elle devra assurer aux povres malades des ospitalz et aux povres prisonniers du pain blanc ».

(Arch. nat. sect. hist. JJ. 114 — N° 251, f° 129 V° et 130).

De même que les confréries ont débordé les corporations de métiers, les œuvres charitables débordent les confréries. L'hospice de Biloque, à Gand, est de 1227 ; la Maison-Dieu, de Saint-Malo, de 1252 ; le Saint-Esprit, de Hanovre, de 1252 ; l'asile des Filles-Dieu, de Paris, celui des Six-Vingts, de Chartres, celui des Enfants trouvés, de Lille, les sociétés créées pour l'ensevelissement des morts, les asiles de vieillards fondés à Valence, à Tournai, les « charités » normandes d'Evreux, les maisons pour femmes en couches, se multiplient en France, en Italie, en Allemagne (Léon Lallemand) (6).

Cette société, que bouleversent tant d'invasions, tant de guerres, tant d'épidémies, qui seraient encore, même pour la science moderne, une épreuve terrible, n'est pas moins sortie victorieuse de toutes ces luttes. D'où lui est venu le secours, sinon de la multiplicité de ses œuvres d'hygiène collective, fruits de « l'esprit chrétien qui entretenait, à travers les caprices de la force, les souillures de l'arbitraire, cette santé morale, qui a engendré tant de vertus » ? (Luce) (12).

NOTES DU CHAPITRE :

« LES HOPITAUX — LES ORDRES HOSPITALIERS »

1. — WEYL. — Histoire de l'hygiène sociale (Trad. de l'allemand par le D^r Robert André) Paris. Dunod, 1910.
2. — ETIENNE CHASTEL. — Etudes historiques sur l'influence de la charité — Paris. Capelle, 1853.
3. — HURTER. — Tableau des institutions de l'Eglise au Moyen-Age (Trad. Cahen), tome III — Paris. Debécourt, 1843.
4. — Encyclopédie d'hygiène et de médecine publique — (Biblio. Sainte Geneviève. — T — 1627 sup.).
5. — HEFELE. — Traduct. Leclercq — Histoire des Conciles.
6. — LÉON LALLEMAND. — Histoire de la charité — t. III. (Paris. Picard, 1906).
7. — VICTOR ADVIELLE. — L'ancien hôpital d'Aubrac-en-Rouergue (Extrait du Bulletin monumental) Caen — Le Blanc. Hardel, 1865.
8. — E. COYECQUE. — L'Hôtel-Dieu de Paris au Moyen-Age (2 volumes — 1891).
10. — LE GRAND. — Statuts d'Hôtels-Dieu et de léproseries (Recueil des textes du XII^e au XIV^e siècles) Paris. Picard, 1901.
11. — DUBREUIL-CHAMBARDEL. — Les Médecins dans l'Ouest de la France aux XI^e et XII^e siècles (Sté Fse d'Hist. de la Médecine, 1914).
12. — LUCE. — Histoire de Bertrand Duguesclin.

DEUXIEME PARTIE

LA LUTTE CONTRE LES MALADIES INFECTIEUSES ÉPIDÉMIQUES

CHAPITRE I

LA PESTE

Dès les premières épidémies de peste de notre ère le dévouement des chrétiens se signale à l'admiration païenne.

Lors de la peste qui éclate sous l'empereur Gallus, les chrétiens restent à leur poste pour soigner les malades et enterrer les morts. L'historien Eusèbe (1) (l. IX, ch. VIII, n. 13-14) nous décrit le mal qui frappe l'Egypte en 312-313 ; les rues et les places encombrées de corps sans sépulture ; les chiens devenant féroces par l'habitude de se nourrir de chair humaine ; la famine qui apparaît : « Les chrétiens accomplirent simultanément

les deux principales œuvres de miséricorde. Pendant que les uns s'occupaient de donner la sépulture aux morts abandonnés, les autres rassemblaient dans chaque ville les indigents et leur distribuaient du pain ».

Les premières mentions de mesures d'ordre public destinées à combattre cette maladie, semblent dater du VII^e siècle. C'est à l'Eglise qu'en revient le mérite. L'évêque Gallus, de Clermont, imagine, en effet, vers 630-650, le premier cordon sanitaire destiné à isoler le diocèse de Cahors de la Provence, alors décimée par la peste.

Dans les siècles suivants, le fléau reparaît plusieurs fois, mais jamais il n'a la violence de la terrible peste noire de 1348, venue du centre de l'Asie. Rien ne peut donner une idée de ses ravages qui couvrent d'un linceul la fin du Moyen-Age et qui anéantissent la prospérité française si célèbre alors (*).

Guy de Chauliac, médecin du pape Clément VI (3) (p. 7), décrit la peste noire en traits vigoureux.

Hecker évalue le nombre des victimes au quart de la population de l'Europe, soit environ 25 millions. Suivant les « Extraits des Manuscrits de la Bibliothèque Impériale » publiés par l'Istitut de France, Gille de Muisit, prieur de l'abbaye de Saint-Martin, à Tournai, affirme « qu'il y eut des villes où de 20 mille habitants, il en resta à peine 2000, et des villages de 1500 personnes où à peine 100 échappèrent » (3) (p. 10).

Tous les auteurs nous en brossent un tableau effrayant. On comprend facilement l'affolement des citadins et des campagnards, qui aggrava le désastre en dévoyant par-

(*) Voir Luce. La jeunesse de Du Guesclin (2).

fois le sentiment religieux et suscitant un autre fléau : les flagellants.

Les pèlerinages, les processions (7), facteurs de promiscuité, se multiplient en certains endroits et favorisent les contagions (**). Les différents historiens d'Amiens signalent en Picardie l'apparition de la peste en 1008, en 1015, en 1021, années où se célèbrent de grandes processions, soit pour demander la cessation de l'épidémie, soit pour en célébrer la disparition (4) (p. 6).

Au nom de l'hygiène, l'administration des villes commet des actes atroces (5) (p. 18). Toute maison contaminée est mise à l'index. La famille du malade, et tous ceux qui ont pu l'approcher sont condamnés à y rester. On mure la porte d'entrée pour être sûr qu'aucun ne pourra s'échapper. Une fois par jour, les commissaires de quartier font passer à ces malheureux la nourriture fournie par la ville. Ils prennent en même temps la liste des morts nouveaux, qui seront descendus par les fenêtres pour être mis dans la charrette des « corbeaux » ou croque-morts. La charrette pleine, les corbeaux vont la décharger dans de grandes fosses creusées dans la banlieue.

Les indigents sont chassés hors des remparts par des agents nommés « chasse-gueux ». On leur brûle auparavant les sourcils, pour que, facilement reconnus, ils ne puissent aller infecter une autre ville. Ils errent alors

(**) Une remarque assez curieuse, que l'on trouve consignée dans un grand nombre d'écrits de l'époque, c'est ce fait qu'il était d'observation que les fabricants d'huile, dont les vêtements et la peau étaient imprégnés de ce liquide, restèrent presque seuls indemnes du fléau (3), p. 14.

autour de l'enceinte des villes, jalonnant les routes de leurs cadavres.

Les abbayes, surtout celle de Notre-Dame de Soissons, ont pitié de ces malheureux, qui errent sans force par les chemins (4) (p. 50). Ceux qu'elles ne peuvent hospitaliser dans leurs infirmeries, sont du moins nourris.

Sur les clochers des églises de campagne, on arbore un drapeau noir, si ce village est contaminé. Et le voyageur, qui voit au loin flotter ce drapeau, s'écarte de ce lieu (4) (p. 50).

A partir du XIV^e siècle, l'organisation des lazarets se généralise, et l'on voit les villes isoler leurs malades ou leurs suspects. L'Eglise met à la disposition de ces malheureux des prêtres afin de leur permettre les secours de la religion. Mais ces prêtres sont astreints à de rigoureuses règles d'hygiène afin de n'être pas un danger pour le reste de leurs concitoyens. Tels sont les aumôniers de lazarets ou les chapelains de la peste.

Ces hommes reçoivent leur commission ou, si l'on veut, leur nomination du Magistrat (6). Celui-ci leur procure, en retour, certains avantages, qu'ils revendiquent, justement, sur les pasteurs ou curés de la ville. Le chapelain peut prendre un serviteur avec lui. L'un comme l'autre « entrent en infection », c'est-à-dire qu'ils s'isolent, avec les pestiférés, du reste des habitants pendant 6 semaines ; on leur affecte un logement spécial à proximité des malades ; pour en sortir, ils doivent se munir de la verge blanche ou rouge, qu'ils portent ostensiblement, pour permettre aux personnes non contaminées de s'écarter d'eux.

Parmi les précautions prises pour protéger la population saine de l'aumônier qui s'est voué aux pestiférés,

c'est également l'isolement du chapelain dans les locaux qui surmontent une porte de la ville :

« ...En premier lieu, ilz donneront ordre que suivant leur désir charitable le père qu'ils entension infecter avec son compaignon serait accommodé de demeure sur la porte de la Barre, et que pour le bien de la ville le rempart en cet endroit seroit fermé de croustas à deux costéz... ».

Eusuite, pour le cas où le chapelain doit sortir :

« ...Que quant à la marcque pour servir de préservation des sains, ils poldriont porter verghe blanche ou rouge à leur discrétion... ».

Et, malgré ce signe qui doit éloigner les passants, le chapelain ne peut se rendre qu'auprès des personnes indiquées par les médecins assermentés :

« Item dernier, que ledict père fera seulement les debvoirs que dessus aux personnes et lieux assignez par les accordz faictz avec les docteur et chirurgien sermentez ».

(Arch. comm. de Lille, registre aux mémoires — 1616 — f° 30 — cité par (6), p. 4).

De plus, on a recours au clergé pour l'application des ordonnances sanitaires :

Au cours d'une terrible épidémie (6) où les règlements édictés par le Magistrat restent impuissants, le peuple, affolé, ne les observant pas, on demande aux prédicateurs d'agir sur la masse des fidèles. Leurs voix sont écoutées, leurs conseils mis en pratique, et l'épidémie ne tarde pas à décroître pour s'éteindre quatre mois après.

« Les services rendus à Lille aux époques de peste, c'est-à-dire pendant des centaines d'années, par tous

les ordres religieux ne sont pas contestables, conclut M. Scrive- Bertin (6). On comprend sans peine la popularité dont jouirent ces ordres religieux près du Magistrat, au sein de toutes les classes, au milieu des atteintes meurtrières de la peste ; le cœur des nations est comme celui des individus de bonne race : il s'ouvre à ceux qui se dévouent et meurent pour le salut de tous ».

LA PESTE

1. — EUSÈBE. — Histoire ecclésiastique. Traduct. E. Grapin. Paris. Picard, 1905.
2. — LUCE. — Histoire de Bertrand Du Guesclin (1876).
3. — VAN DEN CORPUT. — Les pestes (histoire et prophylaxie) (Bruxelles. Manceaux — 1879. in-8°).
4. — FLEURY (Edouard). — La peste dans les diocèses de Laon et de Soissons. 1^{re} partie. Paris. Dumoulin, 1875.
5. — BOUDET et GRAND. — Etudes historiques sur les épidémies de peste en Haute-Auvergne. XIV^e et XVIII^e siècles. Paris. Picard, 1902 (Extr. de : Revue de la Haute-Auvergne).
6. — LECLAIR (Edm.). — Chapelains de la peste à Lille (Lille. Impr. Lefèvre. Ducroq, 1911. 7 p.) (Soc. Fse d'Hist. de la Médec. n° 517).
7. — D^r PEGHOUX. — Epidémies en Haute-Auvergne depuis l'ère chrétienne (Clermont-Ferrand ; Thibaud. Landrot. 1835).

CHAPITRE II

LA LEPRE

La lutte entreprise au Moyen-Age pour maîtriser la lèpre est maintenant bien connue. Aussi, nous ne nous arrêterons qu'aux faits les plus saillants.

Ce fléau apparaît en Occident bien avant les premières croisades, puisque différents conciles en font mention. En 549, le concile d'Orléans décide que chaque évêque devra s'occuper des lépreux de son diocèse (1). En 583, le concile de Lyon leur interdit de vaquer librement au milieu de la population, par crainte de la contagion, l'évêque pourvoira à leur nourriture et à leur habillement (2).

Pour juguler le fléau, l'Eglise et l'Etat s'entraident : les canons des conciles, les capitulaires et les édits des rois en font foi. Pour compenser la thérapeutique déficiente, on essaye d'enrayer la marche de la maladie en la circonscrivant.

Aussi les victimes du mal sont-elles sévèrement observées, puis isolées dans des hospices spéciaux. Et afin de permettre aux personnes saines de s'écarter des lépreux, ceux-ci doivent revêtir un costume particulier.

« Durant tout le Moyen-Age, deux tendances opposées se font jour et s'affrontent : l'esprit d'abnégation, de charité et d'assistance à l'égard des ladres, le sentiment de légitime défense suggéré par l'égoïsme et la crainte trop justifiée de la contamination. De ces deux courants contraires, le premier inspire ces âmes d'élite qui consacrent leur vie au soulagement des lépreux, telles Sainte-Odile, Sainte-Edwige, Sainte-Ildegart, Sainte-Catherine de Sienne, Sainte-Elisabeth, Saint-François d'Assise, etc..., qui se sont acquis une légitime renommée et le droit au respect, pour avoir servi la cause de l'humanité. L'autre courant est représenté par les pouvoirs publics, conscients du danger de ce terrible mal. Les mesures de sauvegarde qu'ils prennent, uniformes dans leur ensemble, mais variable dans le détail

suivant le temps et les lieux, sont tempérées par la pitié lorsque l'endémie est bénigne, mais elles sont appliquées avec rigueur, même avec cruauté, lorsque le fléau redouble de violence et qu'un vent de panique souffle parmi le peuple » (3) (Jeanselme, p. 7).

Législation ecclésiastique ()*. — La réglementation de la lèpre se fait grâce à l'étroite collaboration des pouvoirs spirituel et temporel. Maints articles des Capitulaires se bornent à reproduire les canons des Conciles. La loi, désormais adoucie par les progrès de l'esprit de charité, devient plus pitoyable envers les ladres, elle s'intéresse à leur sort sans négliger la protection de la population saine (3) (p. 12).

Une première question d'ordre génétique se pose au législateur : le lépreux a-t-il le droit de se marier ? La lèpre survenant chez l'un des conjoints, au cours du mariage, entraîne-t-elle la séparation ?

Les réponses furent diverses suivant les temps.

A la fin du IV^e siècle, le pape Saint-Sirice prescrit la séparation des époux lorsqu'un homme sain s'est marié à une lépreuse, ou à une femme qui le devient dans la suite, afin que, de leur union, ne naissent point des enfants contaminés (4).

En 757, sur l'initiative du roi Pépin le Bref, se réunit à Compiègne un concile qui fut présidé par l'évêque George et le sacellaire Jean, légat du Saint-Siège. Ce concile stipule qu'un lépreux peut permettre à sa

(*) Tout ce qui va suivre est tiré en majeure partie du rapport présenté au VIII^e Congrès international d'Histoire de la Médecine, par le Professeur E. Jeanselme (3), p. 12 à 17.

femme, si elle est saine et si elle y consent, de se remarier. De même, une lépreuse peut accorder la même licence à son mari (5).

Le 3^e concile de Latren (1179) dispose : 1^o qu'une femme atteinte de lèpre ou de toute autre infirmité grave ne doit pas être séparée de son mari ; 2^o que si des lépreux ne veulent pas vivre dans la continence et trouvent une femme qui consent à se remarier, il leur est loisible de contracter mariage ; 3^o que le lépreux peut exiger le « *debitum carnale* » de sa femme saine (6).

La seconde tâche qui s'impose à la vigilance des autorités civiles et ecclésiastiques chargées de prémunir la population contre le fléau de la lèpre intéresse à la fois le lépreux et la société : c'est l'entretien de ces malheureuses victimes, presque toujours plongées dans le plus complet dénuement. Or le seul moyen d'empêcher le lépreux d'errer dans la campagne et de s'introduire dans les villes, c'est de subvenir à ses besoins.

Déjà le premier concile tenu à Orléans, en 511 (7), prescrit à l'évêque de fournir le nécessaire, dans la mesure de ses moyens, aux pauvres et aux infirmes incapables de travailler de leurs mains, disposition qui comprend l'assistance aux ladres, bien que ceux-ci ne soient pas nominativement désignés (Jeanselme. loc. cit. p. 14).

Le V^e grand synode d'Orléans, en 549, est plus explicite : Bien que tout prêtre du Seigneur et même chaque fidèle puisse se charger de subvenir à l'entretien des indigents, ce soin incombe tout particulièrement à l'évêque en ce qui concerne les ladres. Dès qu'il aura

connaissance qu'un habitant de son diocèse est atteint de cette maladie, il devra sur les biens de son église, dans la mesure du possible, lui distribuer vivres et vêtements (1).

D'après le concile de Lyon, en 583, les lépreux de chaque ville doivent recevoir de leur évêque la nourriture et l'habillement, et ne doivent pas aller mendier au dehors (2).

Les monastères, en recueillant les ladres, entrent dans les vues de conciles. Saint-Romarc, second abbé de Remiremont (VII^e siècle) rassemble pour les assister, quelques pauvres filles lépreuses. Il les isole dans une cellule située auprès de la communauté et il leur défend de vivre avec les autres religieuses (8).

Assurer aux lépreux l'existence matérielle n'est pas remplir tout le devoir de charité. On ne peut leur refuser les secours de la religion. L'évêque Saint-Boniface estime que les chrétiens atteints de lèpre peuvent participer à la communion. *Mais à la condition de n'y être pas admis avec les autres fidèles* (9).

Le concile de Latran (1179) dispose (canon 23) qu'en tout lieu où les ladres vivent en commun et sont en assez grand nombre pour avoir une église, un cimetière et un prêtre particulier, il ne sera fait aucune opposition à leur demande. En outre, ils seront dispensés de fournir la dîme des fruits de leurs jardins et des bestiaux qu'ils nourrissent.

Dans les statuts réglementaires publiés vers l'an 1325, par Hakon, évêque de Bergen, il est dit que la sainte loi de l'Eglise, pour éviter la contagion, ne permet pas à un homme, atteint de la lèpre, de demeurer plus longtemps parmi la population saine, et que cette

défense n'est pas faite en vertu d'une décision arbitraire, mais qu'elle est tirée d'une ancienne loi (cité par Jeanselme, loc. cit. p. 30).

Dans les Etats Baltes, la prophylaxie de la lèpre fut instituée par les ordres religieux. La plus ancienne léproserie de l'Esthonie aurait été fondée à Reval vers 1230 par l'Ordre français de Saint-Lazare. En Lettonie, l'Ordre des Porte-Glaive avait l'obligation, d'après ses statuts, d'assister les malades, d'où la part active qu'ils ont prise à la fondation des léproseries (Jeanselme, loc. cit p. 33).

Recherche et diagnostic de la lèpre. — Dans les premiers temps du Moyen-Age, alors qu'on manque certainement de médecins, toute personne suspecte de lèpre est conduite, comme au temps de Moïse, au « Sacerdote leviticum » pour la reconnaissance officielle de sa maladie. Cependant, d'après le synode du Poitou, en 1280, ce diagnostic ne devient officiellement acquis qu'après confirmation par le chapitre du diocèse (10). Aussi, lorsque la rumeur publique accuse un habitant de mezèlerie, l'évêque ou l'Official instruit le procès du ladre et le fait visiter.

En beaucoup de régions, ce sont des lépreux eux-mêmes qui constituent le jury d'examen, et certains se sont acquis une grande réputation d'experts (3), p. 37 et (10), p. 130.

Ce système offrait peu de garantie, d'abord à cause du savoir souvent assez mince des ladres, et surtout à cause de l'intérêt qu'avaient les lépreux à ne pas recevoir parmi eux un nouveau confrère qui, s'il était pauvre, pouvait diminuer leur quote-part de revenu.

Aussi leur verdict était souvent contesté, ce qui avait introduit l'habitude de faire pratiquer l'examen par les ladres d'une autre ville. De plus, et ceci donne à penser que les lépreux ne devaient pas être mal soignés, beaucoup de gens, nullement malades, sollicitaient la faveur d'entrer dans une léproserie pour y finir leurs jours dans l'aisance et la tranquillité (3) (p. 38).

Dès le XIV^e siècle, aux ladres experts sont adjoints dans le jury des médecins et fréquemment la supérieure du couvent dont dépend la léproserie et dont on ne peut contester l'expérience acquise par une vie consacrée aux soins des lépreux. A la longue, on laissa uniquement aux médecins le soin de dépister la lèpre.

Si le résultat est négatif, l'Eglise fait publier dans la paroisse des lettres proclamant que le suspect est exempt de lèpre. Dans le cas contraire, on procède à la cérémonie religieuse, dont le but est de séparer le ladre de la population saine.

Quelles qu'en soient les variantes, cet office a toujours la même signification : faire connaître à tous qu'un habitant de la paroisse est atteint de la lèpre et que nul désormais ne doit plus avoir commerce avec lui. En exécutant lui-même la « mise hors le siècle », le pouvoir ecclésiastique confère à la sentence d'exclusion le poids de son autorité (Jeanselme, p. 66).

La portée prophylactique de l'office est d'autant plus grande qu'il comporte nécessairement la lecture à l'église, au cimetière ou sur le seuil de la porte assignée au ladre, d'un certain nombre de prescriptions appelées « Deffenses », presque toujours rédigées en langue vulgaire pour que le relégué puisse bien les comprendre. Ce petit code sanitaire est toujours le

même dans ses traits essentiels. En voici un exemple, publié par l'archevêque de Paris, Jean-François de Gondy.

« Je vous défends de iamais entrer en l'Eglise, Marché, Moulains, Fours publics, et en toute compagnie ou assemblée de gens.

« Item, ie vous défens de iamais laver vos mains, et toutes autres choses nécessaires dedans fontaines ny ruisseaux de quelque eaux que ce soit : et si vous voulez boire, prenez de l'eau avec votre baril et quelque autre vaisseau.

« Item, ie vous défens désormais d'aller sans l'habit de lépreux, afin d'estre connu des austres et de n'estre déchaussé et pieds nus que dedans votre maison.

« Items, ie vous défens de toucher aucune chose que vous voudrez acheter, sinon avec une verge ou baston, afin que l'on connaisse ce que vous demandez.

« Item, ie vous défens désormais d'entrer aux tavernes ou autres maisons, si vous voulez acheter du vin, ou prendre ou recevoir ce que l'on vous baille : mais faites qu'on le mette dans votre baril, ou autre vaisseau.

« Item, ie vous défens d'avoir autre compagnie de femme que la vostre.

« Item, ie vous défens si la nécessité ne vous contraint de passer par un petit chemin par les près, de toucher les hayes ou buissons, que devant vous n'ayez mis vos gands.

« Item, ie vous défens de toucher les petits enfans, ny jeunes gens quels qu'ils soient.

« Item, ie vous défens désormais de manger ou boire aux compagnies, sinon avec les lépreux ». (Cité par Jeanselme, p. 66).

Le curé donne ensuite son aumône au ladre, exhorte les assistants à faire de même, et il le conduit à la léproserie.

Il défend ensuite à tous de faire au lépreux aucune injure en parole ou en action ; au contraire, ajoute-t-il, ayant souvenance de la condition humaine et du jugement de Dieu, qu'ils subviennent libéralement à tous ses besoins.

Enfin, il recommande aux parents ou aux gardiens de l'église de rester auprès du malade l'espace d'au moins trente-deux heures, pour que le ladre anéanti par un trop grand chagrin ne tombe pas dans quelque grave crise d'esprit et de corps, à cause de ce genre de vie nouvelle et de la solitude inaccoutumée. Il sera également signifié que les enfants des lépreux ne doivent pas être baptisés sur les fonts mais au-dessous (Weyl (10), p. 126) ou dans la sacristie, sur la piscine (Jeanselme, p. 106).

A la mort du ladre, ses ustensiles de ménage sont brûlés s'ils sont en bois, ou tout au moins passés par le feu s'ils sont en métal. Le cadavre est inhumé sous la maisonnette, et, dans certaines régions, on jetait dans la fosse un cartel de chaux. La maison est elle-même brûlée. A l'heure actuelle pourrait-on effectuer une désinfection plus efficace ? (3) (p. 76).

Les léproseries. — Les léproseries sont situées en dehors des villes et se composent le plus souvent de simples bâtiments entourés de champs et de prairies.

La léproserie de Troyes, au XI^e siècle, comprend plusieurs habitations nommées « bordes », renfermant une chambre pour le malade et une autre pour sa garde. A chaque borde est adjoint un petit jardin que le ladre entretient et où il peut se reposer (Harmand, p. 16, notice historique sur la léproserie de la ville de Troyes. Troyes, 1849).

Au XIII^e siècle, Saint-Ladre aux hommes, à Reims, apparaît comme un vaste domaine entouré de terres, de près et de bois, où les ladres se livrent à la culture et à l'élevage. La léproserie a son four et cuit son pain (3) (p. 78).

Des règles prophylactiques sérieuses sont contenues dans les statuts des maladreries ; certaines d'entre elles ont pour but de restreindre les risques de contagion auxquels est exposé le personnel sain préposé au service des malades :

— Le frère lépreux préposé à la maladrerie de Châteaudun (juin 1205) doit jurer qu'il ne souillera pas sciemment par ses mains, son haleine ou par tout autre moyen, les aliments destinés aux frères.

— Défense est faite aux ladres ayant des ulcérations aux jambes de marcher nu-pieds dans la chambre.

— Défense de graisser ses souliers ou de faire bouillir ses pièces de pansements dans la cuisine pendant la cuisson des aliments.

— A la maladrerie de Tournai, les soins les plus minutieux sont prescrits pour éviter tout contact direct ou indirect entre les ladres et les individus sains habitant la léproserie. Défense est faite aux malades de puiser de l'eau, de crainte que leurs mains n'infectent la corde du puits (Cités par Jeanselme, p .86).

Les statuts de la léproserie du Grand Beaulieu, rédigés en 1264 par Pierre de Minci, évêque de Chartres, imposent toute une série de mesures judicieuses qu se résument en ceci : 13. Nul individu sain, habitant la léproserie ou étranger à celle-ci, ne doit manger, boire ou passer la nuit avec des ladres et le prieur ne peut accorder aucune dispense à ce sujet. — 14. Les lépreux n'entreront pas dans les magasins aux vivres des gens sains et n'essaieront point de toucher les aliments communs à tous ; ils n'iront pas çà et là dans la cour et ne franchiront pas le perron où l'on charge le blé. — 15. Les sœurs saines ne doivent point boire, manger ou coucher avec les femmes lépreuses ; cependant la prieure pourra décider que les femmes saines assisteront les femmes lépreuses. — 16. Elle pourra aussi ordonner que les sœurs fassent les lits des lépreux

de la manière qu'elle jugera le plus convenable. — 18. Les linges des personnes saines ne seront, en aucune façon, lavés avec ceux des lépreux...

A Saint-Ladre de Reims, au XIII^e siècle, un bâtiment spécial, le « manoir » est affecté aux frères ladres. Un mur le sépare de la maison du chapelain et du logis des frères convers.

A la léproserie de Brives (21 juin 1259), les prêtres et clercs lépreux et les autres malades doivent avoir en commun un seul bréviaire ; ce livre leur sera fourni aux frais de la maison, et les malades ne devront pas toucher les autres livres de l'église (Cités par Jeanselme, p. 76, 87, 88, 89).

Le système prophylactique est enfin complété par deux ordres de mesures :

1^o Les Hôtels-Dieu ne peuvent recevoir un lépreux, soit comme frère ou sœur, soit comme malade, et réciproquement, les maladreries n'ont pas le droit d'admettre un individu atteint d'une autre maladie que la lèpre ;

2^o La plupart des professions sont interdites aux lépreux ; les denrées alimentaires qu'ils produisent ne peuvent être consommées que par eux-mêmes ou par d'autres ladres (Voir Jeanselme, p. 106).

« La légende s'est plus à dépeindre trop souvent les maladreries comme des lieux d'angoisses où les malheureux réprouvés, dès qu'ils en franchissaient le seuil, devaient abandonner tout espoir de liberté... En général, la réalité était tout autre. Rarement des ladres étaient condamnées à la réclusion perpétuelle » (Jeanselme, loc. cit. p. 93, 94).

Le lépreux qui se juge guéri, ou pour mieux dire :

blanchi, peut demander que la sentence de séparation soit rapportée. Et si le nouvel examen conclut à l'absence des signes exigés pour l'internement, le malade sera mis en liberté.

Et si l'on en juge par l'échelle des punitions disciplinaires imposées aux lépreux où l'exclusion de la maladrerie pendant un an et un jour, ou même l'expulsion définitive est considérée comme la peine la plus rigoureuse, on peut en conclure que, les ladres préféreraient rester à la charge de la maladrerie à l'existence pénible qu'ils auraient eu en dehors d'elle.

Les statuts ne suppriment pas les sorties, ils se bornent à les réglementer et à les contrôler. Très souvent, les ladres ont le droit de circuler sans permission aux alentours de la léproserie, pourvu qu'ils ne dépassent pas certaines limites indiquées dans les statuts. Ils ne peuvent aller au delà sans le congé du Maître. Ils doivent alors revêtir la livrée du ladre, en porter les insignes d'une manière apparente et agiter leurs cliquettes pour avertir les passants de leur présence (3) (p. 95).

CONCLUSION. — Pour apprécier la valeur du système défensif pris au Moyen-Age contre la lèpre, il faut connaître l'étendue et l'intensité du fléau à cette époque.

Pour en juger, nous nous contenterons de constater que, lorsqu'en juin 1225, Louis VIII fit son testament, la France, qui était alors un petit pays puisque la Bourgogne, la Guyenne, le Poitou, la Bretagne, les Flandres, la Navarre, l'Artois, le Dauphiné et la Franche-Comté ne lui appartenaient pas, possédait 2.080 maladreries. Il leur léguait 10.000 livres.

On estime qu'au XIII^e siècle, il y avait 20.000 léprose-

ries (Encyclopédie d'hygiène et de médecine publique, p. 461).

Or, la lutte entreprise contre la lèpre en Europe a été suivie de son recul. Celui-ci a été pour une grande part la conséquence certaine, directe et immédiate de la prophylaxie instituée (Jeanselme, p. 126).

LA LEPRE

- 1 — MANSI. — *Sacrorum conciliorum nova et amplissima collectio* 9 vol. (1763) 134. 5. Concile d'Orléans — an 549 — Canon N° XXI : *Et licet propitio Deo omnium Domini sacerdotum vel quorum que hæc cura esset fidelium, ut egentibus necessaria debeant ministrare, specialiter tamen de leprosis id pictatis causa convenit, ut unusquisque episcoporum, quos incolas aut infirmitatem incurrisse, tam territorii sui quam civitatis agnoverit, de domo ecclesiæ juxta possibilitatem victui et vestitui necessaria subministret, ut non eis desit misericiordiæ cura, quos per duram infirmitatem intolerabilis constringit inopia.*
2. — HEFELE. — *Histoire des Conciles*. 3 vol. p. 39. *Concilium lugdunense tertium*. 582 ou 583. Canon N° VI. *Placuit etiam universo concilio, ut uniuscujusque civitatis leprosi, qui intra territorium civitatis ipsius aut nascuntur aut videntur consistere, ab episcopo ecclesiæ ipsius sufficientia alimenta, et necessaria vestimenta accipiant, ut illis per alias civitates vagandi licentia denegatur.*
3. — E. JEANSELME. — Comment l'Europe, au Moyen-Age, se protégea contre la lèpre (Bulletin de la Sté Fse d'Histoire de la Médecine. T. XXV. an 1931).
4. — *In epistola Siricii Papæ ad genesium Episcopum. cap. XII. Si sanus vir leprosam duxerit uxorem aut postmodum ei supervenerit lepra separentur ne concepti filii lepra maculentur. Fas namque est ut mundus ad mundam jungatur* (Mansi, *Sacror, concilior. nova et ampliss. collectio*, t. III. 1759, col. 676).
5. — *Si vir leprosus mulierem habeat sanam, si vult ei donare commeatum ut accipiat virum, ipsa femina, si vult, accipiat. Similiter et vir* (Stephani Baluzi, capit. Reg. Franç., *Capitulare Compediense* (757), t. I, XVI, col. 184).

6. — *Quoniam ex multis auctoritatibus et præcipue ex evangelica veritate, nemini licere uxorem suam, excepta causa fornicationis, dimittere: constat quod sive mulier lepra, percussa fuerit, sive gravi aliqua infirmitate detenta, non est propterea a viro suo separanda. Leprosi autem, si se continere noluerint, et aliquam quæ sibi nubere velit, inveniant, liberum est eis ad matrimonium convolare. Quod si virum sine uxore Divino judicio leprosum fieri contigerit; et firmus a sana carnale debitum exigat, generali præcepto Apostoli, quod exegerit est solvendum, cujus præcepti nullam in hac causa invenimus exceptionem (Alexandre III Baroniensi episcopo — Concilium Lateranense III, 1179, Appendix. Mansi: Sacror. Concilior. nova et amplissima collect. in-fol., Venise, 1178, t. XXII, col. 395).*
- 7.— *Episcopus pauperibus vel infirmis, qui debilitate faciente non possunt suis manibus laborare, victum et vestitum, in quantum possibilitas habuerit largiatur (Concil. Aurelian, ann. 511, cap XVI).*
8. — *Denique adunatis quibusdam puellis infra monasterium seorsum non alia ex causa nisi propter earum refocilandam infirmitatem cellulam fecit. Nam frequentare vel habitare in medio congregationis prohibuit (Mabilon, Acta SS. II, p. 401, Vita Romarici, cap. 9).*
9. — *Leprosis autem si fideles christiani fuerint, dominici corporis et sanguinis participatio tribuatur; cum sanis autem convivia celebrare negentur. Adiecisti etiam, quodsi pestifer morbus aut mortalitas in ecclesia vel monasteriis irrepserit, quos necdum tetigit, a loco fugiant, evitantes periculum. Valde fatuum hoc indicatur. Non enim quisquam Dei effugere valet. [Mon. Germ. hist., Epistolæ Merovingici et Karolini ævi, t. I, pp. 275-277: Gregorius II papa ad varias Bonifatii consultationes rescribit (726)].*
- 10.— Th WEYL. — *Histoire de l'hygiène sociale. Traduit de l'allemand par le D^r Robert André. Paris. Dunod, 1910.*

CHAPITRE III

LE MAL DES ARDENTS

Ce terrible fléau du Moyen-Age, qui frappa bêtes et gens, et que l'on sait maintenant être le résultat d'une intoxication massive par le seigle ergoté, est à l'origine de la fondation d'un ordre hospitalier français approuvé par le pape Urbain II au concile de Clermont, en 1095 (1), l'ordre de Saint-Antoine de Viennois.

On s'étonne un peu de voir cette maladie, actuellement si peu répandue et si localisée dans ses effets, provoquer un mouvement de protection aussi prodigieux que la création, par toute l'Europe, de si nombreux hospices, par ce seul ordre religieux.

Mais ce mal se présentait avec des caractères effrayants. Il nous suffit de lire le plus ancien monument qui en fasse mention, la chronique de Frodoart, en l'année 945 (2). « Quantité de monde, tant à Paris qu'en province, périt d'une maladie appelée le *feu sacré* ou *les ardents*. Ce mal les brûlait petit à petit, et enfin les consumait sans qu'on put y remédier. Pour l'éviter ou en guérir, ceux de Paris quittaient la ville pour prendre l'air des champs, et ceux de la campagne se réfugiaient dans Paris. Hugues le Grand fit alors éclater sa charité en nourrissant tous les pauvres malades, quoique parfois il s'en trouvât plus de 600. Comme tous les remèdes ne servaient à rien, on eut recours à la Vierge dans l'église Notre-Dame qui, dans cette occasion, servit longtemps d'hôpital ».

Selon dom Marlot (histoire de Reims, T. III, cité par Ed. Fleury, p. 16) (3), une épidémie particulièrement grave apparut en 1085 : « Ceux qui étaient frappés, noircissaient comme du charbon ; et la plupart se faisaient couper les jambes pour arrêter le feu ».

Mal des ardents, feu sacré, peste ignée, arsure, morbus cancri, tous ces noms nous indiquent la terreur que ce fléau inspirait.

Une épidémie de *peste subite*, nous dit un moine anonyme de Saint-Médard (3) (p. 20), éclate brusquement à Soissons en 1128 et désole la ville jusqu'en 1129. C'est l'époque où les chroniqueurs signalent le miracle des guérisons dans la petite église de Sainte-Geneviève, qui reçut ensuite le nom de Sainte-Geneviève des Ardents.

La maladie prend d'abord le caractère d'une épizootie, mais des animaux elle passe bientôt aux hommes. Il est curieux de lire le passage où Hugues Farsit, chanoine de Saint-Jean-des-Vignes de Soissons, témoin oculaire et victime lui-même du fléau, décrit avec tant de netteté le mal des ardents :

« Donc, en l'année de l'incarnation du Seigneur 1128, par le jugement de Dieu..., il a été donné pouvoir à la vertu contraire de frapper d'une plaie invisible les hommes, sans distinction d'âge, ni de sexe, dans le pays soissonnais, de telle sorte que leurs corps, une fois atteints, brûlaient avec des tourments intolérables jusqu'à la sortie de l'âme, à moins que la seule médecine de Dieu leur vint en aide. Cette maladie qui engendre la décomposition, s'insinue sous la peau gonflée et livide, séparant la chair des os et la consumant, et, après un peu de délai, la douleur du feu augmentant à

chaque moment, force ces misérables à désirer de mourir, et cependant à ceux qui désirent la mort, ce remède suprême est refusé, jusqu'à ce que les extrémités étant tombées, un feu rapide envahisse les parties vitales, et ce qui est étonnant, ce feu, qui consume sans chaleur, pénètre les misérables d'un froid comme glacial, de façon qu'aucun remède ne peut les réchauffer. Il est aussi horrible de contempler les patients que ceux qui viennent de guérir et de suivre des yeux les traces de la mort évitée sur leurs corps et leurs figures décomposées et mutilées » (3) (p. 22-23).

La chronique du moine anonyme de Saint-Médard de Soissons dit qu'en un seul jour, il meurt dans cette ville, de la *peste subite*, 300 personnes.

Les plus fortes attaques de cette maladie, en France, sont observées à la fin du XI^e siècle et au commencement du XII^e. Le pays presque tout entier et le Dauphiné, en particulier, se ressentent de cette épidémie. Le pape Urbain II fonde alors l'ordre religieux de Saint-Antoine dans le but de secourir les malheureux atteints du mal, et choisit Vienne, en Dauphiné, pour le chef-lieu de cet ordre (23 ans avant cette fondation, le corps de Saint-Antoine avait été transporté de Constantinople à La Mothe-Saint-Didier) (4 et 5). Les maisons de ces moines servent d'hospices ou d'hôpitaux aux victimes du *feu sacré*. On voit dans la Satire Ménippée qu'on teint en rouge, couleur de feu, la porte de ces monastères. Rabelais (livre II, chap. 30 de Pantagruel) parle d'une muraille « en laquelle étoyt paintct le feu de Saint-Antoine ».

Créé dans un temps où l'assistance publique n'est point organisée, l'Ordre de Saint-Antoine rend à l'Eu-

rope et à la France, en particulier, pendant les XI^e, XII^e et XIII^e siècles surtout, d'immenses services incontestés (1). Sous son impulsion, des hôpitaux, des hospices, des ladrerics, s'élèvent de toute part. En Allemagne, à Memmingen, cet ordre existe dès 1215 (6). Il se répand alors en Hesse et dans le Mecklembourg. Sur le Rhin, il possède des maisons à Francfort, Alzey, Cologne et Mayence. Au XIV^e siècle, il pénètre en Suisse, en Autriche, en Hongrie et en Transylvanie.

Des flots de population, faiblissant sous la faim, peuvent recevoir la *miche* traditionnelle et le vin *pur et net* (1), (p. 6). Bien que voués surtout aux soins des *Démembrés*, des malheureux frappés par l'ergotisme gangréneux, ces moines acceptent néanmoins d'autres malades dans leurs hôpitaux (1).

Protégé et encouragé par les papes, et plus spécialement par Calixte II, Innocent III et Boniface VIII (1), cet Ordre, par la propagation de ses commanderies, ses prieurés et ses hôpitaux, a, le premier entre tous, développé, en France, sur de larges bases, l'assistance publique.

LE MAL DES ARDENTS

1. — VICTOR ADVIELLE. — Histoire de l'Ordre hospitalier de Saint-Antoine-de-Viennois. — 1^{re} partie. — Paris — l'auteur, 1883 — in-8° (p. VI).
2. — Cité par Littré : Médecine et Médecins, p. 11.
3. — EDOUARD FLEURY. — La peste dans les diocèses de Laon et Soissons, 1^{re} partie. Paris. Dumoulins, 1875.
4. — D^r H. CHAUMARTIN. — Documents pour servir à l'histoire du feu de Saint-Antoine (bulletin de la Société française d'histoire de la Médecine, p. 375, t. XX. 1928).

5. — D^r BACQUOIS. — Recherches historiques et nosologiques sur le feu sacré, feu de Saint-Antoine et mal des ardents ((Mémoires de la Sté Académique d'Agriculture, Sciences, Arts et Belles-Lettres de l'Aube. T. I. série 3^e — 1864 — Troyes).
 6. — Th. WEYL. — Histoire de l'Hygiène sociale (Traduit de l'allemand par le D^r Robert André). Paris. Dunod, 1910 (p. 350).
-

CONCLUSION

Dans les progrès de l'hygiène au cours des âges, une grande part revient au Moyen-Age, et dans cette période la première place est à l'Eglise. Nous retrouvons son rôle dans l'hygiène individuelle et dans l'hygiène collective. L'assistance publique lui doit sa naissance et l'hygiène sociale ses premières réalisations.

La propreté corporelle est l'objet de soins indéniables. La multiplicité des établissements de bains jusque dans les plus petits bourgs, les fondations pieuses pour permettre leur fréquentation aux pauvres, en témoignent. La manière dont on signale l'abstention de certains ascètes pour tout soin corporel fait bien soupçonner qu'elle n'est pas ordinaire, et certaines coutumes, tel le bain du samedi et des veilles des grandes cérémonies, prouvent bien que la propreté du corps n'est pas négligée.

Dans la réprobation des toilettes indécentes, le réformateur a bien souvent en vue non seulement la morale mais l'hygiène. Les attaques des prédicateurs contre les chevelures postiches, par exemple, sont des plus probantes. Bien plus, dans les anathèmes lancés contre la mode, outre l'indécence, l'Eglise signale maintes fois non seulement le danger pour la santé, mais encore pour la beauté du corps.

Il est d'usage dans les établissements hospitaliers, dans les couvents, de veiller à la propreté des mains avant de se mettre à table. Les règles portées par l'Eglise sur l'usage ou l'abstention de certains aliments ont une valeur hygiénique qui n'a plus besoin d'être défendue.

La protection et l'assistance sont assurées à la femme enceinte. Les soins spéciaux, qui lui sont nécessaires avant, pendant et après l'accouchement sont prévus dans les statuts de nombreux établissements. Le nourrisson n'est pas l'objet d'une sollicitude moins grande. Les Capitulaires, les arrêts conciliaires, les statuts hospitaliers en font foi. L'orphelin ne reste pas sans protecteur : il est recueilli dans des asiles ou des hôpitaux dont le nombre est grand, puisque, pour le seul ordre hospitalier du Saint-Esprit de Montpellier, une bulle du pape Grégoire XI, du 12 août 1372, énumère plus de cent hospices situés en France.

La vie du moine au couvent est réglée par les constitutions de l'Ordre. Si les privations nous paraissent trop sévères, sachons qu'elles peuvent être modifiées suivant les individus ou les circonstances : « beaucoup parmi vous, dit Saint-Bernard, sont faibles et délicats, beaucoup ont besoin, à cause de leur âge ou de leurs infirmités, de quelques adoucissements à la règle commune ».

Le religieux malade a les soins qui lui sont nécessaires. Dans chaque couvent est construite une infirmerie, isolée des bâtiments claustraux ; un moine choisi comme thérapeute la dirige, assisté de frères infirmiers. Dans les grandes abbayes, ce bâtiment acquiert une telle importance, qu'à Citeaux, par exemple, en 1094,

quatre-vingts lits seront assurés. On y reçoit, non seulement les malades du monastère, mais aussi ceux du voisinage. Dès le haut Moyen-Âge, les hôpitaux de couvents répartissent sur tout le territoire alors couvert d'abbayes, un réseau déjà dense d'établissements d'assistance publique.

A Rome, le nom des papes s'attache à l'histoire urbaine. L'assainissement de certaines régions françaises et anglaises, du sol des Pays-Bas et de la Basse Allemagne a pour principaux artisans les ordres monastiques. Les deux mille prieurés de nos Clunisiens, les trois mille deux cents abbayes de nos Cisterciens, les nombreux monastères de nos Chartreux et Prémontrés sont les centres de ces milliers de pionniers.

Si l'hygiène de l'habitation s'accuse longtemps des plus rudimentaires (et le Moyen-Âge est bien loin d'être la seule époque à supporter cette critique), dans les établissements relevant des pouvoirs ecclésiastiques, par contre, les conditions d'hygiène sont souvent bien supérieures.

La lutte de l'Eglise contre la prostitution est intéressante à connaître. Indirectement, elle oppose d'abord à la dissolution des mœurs de la décadence romaine la sanctification du mariage, et à la dureté barbare des lois païennes pour les filles inscrites au tableau de la débauche sa miséricorde ; elle veut aplanir les voies du retour et du pardon devant les victimes des passions.

Directement, elle attaque la prostitution dans ses effets et dans ses causes. Elle l'interdit avec la plus extrême rigueur aux fidèles, elle frappe d'ignominie les prostituées, et fait une lutte sans merci contre le proxénétisme. Les décrets promulgués sont de deux

ordres : les uns veulent une prohibition absolue, mais ils ne sont possibles qu'avec l'appui réel et sincère des pouvoirs publics ; aussi ne donneront-ils de résultats que sous Saint-Louis. Les autres, plus tolérants, car il lui est alors impossible de faire autrement, sont basés sur la surveillance étroite de la prostitution, l'interdiction de la multiplication libre des lieux de débauches, leur relégation loin des quartiers fréquentés, et la condition sociale avilissante des prostituées. C'est ce second mode de répression qui est à peu près général au Moyen-Age. On le retrouve dans les articles du Concile de Milan, sous l'épiscopat de Saint-Charles Borromée, il résume les mesures prises antérieurement au cours des différentes phases de la lutte contre ce mal.

Pour en supprimer la cause, l'Eglise veut permettre aux prostituées une vie différente. Son action sera double, multiplier, d'une part, les maisons de retraite pour filles galantes, afin de leur permettre une fin de vie toute autre ; diminuer, d'autre part, le recrutement de la prostitution en facilitant l'existence et le mariage des filles pauvres par la fondation de dotations. Mais ce qu'elle prône avant tout n'en reste pas moins l'éducation morale de l'homme.

La plus belle réalisation sanitaire de l'Eglise est la fondation des hôpitaux. Dans ceux-ci, il y a loin de l'encombrement des siècles suivants. Une grande propreté est assurée au malade et son linge est changé au moins une fois par semaine. Avec l'appui des ordres religieux hospitaliers, le personnel soignant ne manque pas, et les hospices peuvent s'élever en grand nombre. Au XIII^e siècle, la France en comptera deux mille, et

d'après le testament de Louis VIII autant de léproseries. Le Moyen-Age prépare dans le domaine de l'hygiène le grand système sanitaire dont nous bénéficions.

Les premières mentions d'ordre public destinées à combattre les grandes épidémies sont dûes à l'Eglise. En face de la peste, du mal des ardents, de la lèpre, elle tend les premiers cordons sanitaires, fonde les lazarets, les hôpitaux pour démembrés et les maladreries.

Cet effort immense mérite d'être apprécié à sa juste valeur. Comme tout le Moyen-Age, et sans doute pour les mêmes raisons, il a été méconnu. Et pourtant n'a-t-il pas façonné le plus gros de l'arsenal hygiénique moderne ? Rendons-lui donc l'hommage que nous lui devons, et dans cette longue période, sachons reconnaître le bien fait par l'Eglise pour la protection de la santé publique.

Vu :

LE DOYEN,
BALTHAZARD.

Vu :

LE PRÉSIDENT DE THÈSE,
LAIGNEL-LAVASTINE.

Vu et permis d'imprimer :

LE RECTEUR DE L'ACADÉMIE DE PARIS,
CHARLETY.

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos	7
--------------------	---

TITRE I. — PREVENTION

1 ^{re} PARTIE. — L'EGLISE ET L'HYGIÈNE INDIVIDUELLE.....	15
1 ^{re} Division. — <i>Les Laïcs</i>	15
Chapitre I. — L'hygiène corporelle.— Les bains	15
Chapitre II. — L'habillement et la mode	29
Chapitre III. — Hygiène alimentaire	37
Chapitre IV. — Hygiène de la procréation	47
Chapitre V. — Hygiène de la grossesse	54
Chapitre IV. — Hygiène du nourrisson. — L'enfance abandonnée	58
2 ^e Division. — <i>Les Clercs</i>	71
Chapitre I. — L'hygiène au couvent	71
Chapitre II. — Le soin des malades. — Les infirmeries conventuelles	84
Paragraphe 1. — Les moines médecins	84
Paragraphe 2. — Les hôpitaux de couvent	93
2 ^e PARTIE. — L'EGLISE ET L'HYGIÈNE COLLECTIVE	99
Chapitre I. — L'hygiène urbaine	99
Paragraphe 1. — Alimentation en eau	99
Paragraphe 2. — Hygiène des rues	103
Paragraphe 3. — Hygiène de l'habitation	106
Chapitre II. — L'Eglise et la prostitution	113
Paragraphe 1. — La prostitution avant le christia- nisme	113

Paragraphe 2. — L'action de l'Eglise	115
La sanctification du mariage	115
Sa miséricorde pour les prostituées	115
Sa lutte sur les effets de la prostitution :	117
a) elle l'interdit aux fidèles	117
b) elle frappe d'ignominie publique les prostituées	117
c) elle lutte sans merci contre le proxénétisme	118
d) les décrets promulgués	123
Ce que fait l'Eglise sur la cause de la prostitution :	131
a) permettre aux prostituées une vie meilleure :	131
les maisons de retraite	131
les dotations	136
b) la morale chrétienne	140

TITRE II. — CURATION

1 ^{re} PARTIE. — LES HOPITAUX	145
Chapitre I. — Leur création	145
Paragraphe 1. — Anciens hôpitaux d'Orient, d'Italie, d'Espagne	145
— 2. — Les hôpitaux en Allemagne	150
— 3. — — — Angleterre	153
— 4. — — — Belgique	154
— 5. — — — France	155
Chapitre II. — Leur organisation	161
Chapitre III. — Les Ordres religieux hospitaliers ..	171
Paragraphe 1. — Les Ordres de chevalerie	178
Les chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem	178
Les Templiers	179
L'Ordre teutonique	180
Les chevaliers de Saint-Lazare	181
Paragraphe 2. — Les Ordres de bourgeoisie	182
Les porteurs de croix	183
L'Ordre de Saint-Antoine	184
L'Ordre du Saint-Esprit	184
Les Frères Pontifes	184
Les hospitaliers de Saint-Jacques du Haut-Pas..	185

Paragraphe 3. — Ordres hospitaliers féminins	185
Les Hospitalières de Saint-Jean de Jérusalem....	185
L'Ordre de Sainte-Elisabeth	185
Les Béguines	186
Conclusion	186

2° PARTIE. — LA LUTTE CONTRE LES MALADIES INFECTIEUSES	
ÉPIDÉMIQUES	189
Chapitre I. — La peste	189
Chapitre II. — La lèpre	194
Chapitre III. — Le mal des ardents	208
Conclusion	213

